





**HENRI LEFEBVRE**

**ESPACE ET POLITIQUE**

**LE DROIT À LA VILLE II**

**1970-73**



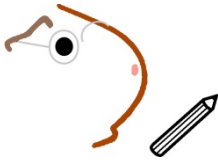


Edition de référence :

LEFEBVRE Henri, *Espace et politique : le droit à la ville II*, Paris, Anthropos,  
2000, 174 p.

Communications prononcées par l'auteur entre 1970 et 1973.

## Le mot du cobaye



Il s'agit pour nous de diffuser des ouvrages intéressants et utiles ou rares sans aucun autre but que de faire de nous des cobayes *lettrés* et *critiques*, dans un sens différent de la pseudo-critique circulaire émanant des analyses d'une « littérature » qui rôde autour de nos cages, et qui ne fait rien de plus que nous enfermer en nous faisant croire que nous sommes dehors.

# Table des matières

|   |           |
|---|-----------|
| Le mot du cobaye.....   | 3         |
| Table des matières.....   | 4         |
| Introduction.....   | 5         |
| L'espace.....   | 18        |
| Réflexions sur la politique de l'espace.....                                      | 33        |
| La ville et l'urbain.....   | 47        |
| Engels et l'utopie.....   | 54        |
| Les institutions de la société « post technologique ».....                        | 65        |
| <b>L'espace, la production de l'espace, l'économie politique de l'espace.....</b> | <b>68</b> |
| I. Introduction.....  | 68        |
| II. Crise de l'économie politique.....  | 69        |
| III. La promotion de l'immobilier et la mobilisation de l'espace.....             | 72        |
| IV. Vers l'économie politique de l'espace.....                                    | 75        |
| V. La production de l'espace.....   | 86        |
| La bourgeoisie et l'espace.....   | 93        |

## Introduction

☑ Lorsqu'un texte veut avoir une portée théorique et qu'il prétend se suffire, c'est que l'auteur a d'abord procédé à un découpage-montage, s'attribuant une parcelle d'un « champ » qu'il cherche à clore. Opération d'appropriation privative assez grossière, toujours suspecte, encore que coutumière et passant pour légitime puisque la propriété privée s'étend aux idées et au savoir ! Plus d'un scientifique devrait s'excuser de mettre des barrières à son jardin pour le cultiver à l'aise. Ici, l'auteur s'excuse parce qu'aucun des articles réunis dans ce volume ne peut se lire sans tenir compte de travaux publiés ailleurs, sur la vie quotidienne, sur l'espace, sur les divers « droits » (le droit à la ville, le droit à la différence), sur la reproduction des rapports (sociaux) de production, etc.

Les recherches concernant la ville et l'urbain renvoient à celles qui concernent l'espace et qui feront l'objet d'un ouvrage (à paraître sous le titre : « La production de l'espace »). Cette théorie de l'espace social enveloppe d'une part, l'analyse critique de la réalité urbaine et d'autre part celle de la vie quotidienne ; en effet, le quotidien et l'urbain, indissolublement liés, à la fois produits et production, occupent un espace social généré à travers eux et inversement. L'analyse porte sur l'ensemble des activités pratico-sociales, en tant qu'elles s'enchevêtrent dans un espace complexe, urbain et quotidien, assurant jusqu'à un certain point la reproduction des rapports de production (rapports sociaux). A travers cet espace actuel, sa critique et sa connaissance, s'atteignent le global, la « synthèse »,

Un ensemble dans lequel chaque « article » a une spécificité, portant à un certain niveau sur un certain aspect ou élément, se construit ainsi. Cet ensemble n'a rien d'un système ou d'une « synthèse » au sens classique, malgré la connexion de ses éléments et aspects. Son sens ? Son but ? Ce n'est pas de montrer une cohérence ou cohésion, mais de chercher, par tâtonnements, où peut se situer dans l'espace et le temps le point de non-retour et de non-recours à l'échelle non pas des individus ou des groupes, mais globale. Ce moment ne relève plus de la pensée

historisante ou d'une théorie classique des crises ; il n'en serait pas moins crucial : métamorphose ou auto-destruction (l'un n'excluant pas l'autre). Ce serait le moment où cesserait la reproduction des rapports de production existants, soit que la dégradation et la dissolution l'emportent, soit que de nouveaux rapports se produisent, déplacent et remplacent les anciens. La possibilité d'un tel moment (perspective qui ne coïncide pas exactement avec la théorie habituelle de la Révolution) définit une hypothèse stratégique. Ce n'est pas une certitude acquise, positivement établie. Elle n'exclut pas d'autres possibilités (la destruction de la planète, par exemple).

Hantés par ce moment, beaucoup s'emploient à le reculer, à l'écartier, à exorciser par la magie idéologique les images évoquées. Des conciles se réunissent, pour discourir gravement et entretenir les représentations (idéologies) qui masquent les véritables échéances. En effet, la pollution, l'environnement, l'écologie et les éco-systèmes, la croissance et sa finalité, fragmentent et masquent les problèmes de l'espace. D'autres, par contre, appellent de leurs vœux un instant fatidique ; ils voudraient hâter le destin en l'aggravant, nihilistes mûs par ce qu'ils nomment « pulsion de mort ». Peut-être le meilleur choix, pour une réflexion qui se voudrait savoir et acte, consiste-t-il à ne pas céder au catastrophisme, à déterminer un point d'attaque, limité mais assez précis, engageant une tactique et une stratégie de la pensée.

Ici, on essaie de ne pas dramatiser la situation, et de ne pas la dé-dramatiser en la stérilisant. Il se peut que le moment de non-retour approche, qu'il faille s'y préparer. Les forces de destruction ne se décrivent plus ; elles n'ont plus, comme l'écrit dans *Opus* (juin 1972) Jean-Clarence Lambert, ni nom ni visage. Elles sont Système, le seul, celui de la négation et de la mort sous une apparence positive, qui attaque l'existence en elle-même, jusque dans ses profondeurs. Parfois, dans la prospérité que connaît la France capitaliste, on a envie de crier : « Alerte I La révolution ou la mort... » Ce qui ne signifie pas : « Mourons pour la révolution », mais au contraire : « Si vous ne voulez pas que nous mourions, faites la révolution, vite, totalement ». Cette révolution mondiale et totale devrait mettre fin au Pouvoir, à ce pouvoir qui domine les êtres humains et l'être de « l'homme » sans dominer aucune des forces qui sortent d'eux et se retournent contre eux : ni la technique, ni la démographie, ni l'espace ! Sur qui s'exerce-t-il ? Sur ceux qui pourraient s'approprier ces forces devenues étrangères, ces réalités mortelles. Il n'y a pas d'abus de pouvoir, car toujours et partout le Pouvoir abuse. La Révolution totale devrait mettre fin à ce *pouvoir abstrait* qui passe <sup>[10]</sup> pour utiliser des moyens en vue d'une



fin inconnue, alors qu'il est devenu sa propre fin. Cette révolution lui mettrait fin en lui substituant des *pouvoirs*, ceux de l'appropriation et de la ré-appropriation. L'idée de *subversion* complète celle de *révolution*. Elle vise la destruction de la politique, car tout pouvoir étatique est destructeur. A regarder de près, le premier objectif assignable, c'est d'abord la *limitation* du pouvoir. Pour l'obtenir, la menace de sa totale destruction est indispensable. Ainsi l'Église ne laissa limiter ses ambitions que devant l'athéisme menaçant et par lui. Le scientisme, le technicisme ne reculent pas devant la critique philosophique mais devant l'occultisme, la magie. Les « Droits » nécessaires, de « l'habeas corpus » au droit à la ville, ne suffisent plus, il faut aussi que l'urbain se fasse menaçant.

Cette révolution totale et planétaire, économique, démographique, psychique, culturelle, etc., est par excellence, aujourd'hui, l'impossible-possible {la possibilité, la nécessité et l'impossibilité !}. Rien de plus proche, de plus urgent. Rien de plus fuyant, de plus lointain. L'idée de la révolution renvoie du mondial à la conjoncture, du total à la pratique immédiate, c'est-à-dire à l'existence d'une énorme majorité, silencieuse ou non, de gens qui adhèrent au présent et vont jusqu'à accepter le millénarisme, parce qu'il renvoie à plus tard l'éventualité d'une catastrophe. Après nous le néant ! Ainsi, les gens « concernés », comme on dit, balancent entre le ton jovial de l'optimisme forcé et le nihilisme radical, en reportant les échéances.

Au centre, désigné ici et ailleurs, se trouve la *re-production des rapports de production*, processus qui se déroule sous les yeux de chacun, qui s'accomplit en chaque activité sociale, y compris les plus indifférentes en apparence (les loisirs, la vie quotidienne, l'habiter et l'habitat, l'utilisation de l'espace) et qui n'a pas encore été l'objet d'une étude globale. Il était inhérent à la pratique sociale et inaperçu comme tel. Il l'emporte (jusques à quand ?) sur les raisons et causes de dissolution. Les parcelles découpées dans ce vaste « champ » par les spécialités — économie politique, sociologie, démographie, etc., — impliquaient le global et le laissaient dans l'ombre, champ aveugle. L'analyse critique de la globalité ainsi atteinte (qui ne peut s'appeler « système » au sens habituel) ne se trouve pas ici. Toutefois, les articles de ce recueil ne portent pas sur des aspects négligeables, bien que partiels, du processus global. Ils présentent des étapes de la découverte. Ils s'insèrent, à un certain niveau, avec une spécificité déjà mentionnée, dans l'ensemble théorique et dans la réalité saisie de façon critique.

*L'habiter* ne se réduit à une fonction assignable, isolable et localisable, *l'habitat*, qu'au nom d'une pratique dont *Le Droit à la Ville* détermina les raisons (Ier volume). Le lecteur

retrouvera ici ces raisons, reconsidérées, approfondies peut-être : l'action de la bureaucratie étatique, l'aménagement de l'espace selon les exigences du mode de production (capitaliste), c'est-à-dire de la reproduction des rapports de production. Un aspect important, peut-être essentiel, de cette pratique apparaîtra : la fragmentation de l'espace pour la vente et l'achat (l'échange), en contradiction avec la capacité technique et scientifique d'une production de l'espace social à l'échelle planétaire. En conséquence, on pourra trouver ici l'analyse critique d'une procédure courante et désastreuse. On fait correspondre ponctuellement (point par point) les besoins, les fonctions, les lieux, les objets sociaux, dans un espace supposé neutre, indifférent, objectif

(innocemment) ; après quoi on met en place des liaisons. Procédure qui a un rapport évident avec la fragmentation de l'espace social, jamais explicitée comme telle, la théorie de la correspondance ponctuelle entre les termes (fonctions, besoins, objets, lieux) aboutit à des *projets* qui paraissent clairs et corrects parce que projections visuelles sur le papier et sur le *plan* d'un espace truqué au départ. La fragmentation se traduit en une fausse analyse, non critique, qui se croit précise parce que *visuelle*, des lieux et localisations. Une analyse plus poussée et surtout plus concrète modifie des termes qui semblaient positifs, « opératoires » ; et qui le sont, dans un certain « cadre ». Cette analyse dégage une opération véritablement spécifique. Il ne s'agit pas de *localiser* dans l'espace pré-existant un besoin ou une fonction, mais au contraire de *spatialiser* une activité sociale, liée à une pratique dans son ensemble, en *produisant* un espace approprié.

Qu'est-ce donc que l'*architecture* ? On en discute beaucoup, depuis longtemps : depuis que l'architecte existe, donc l'architecture comme métier, dans la division du travail. Serait-ce un art ? Cette définition ne tente plus que ceux qui aiment à dessiner des façades, qui s'obstinent à soigner les moulures, à savamment répartir des matériaux et à sculpter agréablement des volumes. Il y en a. Serait-ce une technique ? Dans ce cas, l'ingénieur supplante l'architecte, ingénieur du béton ou spécialiste des voiries. Serait-ce une science ? Dans cette hypothèse, il conviendrait de construire une méthodologie, une épistémologie, un « corpus » doctrinal. Or la stérilité de cette hypothèse est manifeste. A supposer qu'on établisse, ce « corpus » se suffira à lui-même, sans autre efficacité que sa transmission. L'architecture ne peut se concevoir que comme une pratique sociale figurant avec d'autres (par exemple la médecine) dans l'ensemble pratique qui porte et que supporte la société actuelle (le mode de production), liaison à discerner. Le médecin fait appel à plusieurs sciences, peut-être à toutes, et se sert de multiples

techniques. La médecine ne peut donc constituer une science particularisée, spécifiée, puisqu'elle emprunte des connaissances à la physique, à la biologie, à la physiologie, aux mathématiques comme à la sémiologie et à la sociologie. Elle comprend de nombreuses spécialités. Elle s'étend d'un côté à la diététique, à l'hygiène, au contrôle des activités les plus « normales » comme le sport, à la médecine préventive : et d'un autre à la médecine dite mentale, ce qui ne simplifie pas l'affaire. Le médecin utilise consciemment ou non des concepts très généraux, relevant de la philosophie : le normal et l'anormal, la santé et la maladie, l'équilibre et le déséquilibre, le système (nerveux, glandulaire, etc.) Ces concepts justifient une réflexion théorique et cependant une épistémologie médicale semble difficile et peu utile. Les médecins oscillent entre l'emploi des ordinateurs pour traiter les données, et le « flair » de l'omnipraticien qui connaît personnellement ses malades ; quel que soit son choix, le médecin ne réduit pas facilement le savoir à une étroite spécialité ; cependant il se spécialise presque toujours et de plus en plus ; s'il morcelle son « champ » d'expériences et d'applications, il lui faut restituer le global, le corps, l'organisme, le rapport avec le « milieu », l'unité vivante de l'être humain en société. Et inversement. Enfin, qui dira que la médecine et les médecins ne subissent en rien l'influence du capitalisme ? Qu'il y ait une pratique médicale capitaliste et une autre, non capitaliste, « sociale » ou « socialiste », cela ne fait aucun doute. Cependant, en tant que pratique, la médecine a précédé le capitalisme ; elle se prolongera après lui, quelle qu'en soit la fin. Il n'est pas certain que les rapports de production capitalistes stimulent la recherche et l'efficacité médicales en leur donnant l'impulsion et l'orientation adéquates ; il n'est pas davantage certain qu'ils les bloquent. En particulier, la biologie et la biochimie font, semble-t-il, des pas de géant, non sans ajouter à une liste de menaces déjà impressionnante d'autres risques, d'autres inquiétudes, d'autres échéances. Comment la médecine peut-elle s'arracher à cette emprise, trouver de meilleures formes de recherche et d'action ? La question se pose, avec plus ou moins d'acuité. La réponse n'est par certaine, les solutions ne sont pas évidentes.

De même l'architecture et l'architecte. La pratique architecturale date d'avant le capitalisme, bien entendu. Elle se soumettait alors (comme l'urbanisme dont elle ne se distinguait pas) aux ordres des despotes éclairés (plus ou moins). L'architecte, artiste autant que savant, acceptait une importante donnée : la monumentalité, l'importance de l'édifice religieux ou politique et sa priorité par rapport à « l'habiter ». Avec la période industrielle, l'architecture se dégage de ces contraintes religieuses et politiques, mal. Elle tombe dans l'idéologie, celle des fonctions — appauvries ; celle des structures homogènes, celle des formes glacées. Aujourd'hui,

après les révolutions de l'ère industrielle, l'architecture aborde difficilement l'ère urbaine. L'architecte, lui aussi, fait appel à toutes les sciences : mathématiques, informatique, physique, chimie, économie politique, voire sémiologie, psychologie, sociologie. Comme le médecin, il met en action un savoir encyclopédique ; et cependant sa pratique <sup>[15]</sup>reste déterminée, limitée de toutes parts. Il se situe mal entre l'ingénieur et le dessinateur ; il trouve mal son lieu entre les promoteurs, les usagers, les bailleurs de fonds, les autorités. S'il a une activité spécifique dans la division du travail (social), le produit de ce travail n'apparaît pas bien spécifié. Il dispose, lui aussi, de quelques concepts très généraux (inventoriés avec soin : l'échelle, les proportions, le « parti », etc.) qui justifient une réflexion proche de la philosophie mais ne se suffisent pas et ne suffisent pas à constituer un corps doctrinal. Enfin l'architecture diffère de la peinture, de la sculpture, des arts, en ce qu'ils ne se relient à la pratique sociale qu'indirectement et par médiations ; tandis que l'architecte et l'architecture ont une relation immédiate avec l'habiter comme acte social, avec la construction comme pratique.

L'architecte, producteur d'espace (mais jamais seul) opère sur un espace spécifique. Et d'abord il a devant lui, sous ses yeux, sa planche à dessin, sa feuille blanche. Le tableau noir, bien entendu, n'a pas un effet très différent. Cette feuille de papier à dessin, qui ne la prend pour un simple miroir, et pour un miroir fidèle ? Alors que tout miroir est trompeur et que d'ailleurs cette feuille blanche est plus et autre chose qu'un miroir. L'architecte l'utilise pour ses plans, mot à prendre dans toute sa force : surface plate, sur laquelle un crayon plus ou moins lesté et adroit laisse des traces que l'auteur prend pour la re-production des choses, du monde sensible, alors qu'en fait cette surface impose un décodage-recodage du « réel ». L'architecte ne peut, comme il le croit aisément, localiser sa pensée et ses perceptions sur la planche à dessin, y visualiser les choses (besoins, fonctions, objets) en les projetant. il confond projection et projet dans une idéalité con fuse, qu'il croit « réelle » et même rigoureusement conçue, parce que les procédés de codage-décodage par le dessin sont habituels et traditionnels ; que, dès lors, ils lui échappent. La feuille, sous la main, devant les yeux du dessinateur, est blanche, aussi blanche que plate. Il la croit neutre. Il croit que cet espace neutre, qui reçoit passivement les traces de son crayon, correspond à l'espace neutre du dehors, qui reçoit les choses, point par point, lieu par lieu. Quant au « plan », il ne reste pas innocemment sur le papier. Sur le terrain, le bulldozer réalise des « plans ».

Et voilà et comment et pourquoi le dessin (et par là il faut entendre aussi le « design ») n'est pas seulement une habileté, une technique. C'est un mode de représentation, un *savoir-faire* stipulé, codifiée. Donc un *filtre*, sélectif par rapport à des contenus, éliminant telle ou telle part du « réel », remplissant à sa manière les lacunes du texte. Circonstance aggravante : ce filtrage va plus loin qu'une spécialisation idéologique ou que l'idéologie d'une spécialité. Il risque d'occulter la demande sociale.

Qu'est-ce qu'un code ? Qu'est-ce qu'un codage-décodage ? Disons rapidement qu'en dehors de quelques cas grossiers (le code de la route) un code ne consiste pas en un système de règles préfabriquées. Tout code définit un espace centré en ouvrant un horizon autour d'un texte (message), en le déployant et par conséquent en le cernant, en le fermant. Ce texte peut être pratico-sensible et social, donc pas toujours et pas forcément écrit. Les images aussi se codent et se décodent ! La complexité des opérations qu'ils effectuent échappe aux lecteurs, comme celle du langage et de sa production aux locuteurs. L'« agent » (ici le dessinateur) se croit dans la seule pratique. Il se figure re-produire alors qu'il produit ! il saute par-dessus les intermédiaires, allant d'un résultat à un autre résultat. Tout codage apporte une mise en perspective et la « production » d'un certain sens, qui se substitue au texte donné et peut soit l'appauvrir, soit le valoriser en l'enrichissant. D'où l'ambiguïté. Le codage-décodage implique un effet ou des effets de mirage, car la structure formelle d'un code n'apparaît qu'au moment où décline la production, où s'estompe l'apparition du sens. Le code formulé n'en est plus que l'ombre ! Un code, disent aujourd'hui les sémiologues les plus subtils, c'est une voix et une voie : à partir du « texte » — du message — plusieurs possibilités, des choix, des paroles diverses, une pluralité, un tissu plutôt qu'une ligne. Donc, un certain « travail » sur le texte (message) qui produit du sens en partant d'ébauches, de fragments, ce qui entraîne un mouvement complexe : valorisations et dévalorisations, avances butant contre des obstacles, avec du « fading ». Chaque codage serait un schéma proposé, repris, abandonné, toujours à l'état d'ébauche, qui engendre un sens parmi bien d'autres. La main cherche, le crayon hésite. La main croit reproduire et elle substitue. Elle obéit à une voix qui parle, qui dit la chose et l'interprète, en croyant la saisir. La voix main, l'instrument, croient « exprimer » (reproduire) alors qu'ils agissent, alors qu'ils « produisent », mais que le produit de ce travail n'a pas les qualités et les propriétés que lui attribue l'auteur. Il fait autre chose que ce qu'il dit et croit faire.

Plus d'un bon dessinateur aura du mal à se reconnaître dans cet ironique tableau de son « vécu » professionnel. Pourtant, le dessin comporte de toute évidence un risque, celui d'une substitution aux objets et surtout aux gens, aux corps, à leurs gestes et actes, de graphismes. Il est réducteur même s'il ne l'est pas pour le dessinateur, au cours de son action. Avec le « design », la forme signifie la fonction, et la structure n'a plus qu'à incorporer dans une matière traitée de façon rentable cette relation « signifiant-signifié ». La distance entre ces trois termes : la fonction, la forme, la structure, qui permit autrefois de les réunir dans une unité organique et non visible comme telle, cette distance a été réduite. Les signes des objets donnent lieu à des signes de signes, à une *visualisation* de plus en plus poussée, où la limite s'atteint lorsque les immanquables figurines entrent en scène, chargées « d'animer » l'espace. Ces immobiles signifiants de la mobilité, de l'activité, en disent le meurtre symbolique. Ils font passer le procédé — codage et décodage — en l'occultant. Ils doivent servir à le dénoncer en mettant fin à deux mythes : l'expression re-production et la création merveilleuse.

La lisibilité passe pour une grande qualité et ce n'est pas faux mais on oublie que toute qualité a sa contrepartie et ses défauts. Quel que soit le codage, la lisibilité se paie d'un prix très élevé : la perte d'une partie du message, de l'information ou du contenu. Cette perte est inhérente au mouvement qui tire du chaos des faits sensibles un sens, un seul. L'émergence de ce sens brise le réseau, souvent très fin et richement désordonné dont est partie l'élaboration. Elle achève de l'effacer en *construisant autre chose*. Il y a donc partout piège de la lisibilité surtout quant « l'auteur », ici l'architecte, croit tenir face à face et bien en main la « chose » dont il est parti, à savoir l'habiter. Alors qu'il lui a substitué l'habitat ! La lisibilité visuelle est encore plus traîtresse et mieux piégée (il faudrait écrire : piégeante) que la lisibilité graphique, celle de l'écriture. Toute lisibilité vient d'une pauvreté : de la redondance. La richesse du texte et de l'espace ne va jamais avec la lisibilité. Aucune poésie, aucun art n'obéit à ce simple critère. A la limite, le lisible, c'est le blanc, le plus pauvre des textes !

Piégée-piégeante, la lisibilité cache ce qu'elle omet et que décèle un « lecteur » plus attentif, analytique et critique. L'homologie (homogénéité) de tous les espaces représentés et reportés sur les surfaces, n'est-ce pas la plus efficace des idéologies réductrices ? Idéologie fort utile à la reproduction des rapports sociaux existants, transportés dans l'espace et la *re-productibilité* des espaces !...

Il va de soi qu'un tel code ne reste pas dans les bornes étroites du savoir-faire individuel. Il devient affaire de métier. A ce titre, il entre dans le travail social et dans la division sociale du travail. Donc, il se transmet et s'enseigne en se perfectionnant. Il se change en tradition et en pédagogie. Le code visuel, peu ou mal formulé comme tel, a été la base de l'enseignement du dessin, des beaux-arts, de l'architecture pendant une longue période. Contesté, il n'a pas perdu toute influence ; il se perpétue comme savoir-faire pédagogique, le seul solide (pas seulement en France : en Italie, même processus, et sans doute ailleurs).

L'architecte ne peut se contenter de dessiner et ne peut pas se dispenser de consulter oralement (par la parole) les autres agents de cette production, l'espace. Et d'abord l'utilisateur ; mais aussi le bureaucrate, le politique, le financier, et ainsi de suite. A tel point qu'une tendance se fait jour qui présente l'architecte comme un « homme de la parole », et non plus comme un homme du dessin, selon la tradition. Thèse intéressante et contestable, car elle [20] oublie la problématique générale de l'espace (de sa production) pour ne retenir, d'une problématique particulière, celle de l'architecture, que le souci de légitimer la profession. De plus, chacun sait que pour l'utilisateur et pour l'architecte, ni les « signifiants » ni les « signifiés » ni leurs enchaînements ne coïncident.

La problématique générale de l'espace exige que l'on aborde autrement les questions particulières, par exemple celle de la profession. Elle la subordonne aux questions générales. Elle rejette la séparation entre l'architecte et l'urbaniste. Se partageant l'espace, le partageant avec les autres « agents », y compris les propriétaires, ils le découpent, ils le morcellent, chacun à sa manière ; et la fragmentation dès lors paraît théoriquement justifiée. A chacun son niveau, son échelle d'intervention. Dès lors, le global s'échappe et fuit. Chacun opère sur un espace abstrait, à son niveau, à son échelle, l'architecte dans le micro et l'urbaniste dans le macro. Alors que le problème, aujourd'hui, c'est de surmonter ces fragmentations, étant donnés leurs pitoyables résultats ; c'est par conséquent de déterminer la jonction, l'articulation de ces deux « niveaux », le micro et le macro, l'ordre proche et l'ordre lointain, le voisinage et la communication.

Ne serait-ce pas à cette échelle, précisément, qu'aujourd'hui peut intervenir la pensée et se situer l'invention ? Au niveau inférieur, celui de l'immeuble, tout a été dit, redit, trituré. Le niveau supérieur appartient pour le moment aux constructeurs d'autoroutes, aux ingénieurs des voies et voiries. De l'espace urbain, trop complexe l'exploration commence ; il est trop tôt pour rendre opératoires les concepts. Beaucoup de recherches se perdent dans le gigantisme en

grossissant ou grandissant l'immeuble (Soleri, Afdo Rossi, etc.). La plupart des architectes aujourd'hui célèbres n'ont pas rompu avec la monumentalité. Ils tentent un compromis entre le monument et le bâtiment. Certains, par contre, dispersent en unités éphémères, en atomes et flux d'habitation, l'espace social. Au niveau intermédiaire se situe ce qui peut se penser et se projeter. En témoignent les projets et les recherches de Constant, de Ricardo Bofill, les études de Mario Gaviria en Espagne, etc. Le niveau inférieur, c'est celui du village, du quartier. Le niveau « macro » est celui de l'urbain. Entre les deux, au point d'attaque, la population pour laquelle on pourrait tenter actuellement la production d'un espace approprié se situerait entre dix et vingt mille habitants. Pour le moment —comme étape ! A cette échelle, le « droit à la ville » peut intervenir d'une façon opératoire et stimuler la recherche.

Que l'urbanisme n'ait pu se constituer ni en science ni en pratique et n'ait réussi qu'à « s'instituer » (à devenir institution) en répandant d'épais nuages idéologiques, qui peut encore s'en étonner ? L'urbanisme ne pouvait se délivrer de l'idéologie régnante et contraignante qu'avec une pensée critique particulièrement éveillée ; or cette pensée critique, après quelques moments d'espoirs vite déçus (il y a une quinzaine d'années), n'a pu que se retourner contre l'urbanisme.

S'il est vrai que les mots et concepts : « ville », « urbain », « espace », correspondent à une réalité globale (qui ne se confond avec aucun des niveaux définis plus haut) et ne désignent pas un aspect mineur de la réalité sociale, *le droit à la ville* se réfère à la globalité ainsi visée. Ce n'est pas un droit naturel, certes, ni contractuel. En termes aussi « positifs » que possible, il signifie le droit des citoyens-citadins, et des groupes qu'ils constituent (sur la base des rapports sociaux) à figurer sur tous les réseaux et circuits de communication, d'information, d'échanges. Ce qui ne dépend ni d'une idéologie urbanistique, ni d'une intervention architecturale, mais d'une qualité ou propriété essentielle de l'espace urbain : la centralité. Pas de réalité urbaine, affirmons-nous ici et ailleurs, sans un centre : sans un rassemblement de tout ce qui peut naître dans l'espace et s'y produire, sans rencontre actuelle ou possible de tous les « objets » et « sujets ».

Exclure de « l'urbain » des groupes, des classes, des individus, c'est aussi les exclure de la civilisation, sinon de la société. *Le droit à la ville* légitime le refus de se laisser écarter de la réalité urbaine par une organisation discriminatoire, ségrégative. Ce droit du citoyen (si l'on veut ainsi parler : de « l'homme ») annonce l'inévitable crise des centres établis sur la ségrégation et l'établissant : centres de décision, de richesse, de puissance, d'information, de connaissance, qui



rejetent vers les espaces périphériques tous ceux qui ne participent pas aux privilèges politiques. Il stipule également le droit de rencontre et de rassemblement ; des lieux et objets doivent répondre à certains « besoins » généralement méconnus, à certaines « fonctions » dédaignées et d'ailleurs transfonctionnelles : le « besoin » de vie sociale et d'un centre, le besoin et la fonction ludiques, la fonction symbolique de l'espace (proches de ce qui se trouve en deçà comme au-delà des fonctions et besoins classés, de ce qui ne peut s'objectiver comme tel parce que figure du temps, qui donne par là prise à la rhétorique et que les poètes seuls peuvent appeler par son nom : le Désir).

Le droit à la ville signifie donc la constitution ou reconstitution d'une unité spatio-temporelle, d'un rassemblement au lieu d'une fragmentation. Il n'abolit pas les confrontations et les luttes. Au contraire I Cette unité pourrait se nommer selon les idéologies : le « sujet » (individuel et collectif) dans une morphologie externe qui lui permette d'affirmer son intériorité — l'accomplissement (de soi, de « l'être ») — la vie — le couple « sécurité-bonheur », déjà défini par Aristote comme finalité et sens de la « polis ». Dans tous ces cas, sous tous ces noms, les philosophes ont annoncé et aperçu de loin la reconstitution de ce qui a été fragmenté, dissocié, disséminé, au cours de l'histoire sociale. Ayant défini le but, ils ont mal déterminé ses conditions, dont les unes sont politiques (en impliquant dans ce terme la critique de toute politique) et d'autres sont morphologiques, spatio-temporelles.

Le droit à la ville ainsi formulé implique et applique une connaissance qui ne se définit pas comme « science de l'espace » (écologie, géopolitique, élastique, aménagement, etc.) mais comme connaissance d'une *production*, celle de l'espace.

Au temps de Marx, la science économique se perdait dans l'énumération, la description, la comptabilisation des objets produits. A l'étude des choses, Marx substitua l'analyse critique de l'activité productrice des choses. Reprenant l'initiative des grands économistes (Smith, Ricardo) en y joignant l'analyse critique du mode de production (capitaliste), il porta la connaissance à un niveau supérieur. Une démarche analogue s'impose aujourd'hui en ce qui concerne l'espace.

La science de l'espace se cherche vainement depuis des années. Elle ne se trouve pas. Elle se disperse et se perd en considérations variées sur ce qu'il y a dans l'espace (les objets, les choses), ou sur l'espace abstrait (vidé d'objets, géométrique). Au mieux, cette recherche décrit des fragments d'espace, plus ou moins remplis. Ces descriptions de fragments sont elles-mêmes

fragmentaires, selon les cloisonnements des sciences spécialisées (géographie, histoire, démographie, sociologie, anthropologie, etc.). Une telle « science » se disperse donc en découpages et en représentations de l'espace, sans jamais découvrir une pensée qui reconnaisse, comme dit Hegel (cf. Phil. Droit., sect. 189) à propos de l'économie politique, dans la masse infinie des détails les principes de l'entendement qui règne dans un domaine.

De cette différence entre « science de l'espace » et connaissance de la production de l'espace, la portée et le sens seront indiqués ailleurs. D'où le renvoi mentionné précédemment et de nouvelles excuses au lecteur.

Le Droit à la Ville, pris dans toute son ampleur, apparaît aujourd'hui comme *utopien* (pour ne pas dire péjorativement : utopiste). Et cependant ne faut-il pas l'inclure dans les impératifs, comme on dit, des plans, projets, programmes ? Le coût peut en paraître exorbitant, surtout si l'on comptabilise ces coûts dans les cadres administratifs et bureaucratiques actuels, par exemple en les portant aux comptes des « communautés locales ». Il est clair que seul un grand accroissement de la richesse sociale, en même temps que de profondes modifications aux rapports sociaux eux-mêmes (au mode de production) peut permettre l'entrée dans la pratique du droit à la ville et de quelques autres droits du citoyen et de l'homme. Un tel développement suppose une orientation de la croissance économique, qui ne porterait plus en elle sa « finalité », et ne viserait plus l'accumulation (exponentielle) pour elle-même, mais servirait des « fins » supérieures.

[25] En attendant mieux, on peut supposer que les coûts sociaux de la négation du « droit à la ville » (et de quelques autres), en admettant qu'on puisse les chiffrer, seront beaucoup plus élevés que ceux de leur réalisation. Estimer la proclamation du « droit à la ville » plus « réaliste » que son abandon, ce n'est pas un paradoxe.

Il est entendu (implicitement) que ce petit livre, et ceux qui l'accompagnent ou le suivent, n'annule pas les précédents, si ce n'est de façon dialectique : il les reprend en essayant de les porter à un niveau plus élevé. Des discours d'un certain type (analytique) se changent ici en discours d'un autre type présumé supérieur. Les concepts, autrefois situés dans des espaces *abstrait*s parce que *mentaux*, se situent maintenant dans des espaces *sociaux* et par rapport aux *stratégies* qui se déploient et se confrontent planétairement. Le mental ne peut se séparer du social, et ne l'a jamais été que dans des représentations (idéologiques). Dans la philosophie

classique, le « sujet » et « objet » restaient l'un hors de l'autre, l'un devant l'autre. Ils se rejoignaient dans les gouffres de l'Absolu, de l'identité originelle ou terminale. Aujourd'hui, le mental et le social se retrouvent dans la pratique : dans l'espace conçu et vécu.

# L'espace<sup>1</sup>

1. L'exposé qui suit se situe au niveau théorique. Il va dans la ligne de la philosophie bien que ce ne soit pas celle de la philosophie spéculative, dogmatique et systématisée. De cette philosophie classique il retient le souci de définir des perspectives et des connaissances à l'échelle globale. Comme ces connaissances ne sont plus séparées de la pratique, il s'agit de *métaphilosophie*.

Cet exposé pourrait se dire « interdisciplinaire » au sens d'une critique des disciplines parcellaires. Il évite l'empirisme descriptif, mais ne comporte pas de concept opérationnel. Au contraire, il tentera de montrer comment tel concept opératoire pose des questions : « pour qui ? par qui ? dans l'intérêt de qui ? »

2. Il y a plusieurs méthodes, plusieurs approches en ce qui concerne l'espace, et cela à différents niveaux, de réflexion, de découpage de la réalité objective. Par exemple, il n'est pas impossible d'étudier ce que certains appellent le biotope ; il n'est pas impossible d'étudier l'espace perçu, à savoir celui de la perception courante à l'échelle de l'individu et de son groupe, la famille, le voisinage, en y comprenant ce qu'on appelle « l'environnement » (Umwelt).

Cette étude psychologique et sociologique peut porter sur le corps et les gestes, sur l'image du corps et l'espace du voisinage. Certains de ces aspects intéresseraient l'architecture et l'urbanistique, par exemple, les questions concernant la latéralisation de l'espace. Comment y distinguer, y indiquer des symétries, des dissymétries ? Comment y construire une gauche et une droite, un haut et un bas, correspondant aux gestes, aux mouvements, aux rythmes du corps ?

On peut élaborer une sémantique des discours sur l'espace. On pourrait concevoir aussi une sémiologie de l'espace, partie d'une sémiotique générale. Tout espace est-il signifiant ? Et si oui, de quoi ? Plus précisément, tout espace ou fragment d'espace ne serait-il pas un texte social,

<sup>1</sup> Séminaires sur l'espace, Nanterre, Oxford, etc., 1972.

lui-même contexte de textes spécifiés, c'est-à-dire écrits : inscriptions, affiches, etc. De sorte qu'il faudrait ou retrouver ou construire les codes de ces divers messages pour les décrypter.

Dans cette perspective, l'espace apparemment insignifiant, c'est-à-dire neutre, ne signifierait-il pas d'abord son insignifiance, son caractère vide, et ensuite, à travers cette neutralité, ce vide apparent, *quelque chose* au niveau de la société entière, c'est-à-dire la société néo-capitaliste ? A ce niveau, ne serait-ce pas l'unité elle-même de cette société, sa globalité, qui apparaîtraient au sein de telle « réalité » spatiale apparemment disjointe et séparée, par exemple une ville nouvelle ?

3. L'intérêt théorique général de ces recherches, la gestuelle et la latéralisation de l'espace, la sémiologie et la lecture des espaces, c'est de montrer comment et pourquoi, aujourd'hui et maintenant, les sens deviennent immédiatement et directement théoriciens, comme l'a dit Marx. (*Manuscrits de 1844*).

Dans cette perspective, le rapport de la théorie à la pratique n'est pas celui d'une abstraction transcendante à une immédiateté ou à un « concret » antérieur. L'abstraction théorique est déjà dans le concret. Il faut l'y déceler. Au sein de l'espace perçu et conçu, il y a déjà l'espace théorique et la théorie de l'espace.

4. Une méthode prétendument scientifique consiste à poser ou à supposer un système et une logique préexistants ; elle affirme que l'objet étudié doit se situer au sein d'une totalité présumée.

Or on n'a pas le droit de postuler un système déjà existant, par exemple un système social, ou un système spatial, ou un système urbain, pour y insérer des éléments partiels dont la rationalité (ou l'irrationalité) découlerait de cette supposition, se déduirait de l'ensemble. On n'a pas plus le droit de présupposer un système social ou politique, théorique ou idéologique, qu'une logique préexistante. En effet, c'est attribuer à cette société, la société néo-capitaliste, une cohérence déjà atteinte, une cohésion déjà effectuée. S'il y a système, il faut le découvrir et le montrer au lieu d'en partir. Si l'on part d'une telle hypothèse, on s'installe dans une tautologie dissimulée, car on ne fait que déduire les conséquences de la présupposition. De même pour la logique. S'il y a quelque part une logique et même une logique concrète, par exemple celle d'une stratégie, il faut aussi la découvrir, la spécifier en tant qu'elle diffère de telle ou telle autre logique concrète. La supposer, par exemple poser une logique du capitalisme, une logique de la

marchandise, une logique de la survie, c'est raisonner par analogie avec telle démarche déjà effectuée, visant la cohésion et censée l'avoir atteinte.

[30] Pourquoi ces préalables ? Parce qu'il est possible que l'espace joue un rôle ou une fonction décisive dans l'établissement d'une totalité, d'une logique, d'un système ; précisément alors on ne peut le déduire de ce système, de cette logique, de cette totalité. Il faut au contraire montrer sa fonction dans cette visée (pratique et stratégique).

5. De même, s'il y a un « point de vue de classe », il est impossible méthodologiquement d'en partir ; il faut y arriver. Partir du « point de vue de classe » et le présupposer à la manière d'un système opposé au système existant, c'est rejeter le savoir existant comme faisant partie du système et construire un autre « système » sur la dénégation de ce savoir, et cependant en utilisant ses éléments, ses fragments, sa terminologie, ses mots et ses concepts. Ici, il y a dilemme ; si nous sommes enfermés dans un certain système, nos mots et nos concepts en font partie. Le projet de le briser théoriquement et pratiquement est vain. S'il y avait un tel système, aussi fort, aussi prégnant que certains le supposent, la protestation et la contestation n'auraient aucun sens.

Quant au projet de sortir d'un système de classe pour un autre système de classe, il implique l'idée de bondir d'un dogmatisme dans un autre dogmatisme par un saut véritablement prodigieux.

6. Cet exposé part donc d'une problématique définie, c'est-à-dire qu'il ne part pas d'une définition particulière, pas plus que d'une problématique indéfinie et trop générale portant sur la conscience, la culture, l'idéologie, etc. Il s'agit de la problématique de l'espace. Toutefois, on ne pose pas la question : « qu'est-ce que l'espace ? », question qui se poserait au mathématicien ou peut-être au métaphysicien. Qu'il n'y ait pas de malentendu à ce sujet. Il s'agit au départ de l'espace vécu, en liaison avec la pratique sociale. La problématique qui se pose à partir de cet espace comprend un ensemble de problèmes partiels ayant tous un trait qui les rapproche : la « spatialité ». a) Quel est le statut théorique de la notion de l'espace ? Quel est le rapport entre l'espace mental (perçu, conçu, représenté) et l'espace social (construit, produit, projeté, donc notamment l'espace urbain), c'est-à-dire entre l'espace de la représentation et la représentation de l'espace ? b) Quelle est l'insertion de l'espace (représenté, élaboré, construit) dans la pratique sociale, économique ou politique, industrielle ou urbaine ? Où et quand agit la conception de l'espace ? Quand se montre-t-elle efficace et dans quelles limites ?

N. B. : Il y aurait, si l'on voulait pousser l'analyse jusqu'au bout, une difficulté analogue à celle de la logique et de la réflexion sur les fondements des mathématiques. Toute définition de l'espace, ou recherche sur l'espace implique un concept de l'espace, ne serait-ce que pour énoncer et classer les propositions. Dans cette problématique, l'espace est un « pur » objet de science. En ce qui concerne le « vécu », l'espace n'est jamais neutre et « pur ». Ce qui met déjà une distance entre la problématique de l'espace vécu et celle de l'espace épistémologique, posé comme neutre.

7. La problématique de l'espace vécu est un aspect important et peut-être essentiel d'une connaissance de la réalité urbaine. Par là, la problématique de l'espace appartient à la théorie de l'urbain et à sa science, et par conséquent à une problématique encore plus vaste, celle de la société globale. Pour nous ici, c'est un biais ou un front par lequel on peut aborder un ensemble de questions.

Parmi ces questions, il y a les questions posées plus haut, et celles-ci :

a) Sommes-nous dans un ensemble clos, dans un système établi tel que sa force récupératrice soit irrésistible jusqu'à son effondrement en bloc, si toutefois il peut s'effondrer ?

b) Y a-t-il issue, percée, passage, possibilité d'une transition soit pour l'action, soit pour la pensée et l'imagination, soit pour les deux ?

8. *Première thèse ou hypothèse* — L'espace, c'est la forme pure, la transparence, l'intelligibilité. Son concept exclut l'idéologie, l'interprétation, le non-savoir. Dans cette hypothèse, la forme pure de l'espace, dégagée de tout contenu (sensible, matériel, vécu, pratique) est une essence, une idée absolue analogue au nombre platonicien. La philosophie cartésienne et même la critique philosophique kantienne conservent cette notion. Étant donné que la logique construit des espaces d'attributs, étant donné que les savants construisent des espaces de configurations avec un certain nombre de variables et paramètres, l'espace se présente comme cohérence et modèle de cohérence. Il articule le social et le mental, le théorique et le pratique, l'idéal et le réel.

Les concepts se localisent, se situent avec leur enchaînement, au sein de l'espace intellectuel. De même les objets, les groupes, les individus dans l'espace effectif, socialement réalisé. Ce qui permet la réduction préalable du chaos phénoménal.

Les mathématiques d'une part, et, d'autre part la philosophie (la phénoménologie et surtout l'épistémologie) dégagent cette essentialité ou plus exactement l'établissent et la constituent. La cohérence du discours se déploie dans l'espace mental qui l'assure. L'épistémologie définit une *topie* (ou se définit par elle), à savoir un ensemble de lieux et de parcours, topologie abstraite et générale complétée par une topologie des existences concrètes.

Voici quelques exemples. La linguistique de Chomsky implique un concept de l'espace. Ainsi lorsque Chomsky déclare qu'il existe un niveau linguistique où l'on ne peut pas représenter chaque phrase simplement comme la suite finie d'éléments d'un certain type engendrée de gauche à droite par quelque mécanisme simple, mais qu'il faut découvrir un ensemble fini de niveaux ordonnés de haut en bas (voir « Structures syntactiques », p. 27).

On sait que la psychanalyse définit une ou plusieurs topiques, par exemple, le « ça », le « moi », le « surmoi ». Cherchant le sens du discours philosophique, J. M. Rey écrit : « Le sens se donne comme le pouvoir légal de substituer les signifiés sur la même chaîne horizontale, dans l'espace d'une cohérence réglée et calculée à l'avance. C'est dans cet espace centré, théologique, où la complicité du signifié était déjà établie, c'est là que le sens se précède toujours lui-même » (*L'enjeu des signes*, p. 13).

Corpus, découpage, montage, groupement, emplacement, ces termes spatiaux, considérés non pas comme métaphysiques ou métaphoriques mais comme rigoureux, sont d'usage courant dans l'épistémologie (cf. Michel Foucault, *Archéologie du savoir*, chapitre : « Les unités du discours ». Cf. aussi le livre de Matoré sur *L'espace humain*, et enfin Georges Gusdorf dont l'ouvrage *Sciences humaines et pensée occidentale*, confronte l'espace social et l'espace mental des différentes époques).

*Objections* : — Cette hypothèse implique la liquidation du temps historique comme du temps vécu et d'ailleurs d'une manière inégale (beaucoup plus chez M. Foucault que chez G. Gusdorf par exemple). Elle comporte également une tendance à la « scientificité » abstraite, au savoir « absolu » constitué par un inventaire du passé (philosophie, idéologies, littérature, etc.) et inscrit dans l'espace actuel.

Cette théorie de l'espace ne reste pas sur le seul terrain épistémologique ; elle le déborde d'une façon qui mérite d'être mentionnée ; certains architectes se voient encore comme les maîtres de l'espace qu'ils conçoivent et réalisent. Ils se voient ou se font voir comme les



démiurges capables de mettre en œuvre, dans la société, leur conception et leur définition de l'espace. Le démiurge platonicien s'est incarné dans la matière, les nombres et les proportions, les idéalités transcendantes. Cet espace a les caractères suivants : vide et pur, lieu des Nombres et des proportions, du nombre d'or, par exemple ; il est visuel, par conséquent, il est dessiné, spectaculaire ; il se peuple tardivement de choses, d'habitants et « d'usagers » ; dans la mesure où cet espace démiurgique a une justification, il voisine avec l'espace abstrait des philosophes, des épistémologues. Leur confusion ne va pas sans danger. Répétons que le plus grand danger et la plus grande objection sont l'évacuation du temps à la fois historique et vécu.

9. *Deuxième hypothèse* : — L'espace social est un produit de la société, constatable et relevant <sup>[35]</sup>d'abord de la constatation donc de la description empirique, avant toute théorisation.

Il résulte de quoi ? Pour les uns d'une certaine histoire, d'un passé général ou particularisé. Pour d'autres, de diverses activités, par exemple agricole, artisanale, industrielle, etc. Autrement dit, l'espace résulte du travail et de la division du travail ; à ce titre, il est le lieu général des objets produits, l'ensemble des choses qui l'occupent et de leurs sous-ensembles, effectué, objectivé, donc « fonctionnel ».

Quelle que soit la conclusion qu'on en tire dans cette hypothèse l'espace c'est l'objectif ou plutôt l'objectivation du social et par conséquent du mental. Sa connaissance ne peut se passer de la démarche descriptive. Une forme se dégage ou se construit à partir des contenus que la connaissance découvre ou découpe. Il se connaît en se reconnaissant, soit d'une manière expérimentale, soit par l'abstraction scientifique méthodologiquement élaborée.

La plupart des descriptions analytiques ou critiques, notamment de l'espace urbain, relèvent de cette hypothèse, mal dégagée comme telle et surtout mal confrontée avec les autres hypothèses théoriques.

10. *Troisième hypothèse* : — L'espace ne serait ni un point de départ (mental et social à la fois comme dans l'hypothèse philosophique) ni un point d'arrivée (un produit social ou le lieu des produits) mais un intermédiaire dans tous les sens de ce terme, c'est-à-dire un moyen et un instrument, un milieu et une médiation. Dans cette hypothèse, l'espace est un instrument politique intentionnellement manié même si l'intention se dissimule sous les apparences cohérentes de la figure spatiale. C'est un moyen aux mains de « quelqu'un », individu ou collectif, c'est-à-dire d'un pouvoir (par exemple, un État), d'une classe dominante (la

bourgeoisie) ou d'un groupe qui peut tantôt représenter la société globale, tantôt avoir ses objectifs propres, par exemple les technocrates. D'où les questions qui ne se posent que dans cette hypothèse : « Qui a telle représentation de l'espace ? et pourquoi ? » Dans cette hypothèse, la représentation de l'espace servirait toujours une stratégie, étant à la fois abstraite et concrète, pensée et voulue, c'est-à-dire projetée, concrète, pensée et voulue, c'est-à-dire projetée.

Un tel espace se peuple selon les décrets du pouvoir, avec un certain arbitraire ; en tant qu'instrument il peut réagir sur les peuplements préexistants, à savoir les peuplements historiques.

En tant que médiation, un tel espace instrumental permet soit d'imposer par la violence une certaine cohésion, soit de dissimuler sous une apparente cohérence rationnelle et objective les contradictions de la réalité. Ici les termes « cohésion » et « cohérence » signifient *régulation* cherchée, voulue, projetée, ce qui ne veut pas dire obtenue.

A ce titre, cette hypothèse implique une ambiguïté, une inclusion dissimulée du savoir dans l'idéologie et de l'idéologie dans le savoir ; l'espace ainsi défini sert de médiation entre ces termes.

Un tel espace est à la fois idéologique (car politique) et savoir (car il comporte des représentations élaborées). On peut donc le dire rationnel-fonctionnel, sans que ces termes puissent se séparer, et fonctionnel-instrumental car la fonction, dans le cadre global de la société néo-capitaliste, implique le projet, la stratégie.

Dans cette hypothèse, répétons-le, l'espace à la fois fonctionnel et instrumental se rattache à la reproduction de la force de travail par la consommation. On peut dire qu'il est le milieu et le moyen à la fois d'une organisation de la consommation dans le cadre de la société néo-capitaliste, c'est-à-dire de la société bureaucratique de consommation dirigée. L'apparente finalité de la société, la consommation, se définit en vérité par la reproduction de la force de travail, c'est-à-dire des conditions du travail productif.

Les villes ne seraient que des unités de consommation corrélatives des grandes unités de production. On peut dire que cette hypothèse retrouve à sa manière la théorie de la fausse conscience déjà mentionnée à propos de la deuxième hypothèse. Il y aurait :

1. Une conscience vraie, celle de la classe ouvrière au moins comme conscience possible représentée par la philosophie (cf. la pensée bien connue de G. Lukàcs).

2. A cette conscience totalement vraie de la totalité s'opposerait une conscience fausse, celle de la bourgeoisie. A partir de ces présuppositions, Joseph Gabel a développé une thèse, d'après laquelle la spatialisation caractérise la « fausse conscience », une fausse conscience morbide, celle de l'aliéné (schizoïde), cas-limite de la représentation fausse. Cet espace serait le lieu de la réification, un lieu hors du temps, hors de la vie et de la praxis. Dans cette perspective par conséquent, l'espace instrumental aurait une « fonction spécifique ». Au lieu de définir l'intelligibilité (première hypothèse), il définirait la réalisation-réification des rapports sociaux, en même temps que la fausse conscience de ces rapports. A la théorie de l'espace mental intelligible s'oppose celle de l'espace social piégé. A la théorie de l'espace intelligible et du primat (philosophique) de l'espace s'oppose le primat du temps.

Le piège dans lequel la bourgeoisie capture la classe ouvrière, à la limite la prend elle-même : espace malade ou espace de maladie sociale. De toute façon, dans cette hypothèse, l'espace ne serait pas une représentation innocente mais véhiculerait les normes et les valeurs de la société bourgeoise et d'abord la valeur d'échange et la marchandise, c'est-à-dire le fétichisme. A la limite, il n'y a plus exactement idéologie mais seulement fausse conscience avec les discours qu'elle engendre.

*Objections* — Ce rattachement de l'espace en général et de l'espace urbain en particulier à la production implique seulement la reproduction des moyens de production dont fait partie la force de travail. Or, cette hypothèse convient au capitalisme du XIX<sup>ème</sup> siècle, au capitalisme concurrentiel pour qui le problème principal était de re-produire matériellement ses moyens de production (machines et force de travail) et de permettre la consommation des produits, c'est-à-dire l'achat sur le marché. Système contractuel (le contrat de travail), système juridique (le code civil et le code pénal) suffisaient à peu près à assurer avec la vente de la force de travail cette re-production des moyens de production. Il est clair que dans ces conditions l'espace était alors simplement fonctionnel et instrumental. La ville traditionnelle avait entre autres cette fonction de consommation complémentaire de la production. Mais la situation a changé : le mode de production capitaliste doit se défendre sur un front beaucoup plus large, plus diversifié et plus complexe, à savoir la re-production des rapports de production. Cette re-production des rapports de production ne coïncide plus avec la reproduction des moyens de production ; elle s'effectue à

travers la quotidienneté, à travers les loisirs et la culture, à travers l'école et l'université, à travers les extensions et proliférations de la ville ancienne, c'est-à-dire à travers l'espace entier.

11. *Quatrième hypothèse* — De l'espace on ne peut dire qu'il soit un produit comme un autre, objet ou somme d'objets, chose ou collection de choses, marchandise ou ensemble de marchandises. On ne peut pas dire qu'il soit simplement un instrument, le plus important des instruments, le pré supposé de toute production et de tout échange. Il serait essentiellement lié à la reproduction des rapports (sociaux) de production. Autrement dit, cette théorie enveloppe la troisième hypothèse en poussant plus loin l'analyse, en la modifiant quelque peu. Pour la comprendre il faut prendre comme référence non pas la production au sens restreint des économistes, c'est-à-dire le processus de la production des choses et de leur consommation, mais la reproduction des rapports de production. L'espace de la production dans ce sens large impliquerait donc et contiendrait en lui la finalité générale, l'orientation commune à toutes les activités dans la société néo-capitaliste. L'espace serait donc une sorte de schéma dans un sens dynamique commun aux activités diverses, aux travaux divisés, à la quotidienneté, aux arts, aux espaces effectués par les architectes et les urbanistes. Ce serait un rapport et un support d'inhérences dans la dissociation, d'inclusion dans la séparation.

Ce serait donc un espace à la fois abstrait-concret, homogène et désarticulé, que l'on devrait retrouver dans les villes nouvelles, dans la peinture, la sculpture et l'architecture, et aussi dans le savoir.

[40] Précisons bien et insistons sur cette analyse d'un espace homogène et désarticulé. Il s'agit de la production au sens large : production des rapports sociaux et re-production de certains rapports. C'est en ce sens que l'espace entier devient le lieu de cette reproduction, y compris l'espace urbain, les espaces de loisirs, les espaces dits éducatifs, ceux de la quotidienneté, etc. Cette reproduction s'accomplit à travers un schéma relatif à la société existante qui a pour caractère essentiel d'être conjointe-disjointe, dissociée et maintenant une unité, celle du pouvoir dans la fragmentation. Cet espace homogène-fracturé, ce n'est pas seulement l'espace global de l'aménagement ou l'espace parcellaire de l'architecte et des promoteurs, c'est aussi l'espace des œuvres d'art, par exemple celui de l'ameublement et du *design*. C'est l'esthétisme qui unifie les fragments fonctionnels d'un espace disloqué, réalisant ainsi leur caractère homogène et fracturé.

Cet espace homogène et pourtant disloqué, découpé et cependant agencé, désarticulé et pourtant maintenu, c'est l'espace où le centre se fige en éclatant, par exemple dans les centres commerciaux, lieux où le mono-fonctionnel reste la règle mais avec un décor et un esthétisme non fonctionnels, avec des simulacres de fêtes et une simulation du ludique. C'est l'espace où la connexion contraignante s'effectue avec des échangeurs entre les parties disloquées : l'espace à la fois informe et durement contraignant des périphéries et des banlieues, où les taudis, les bidonvilles, les cités d'urgence complètent les banlieues résidentielles ; où des normes règnent, prescrivant les emplois du temps, tandis qu'on dédie à l'espace toutes sortes de discours, d'interprétations, d'idéologies et de valeurs « culturelles », artistiques, etc.

Les lieux de loisirs et aussi les cités nouvelles sont dissociés de la production jusqu'à ce que les espaces de loisirs apparaissent affranchis du travail et « libres », alors qu'ils sont unis aux secteurs du travail dans la consommation organisée, dans la consommation dominée. Ces espaces séparés de la production, comme si l'on pouvait y oublier le travail productif, ce sont les lieux de la récupération. Ces lieux auxquels on s'efforce de donner un air de liberté et de fête, que l'on peuple de signes qui n'ont pas la production et le travail pour signifiés, ces lieux précisément sont liés étroitement au travail productif. C'est un exemple typique de l'espace à la fois disloqué et unifié. Ce sont précisément des lieux où se reproduisent les rapports de production, ce qui n'exclut pas mais inclut la reproduction pure et simple de la force de travail. Tout ceci se lit dans ces espaces, mais mal car le texte et le contexte sont brouillés (comme un brouillon). Ce qui se lit mal se conçoit clairement si l'on part du concept de l'espace d'une part désarticulé et disjoint, et, d'autre part organisé et re-joint par le pouvoir.

A cet espace dont les « propriétés » se situent à l'articulation de la forme et du contenu, correspond un temps qui a les mêmes « propriétés ». Le temps, bien suprême, marchandise suprême, se vend et s'achète : temps de travail, temps de consommation, temps de loisir, temps de parcours, etc. Il s'organise en fonction du travail productif et de la reproduction des rapports de production dans la quotidienneté. Le temps « perdu » ne l'est pas pour tout le monde, car il faut le payer cher, Le prétendu « temps libre » est seulement du temps disjoint et maintenu comme tel dans les cadres généraux. Quant au temps contraint, celui des transports et des formalités, on sait déjà comment il se conjoint de façon disloquée au temps du travail.

Le temps homogène comme temps manipulé, organisé dans des cadres définis est en même temps disloqué, disjoint, temps de travail, temps dit libre, temps contraint, etc.

Pour saisir ce schéma du temps et de l'espace, il faut se rapporter au chapitre méconnu de Marx à la fin du *Capital*, qui porte pour titre : « la formule trinitaire ». Dans ce chapitre difficile, Marx explique la société bourgeoise, à savoir la conjonction-disjonction de ses éléments. Rappelons les termes de l'analyse ; il y a, dans la société en acte, c'est-à-dire dans la production et la reproduction des rapports :

1. le capital et le profit de l'entrepreneur, c'est-à-dire de la bourgeoisie ;
2. la propriété du sol avec les rentes multiples du sous-sol, de l'eau, du sol bâti, etc.
3. le travail avec le salaire qui va à la classe ouvrière.

Ces trois éléments unis dans la société en acte sont représentés comme séparés et leur séparation a un sens objectif puisque chaque groupe paraît recevoir une part déterminée du « revenu » global de la société. Il y a donc apparence aliénée des rapports sociaux, apparence qui joue un rôle « réel ». C'est l'illusion de la séparation dans une unité, celle de la domination, du pouvoir économique et politique de la bourgeoisie.

La séparation est à la fois fausse et vraie. Les éléments qui apparaissent séparés s'apparaissent comme sources distinctes de la richesse et de la production alors que c'est seulement leur action commune qui produit cette richesse. En tant que sources distinctes de la richesse sociale, ils semblent recevoir la partie qui leur revient du « revenu » national, ce qui masque le fait que la richesse sociale coïncide avec la plus-value globale. Ce chapitre décisif du *Capital* se trouve au livre III, section 7, chapitre 48.

Dans cette hypothèse, l'idéologie coïncide avec la pratique : la séparation dans la société bourgeoise. L'idéologie, c'est d'accepter la dissociation et de la prendre pour réelle. On abandonne alors l'unité concrète qui fait la société bourgeoise et l'on accepte l'illusion qu'elle lui substitue (à la plus-value globale, la théorie du revenu national —du P. N. B. — et de ses diverses sources). Une fois admis le schéma conjoint-disjoint qui caractérise la pratique de la société bourgeoise, on peut dire n'importe quoi. L'idéologie ? C'est du verbiage à côté des « sujets ».

Notre hypothèse sur l'espace conjoint-disjoint se relie donc directement au schéma tripartite ou trinitaire de la société capitaliste d'après Marx. Cette hypothèse passe entre celle de

la fausse conscience, qui exclut l'idéologie, et celle de l'idéologie qui implique interpénétration du vrai et du faux, et qui exclut la fausse conscience.

Il y a une praxis : les séparations entretenues, maintenues, donc représentées à travers l'action qui maintient jusque dans leur dissociation les éléments de la société. Cette action, c'est précisément le schéma de l'espace, schéma générateur lié à une praxis, à une réalité et une vérité dans les limites de cette société. Il est donc idéologie liée à une certaine connaissance dans les limites d'une pratique sociale. Cette représentation est à la fois apparente, puisque les éléments qu'elle dissocie sont liés, et réelle puisque les éléments qu'elle maintient sont dissociés. Elle donne lieu à des discours plus ou moins aberrants dont le rapport avec la connaissance ou l'erreur varient selon qu'on prend pour référence la praxis bourgeoise (séparation et dissociation) ou une autre praxis possible.

L'espace architectural et urbanistique, en tant qu'espace, a ce double caractère : désarticulé et même émietté sous la cohérence fictive du regard, espace de contraintes et de normes dispersées. Il a ce caractère paradoxal que l'on essaie ici de définir : joint et disjoint. C'est de cette manière qu'il est à la fois dominé (par la technique) et non approprié (par et pour l'usage). Il est immédiat et médiat, c'est-à-dire qu'il appartient à un certain ordre proche, l'ordre du voisinage, et à un ordre lointain, la société, l'État. L'ordre proche et l'ordre lointain n'ont qu'une cohérence apparente qui n'interdit en rien la désarticulation.

Cet espace relève d'intérêts divergents et de groupes divers qui cependant trouvent une unité dans l'État. Il relève d'une commande et d'une demande qui peuvent n'avoir aucun rapport et qui cependant trouvent commune mesure sous la prédominance de tel ou tel intérêt. Quant à la division du travail entre ceux qui interviennent dans l'espace, à savoir l'architecte, le promoteur, l'urbaniste, l'entrepreneur, etc., cette division du travail réalise ce mélange d'unification contrainte et de désarticulation que l'on cherche à analyser.

On pourrait montrer que l'espace de la peinture et de la sculpture, c'est précisément cet espace déchiqueté, tronçonné et cependant déterminé globalement.

12. Répétons que l'espace entier devient le lieu de la reproduction des rapports de production.

[45] Autrefois l'air et l'eau, la lumière et la chaleur étaient des dons de la nature, directement ou indirectement. Ces valeurs d'usage sont entrées dans les valeurs d'échange ; leur usage et leur valeur d'usage avec les plaisirs naturels liés à l'usage s'estompent ; en même temps qu'ils s'achètent et se vendent, ils se raréfient. La nature comme l'espace, avec l'espace, est à la fois mise en pièces, fragmentée, vendue par fragments et occupée globalement. Elle est détruite comme telle et remaniée selon les exigences de la société néo-capitaliste. Les exigences de la reconduction des rapports sociaux enveloppent ainsi la vénalité généralisée de la nature elle-même. La rareté de l'espace dans les zones industrialisées et urbanisées contraste d'ailleurs avec le vide des espaces encore inoccupés, les déserts terrestres et les espaces interplanétaires ; la cherté de l'espace ainsi occupé et raréfié est un phénomène récent aux conséquences de plus en plus graves.

Cet espace étant lieu et milieu de la pratique sociale dans la société néo-capitaliste (c'est-à-dire de la reproduction des rapports de production), il en marque les limites.

Les dirigeants politiques dont la tactique exprime aujourd'hui les alliances et compromis entre l'armée et la technocratie, ont beau alerter l'opinion, former des commissions et des comités d'étude, avoir des administrations et des ministères ; ils ont beau susciter des propositions ; les experts peuvent se mobiliser, mobiliser les savants, poser les questions de l'environnement ou des nuisances ; ils peuvent chercher consciemment ou non à déplacer en ce sens les objectifs, les luttes politiques ; ils peuvent les présenter comme de simples étapes vers une réalité plus haute ; avec le concours des sciences humaines ou sans leur concours. Ils peuvent prétendre que les problèmes urbains d'ores et déjà appartiennent à tous, ou au contraire que les techniciens ou les technocrates peuvent les résoudre. Cette société ne peut sortir de son espace. Elle ne peut le dépasser, à supposer que tel ou tel le propose. Elle ne peut que tendre vers la systématisation de cet espace, c'est-à-dire vers une logique qu'elle ne peut jamais effectuer jusqu'au bout.

On parle de « production de l'espace ». Cette expression indique un pas en avant dans la réflexion architecturale et urbanistique, débordant ces secteurs et portant sur l'ensemble de la société. Elle veut dire que l'on ne considère pas l'espace comme une donnée *a priori* soit de la pensée (Kant), soit du monde (positivisme). On voit dans l'espace le déploiement d'une activité sociale. On distingue donc l'espace social de l'espace géométrique, c'est-à-dire mental. Pourtant, l'expression reste ambiguë. En effet, toute société produit « son » espace ou, si l'on veut, toute



société produit « un » espace. Qu'y a-t-il de nouveau dans la société où le maintien des rapports de production devient déterminant, où cependant les techniques et les forces productives ont atteint un niveau déconcertant ? Que signifie le mot produire ? Signifie-t-il « choses », objets, marchandises ? En termes marxistes, cet espace serait-il une superstructure de la société dite industrielle (capitaliste ou non) comme le suggère l'hypothèse de la fausse conscience ? Serait-il seulement une représentation plus proche que les autres de la pratique ?

Il faudra donc préciser ces termes et ce concept : *la production de l'espace*.

13. *Espace et logique*—Une semblable ambiguïté se retrouve. La logique (posée, supposée, imposée), où se situe-t-elle ? Il y a aujourd'hui un abus curieux de la notion (mal élucidée) de logique. Au fil des discours, on décrit la « logique du vivant », la « logique du savoir », (l'épistémologie), la « logique de la survie », la « logique de l'urbanisme », la « logique de la marchandise », la « logique » de l'État », etc. Cet abus se recoupe avec celui du *système* (ou les systématisations avec la logique qu'elles impliquent). Est-il social ou politique, idéologique ou pratique, impliqué dans le discours ou inconscience ?

L'espace aurait-il sa logique ? Tantôt l'espace dépend d'une logique pré-existante, supérieure et absolue, quasi théologique ; tantôt il est la logique elle-même, le système de la cohérence ; tantôt enfin il permet la cohérence en autorisant la logique de l'action (praxiologie ou stratégie). L'on retrouve ici les diverses thèses sur l'espace, tantôt pris comme modèle, tantôt comme instrument, tantôt comme médiation.

*Propositions* — L'espace n'ayant pas une logique interne et propre, il renvoie à la logique formelle et à la méthodologie générale. L'espace commun aux activités diverses et parcellaires, dans le cadre imposé de la société bourgeoise, cet espace est un schéma dont cette société se sert pour tenter de se constituer en système, pour atteindre la cohérence. Comment ? en masquant ses contradictions, y compris celles de l'espace lui-même, ce caractère à la fois global et pulvérisé, conjoint et disjoint. La stratégie de classes tente d'assurer la reproduction des rapports essentiels à travers l'espace entier. Dans cette hypothèse, il n'y a pas d'espace absolu, soit vide soit plein, si ce n'est pour la pensée philosophico-mathématique. L'espace mental et social est un espace spécifique donc qualifié, même si on ne s'en aperçoit pas. C'est une modalité de la production dans une société déterminée au sein de laquelle des contradictions et conflits se manifestent.

Il y a donc des *contradictions de l'espace*, même si on les dissimule et les masque. Dans cette société le « réel » est à la fin et non au début. A ce titre il englobe ce qui se laisse intégrer comme les processus intégrateurs. Il englobe ce qui se laisse réduire, y compris l'imaginaire. Cette société n'obéit pas à une logique ; répétons-le : elle y tend. Elle n'est pas système ; elle s'y efforce en réunissant la contrainte et l'emploi des représentations.

Les *contradictions de l'espace* ne viennent pas de sa forme rationnelle telle qu'elle se dégage dans les mathématiques ; elles viennent du contenu pratique et social et spécifiquement du contenu capitaliste. En effet, cet espace de la société capitaliste se veut rationnel alors que dans la pratique il est commercialisé, émietté, vendu par parcelles. C'est ainsi qu'il est à la fois global et pulvérisé. Il semble logique et il est absurdemment découpé. Ces contradictions éclatent sur le plan institutionnel. Sur ce plan, on s'aperçoit que la bourgeoisie, classe dominante, dispose d'un double pouvoir sur l'espace ; d'abord par la propriété privée du sol, qui se généralise à l'espace entier, réserve faite des droits des collectivités et de l'État — et secondement par la globalité, à savoir la connaissance, la stratégie, l'action de l'État lui-même. Il y a des conflits inévitables entre ces deux aspects, et notamment entre l'espace abstrait (conçu ou conceptuel, global et stratégique) et l'espace immédiat, perçu, vécu, émietté et vendu. Sur le plan institutionnel, ces contradictions apparaissent entre les plans généraux d'aménagement et les projets partiels des marchands d'espace.

## Réflexions sur la politique de l'espace<sup>2</sup>

Il est maintenant possible de prendre du recul par rapport à ce qui a été dit et fait pendant la dernière décennie. Ce recul permet un bilan. D'autre part, aujourd'hui, début 1970, dans les hautes sphères, il se passe quelque chose : un changement de perspective, changement plus ou moins réel qu'il s'agit de comprendre et d'apprécier... Voici peu de temps encore, en matière urbanistique, régnait une théorie, ou plutôt une idéologie, jamais complètement exprimée. Cette idéologie tenait, à mon avis, en trois propositions :

1. Il existe une action cohérente nommée *urbanisme* parfois empirique, souvent appliquant les concepts ou les résultats *d'une science* déterminée (démographie, économie politique, géographie, etc.) tantôt tenant compte de résultats et données *interdisciplinaires* mais se rapprochant à travers ces diverses procédures d'une pratique scientifique et technique à l'instar de telle science déjà constituée, par exemple l'économie politique.

2. Il y a de la part des urbanistes ou de certains d'entre eux une réflexion méthodique sur cette pratique, réflexion d'ordre théorique visant implicitement ou explicitement la constitution d'une épistémologie, c'est-à-dire d'une région du savoir, [50] contenant des noyaux de savoir acquis, bref ce que désigne le terme d'épistémologie.

3. Cette réflexion capable de porter au langage théorique et aux concepts la pratique urbanistique, cette réflexion théorique consiste en une science de l'espace, soit globale (à l'échelle de la société tout entière), soit locale (à l'échelle de l'habitat).

Plus généralement, rappelons-nous, dans cette dernière décennie, il était un peu partout entendu ou sous-entendu que l'objet par excellence de la science était l'espace, non le temps. Espace du savoir et savoir de l'espace, scientificité et spatialité allaient de pair, à la fois sur le plan mental et sur le plan social, dans une structure générale. Donc, à travers la science de l'espace, la

<sup>2</sup> Conférence à l'Institut d'Urbanisme de Paris, le 13/01/1970, *Espaces et Sociétés*, n°1, 11/1970

pratique et la technique urbanistiques devaient être portées au niveau général de la scientificité. Cette position était implicite chez beaucoup de théoriciens — citons seulement les travaux remarquables de Robert Auzelle et de Ionel Schein. A travers ces considérations, l'espace urbain, jadis intégré soit à l'utilisation spontanée du site, soit à la culture globale de la société, était isolé du contexte ; il apparaissait comme une donnée, comme une dimension spécifique de l'organisation sociale ; et cela en rapport premièrement avec une action concertée à l'échelle la plus haute, secondement avec des besoins sociaux eux-mêmes localisables. Tel était le postulat sous-jacent à la pensée urbanistique et à l'enseignement. Un postulat plus caché était le suivant : l'objectivité et la « pureté » de l'espace urbanistique, objet de science, lui confèrent un caractère neutre. L'espace passait pour innocent, c'est-à-dire pour non politique. Ce contenant n'ayant d'existence que par son contenu, ne valant que par ce contenu, relevait donc en tant qu'objectif et neutre des mathématiques, de la technologie et sans doute d'une logique de l'espace. La science de l'espace devait donc à la fois couronner et contenir elle-même la pensée urbanistique. Mais ici commençaient les difficultés. En effet si la science est science d'un espace formel, d'une forme spatiale, elle implique une logistique implacable et la science ne saurait consister qu'en une somme de contraintes pesant sur le contenu (les gens !). Par contre, si on se dirige vers l'étude de ce qui vient peupler cette forme, soit les besoins des gens, soit leurs revendications, si l'on axe la réflexion sur le contenu et non sur la forme « pure », qu'est-ce qui garantit que ce contenu va entrer dans cette forme sans subir quelques outrages ? Qu'est-ce qui garantit que les gens et leurs besoins vont se laisser insérer sans résistance dans la logistique ? Ce qui explique, semble-t-il, que malgré les efforts, il n'y a pas encore d'épistémologie urbanistique. On a donc assisté à de singulières divergences dans l'élaboration et dans l'interprétation des faits. Les uns cherchaient un contenu de base, un élément constitutif, par exemple du côté de la famille. On s'est en ce sens préoccupé de savoir comment on pourrait obtenir la satisfaction optimale de certains besoins ; d'où des études souvent intéressantes : on a ajouté aux besoins déjà classés par la charte d'Athènes d'autres besoins, comme le besoin de liberté, de création, d'indépendance, le besoin de rythme, d'harmonie, de dignité, de hiérarchie même — je cite, au hasard des lectures. Ces études n'arrivaient ni à faire surgir une structure interne à des besoins très variés, ni à découvrir la forme spatiale capable d'imposer une structure à ces besoins dits fonctionnels. D'autres cherchaient à déterminer à une échelle plus vaste des « pôles vitalisais » restituant une unité organique aux phénomènes urbains, unité soit interne à la communauté urbaine, soit externe, c'est-à-dire agissant dans l'environnement. Parfois on se limitait à étudier les propriétés

formelles de l'espace en tant que véhicule des biens matériels ou des informations, par exemple en étudiant les maillages à l'échelle de l'espace global ou bien à l'échelle locale.

Dans ces perspectives, on ne niait pas exactement qu'il y eut du politique mais on le concevait d'une manière particulière. Autrefois, un autrefois pas tellement lointain, on percevait le politique comme un obstacle à la rationalité, à la scientificité, comme introduisant une perturbation, une espèce d'irrationalité. Les hommes politiques, pensait-on, procédaient soit au hasard des conjonctures, soit selon des intérêts particuliers, représentés, mais généralement dissimulés par eux ; ayant une optique propre et d'ailleurs changeante, ne voyant clairement ni les choix ni les objectifs, ces politiques venaient brouiller la rationalité de l'organisation urbanistique et l'efficacité de la science. Au mieux, on considérait les hommes politiques comme relevant eux-mêmes d'une science de la stratégie ; à ce titre on les laissait opérer en disant qu'un jour viendrait où ils se soumettraient eux aussi au caractère scientifique ainsi dégagé.

Dans ces perspectives concernant le politique et son intervention urbanistique, on conservait le postulat de l'espace objectif et neutre. Or maintenant, il apparaît que l'espace *est* politique. L'espace n'est pas un *objet scientifique* détourné par l'idéologie ou par la politique ; il a toujours été politique et stratégique. S'il a un air neutre, indifférent par rapport au contenu, donc « purement » formel, abstrait d'une abstraction rationnelle, cet espace, c'est précisément parce qu'il est déjà occupé, aménagé, déjà objet de stratégies anciennes, dont on ne retrouve pas toujours les traces. L'espace a été façonné, modelé, à partir d'éléments historiques ou naturels, mais politiquement. L'espace est politique et idéologique. C'est une représentation littéralement peuplée d'idéologie. Il y a une idéologie de l'espace. Pourquoi ? parce que cet espace qui semble homogène, qui paraît donné d'un bloc dans son objectivité, dans sa forme pure, tel que nous le constatons, est un produit social. La production de l'espace ne peut se comparer à la production de tel ou tel objet particulier, de telle ou telle marchandise. Et cependant il y a des rapports entre la production des choses et celle de l'espace. Celle-ci revient à des groupes particuliers qui s'approprient l'espace pour le gérer, pour l'exploiter. L'espace est un produit de l'histoire, avec quelque chose d'autre, et de plus, que selon l'histoire au sens classique du terme. La science de l'espace doit donc se répartir à plusieurs niveaux. Il peut y avoir science de l'espace formel, c'est-à-dire proche des mathématiques, science dans laquelle la connaissance utilise des notions telles que les ensembles, les réseaux, les arbres, les treillis. Pourtant la science ne se situe pas à ce seul niveau, ne peut pas rester formelle. L'analyse critique définit comment et selon quelle stratégie a

été produit tel espace constatable ; enfin il y a l'étude et la science des contenus, de ces contenus qui peut-être résistent à la forme ou à la stratégie : c'est-à-dire les usagers.

On peut affirmer, en se plaçant au niveau le plus élevé que la planification a trois dimensions. Première dimension : la planification *matérielle*, quantifiable, chiffrable en tonnes de blé, de ciment ou d'acier. Cette dimension relève de la conception courante de l'économie politique et d'instruments précis d'analyse : de matrices. Deuxième dimension : *financière*, relevant de bilans financiers, impliquant l'étude des coûts de production au niveau le plus élevé. C'est encore de l'économie politique, en affinant sa notion. La troisième dimension doit être *spatio-temporelle*. Elle suppose l'établissement de localisations, la connaissance des réseaux d'échange, de communications, des flux, l'étude des centres de production et de consommation, sur le terrain. La première dimension permet une planification brutale par bilans-matière ; la deuxième beaucoup plus souple permettrait, dans un certain nombre de pays tout au moins, l'usage des machines (computers) électroniques. En France et dans un certain nombre de pays, c'est plutôt par la voie des bilans financiers, par les banques, que se fait la planification dite « indicative », alors qu'en U. R. S. S. encore, la planification autoritaire et centralisée s'édicte par les bilans-matière.

Quant à la programmation spatio-temporelle, elle devrait se poursuivre théoriquement, en même temps que les autres, dans une simultanéité ; elle pourrait soumettre les autres dimensions à la simultanéité globale de l'espace. En fait elle se poursuit séparément.

On peut d'ailleurs se demander à quel point une programmation totale de ces trois dimensions simultanément serait souhaitable. Seul le technocrate parfait la veut. Elle enserrerait la société tout entière dans le carcan de la cybernétique. N'interdirait-elle pas toute planification démocratique, en donnant au pouvoir existant qui saurait utiliser ces instruments, une efficacité terrifiante ? La planification démocratique pour l'instant n'a des chances de passer qu'à travers les fissures du plan <sup>[55]</sup>total. Il ne semble pas que, pour le moment, le plan total soit un danger très proche ; on a l'impression que la dimension spatio-temporelle ne s'articule pas encore avec les deux autres, qui d'ailleurs ne sont pas tellement articulées entre elles, ou harmonisées. Elle existe indépendamment.

En ce qui concerne l'espace, il a donc des propriétés formelles. Il y a des techniques particulières permettant une certaine programmation, notamment les techniques de calcul, de

prévision. Et il y a les contenus. Qu'est-ce que cela prouve ? Nous savons déjà que la science de l'espace, répartie à plusieurs niveaux, n'est pas une science unitaire et totale, qu'il n'y a pas au sommet une logistique de l'espace. Allons plus loin maintenant. Cela prouve qu'il y a des contradictions de l'espace. La méthode pour aborder les problèmes de l'espace ne peut consister uniquement en une méthode formelle, logique ou logistique ; elle doit et peut être aussi une *méthode dialectique* analysant les contradictions de l'espace dans la société et la pratique sociale.

Si nous partons de l'idée que l'espace est politique, il relève (de même que sa théorie et sa science) d'une double critique, politique elle-même, la critique de droite et la critique de gauche. La critique de droite, c'est en gros une critique de la bureaucratie, des interventions étatiques, en tant que ces interventions étatiques gênent l'initiative « privée » c'est-à-dire les capitaux. La critique de gauche est également une critique de la bureaucratie et de l'intervention étatique, en tant que cette intervention ne tient pas compte ou tient mal compte des usagers, de la pratique sociale, c'est-à-dire de la pratique urbaine. Je voudrais m'arrêter un peu sur cette distinction <sup>[60]</sup> de la critique de gauche et de droite. Elle implique et suppose qu'il y ait des conflits et contradictions dans l'espace, sans quoi on ne comprend pas les conflits de la « critique ». Cette distinction a été abandonnée, dans cette période où tout paraissait simplement formulation épistémologique d'une action technique. Voyons un peu l'étendue de ce double concept ; et appliquons-le à un exemple qui peut paraître au premier abord encore plus paradoxal que celui de l'espace, la nature.

Pendant toute la période qui vient de se terminer, la nature, c'était une espèce de symbole poétique, négligeable ou relégué au deuxième plan, qui désignait on ne savait pas trop quoi, un résidu, un quelque chose apparaissant ici ou là, échappant à l'action rationnellement conduite. Or on sait que la nature, elle aussi, est façonnée, modelée, transformée, qu'elle est dans une large mesure un produit de l'action, que le visage de la terre lui-même, c'est-à-dire le paysage, est œuvre humaine. La nature aujourd'hui encore passe dans une certaine idéologie pour simple matière de la connaissance et pour l'objet des techniques. Elle est dominée, maîtrisée. En tant que maîtrisée et dominée en elle-même, elle s'éloigne. Or on s'aperçoit tout à coup qu'en étant maîtrisée, elle est ravagée, menacée d'anéantissement et menaçant du même coup l'espèce humaine, encore liée à la nature, de se voir entraînée dans l'anéantissement. D'où la nécessité d'une stratégie. Voilà la nature politisée. Et cela ne donne pas lieu à une réflexion simplement technique ou épistémologique ou philosophique, mais à une double critique, la critique de

droite et la critique de gauche. La critique de droite ? on se perd en regret sur la beauté disparue des paysages, sur la pureté et l'innocence de la nature qui s'éloigne ; un rousseauisme qui semblait désuet redevient actuel. On regrette les joies simples et saines ; on se souvient du temps où l'Ile-de-France offrait aux regards heureux des paysages admirables, avant la banlieurisation. Ilya déjà eu de nombreuses campagnes en faveur de la nature. Une d'entre elles, menée par un académicien vénérable, Georges Duhamel, contre le bruit, est demeurée célèbre. Maintenant, Bernard Charbonneau vient de publier sur ce thème un beau livre éloquent, « Le Jardin de Babylone ».

A quoi cela va-t-il aboutir ? A une grande nostalgie passéiste, à une plainte sur la nature perdue. D'ailleurs revenir en arrière est impossible. La critique de gauche essaie de voir les implications et les conséquences de ce ravage de la nature, de cette destruction. Oui, il y a une espèce d'autodestruction de la nature en et par « l'homme » qui sort de la nature, qui naît d'elle et se retourne contre elle pour l'exterminer.

Et ce sont les « éléments », comme on disait dans la philosophie classique, l'eau, l'air et la lumière qui sont menacés. Nous allons au devant d'échéances terrifiantes. Il faut prévoir le moment où il faudra reproduire la nature. Produire tels ou tels objets ne sera plus suffisant ; il faudra reproduire ce qui fut la condition élémentaire de la production, à savoir la nature. Avec l'espace. Dans l'espace. On peut alors poser la question : en quoi et pourquoi cette critique est-elle de gauche ? Ce n'est pas une critique faite au nom de tel groupe de gauche, parti ou club. Ce n'est pas une critique menée au nom d'une idéologie plus ou moins classée à gauche. Il faut aller au fond des choses. On peut penser que, d'ici trente ans, ou peut-être avant, il y aura ou du moins il pourra y avoir (soyons prudents !) possession et gestion collectives ; 1 — de ce qui subsistera de la nature ; 2 — de la reproduction de la nature, de l'espace, de l'air, de la lumière, de l'eau et plus largement encore des nouvelles *raretés*. Les anciennes *raretés*, ce furent le pain, les moyens de subsistance, etc. Dans les grands pays industrialisés, il y a déjà surproduction latente de ces moyens de vivre qui autrefois furent rares, qui donnèrent lieu à des luttes terribles autour de leur rareté. Et maintenant, pas dans tous les pays, mais virtuellement à l'échelle planétaire, il y a une production abondante de ces biens ; cependant les nouvelles *raretés* émergent, l'eau, l'air, la lumière, l'espace autour desquels il y a lutte intense. C'est en fonction de cette lutte qu'il faut comprendre l'urbanisme, ce qui malgré ses défauts et défaillances, justifie dans une certaine mesure, les recherches, les inquiétudes, les interrogations. Donc, on peut



prévoir la gestion et la possession collective des moyens de production et la gestion sociale de la production en fonction des besoins sociaux On peut donc prévoir, aux alentours de l'an 2000, un socialisme mondial qui n'aura plus grand-chose de commun avec ce que Marx appelait le socialisme, et qui pourtant en découlera ou aura avec lui un rapport plus ou moins lointain. Ceci réserves faites sur la capacité récupératrice du capitalisme et sur la possibilité de catastrophes irrémédiables ! C'est en ce sens que la critique de la politique concernant l'espace et la nature est une critique de gauche. Ce que n'admettrait pas tel ou tel « prospectiviste ». Peu importe. D'ores et déjà, comme l'espace, la nature est politisée, parce qu'insérée dans des stratégies conscientes ou inconscientes. L'aménagement des parcs nationaux, etc., c'est déjà une stratégie mais une petite stratégie, plutôt une tactique. Alors qu'il faudrait voir beaucoup plus loin.

J'entends d'ici les réalistes : « Vous nous parlez de demain, d'après-demain, mais parlez-nous d'aujourd'hui ». C'est bien, il faut être réaliste. Mais il arrive quelquefois que demain, c'est aujourd'hui, et votre réalité peut vous sauter au nez. Par exemple, il peut y avoir tout d'un coup, du jour au lendemain, des histoires extraordinaires de pollution...

Je répète donc qu'il y a politique de l'espace, parce que l'espace est politique.

En ce qui concerne l'urbanisme aujourd'hui, la critique de droite met l'accent sur la maison individuelle et sur l'initiative privée. Dans cet espèce de grand balancier ou de grand mouvement de balance qui entraîne la société française, où l'étatique, curieusement baptisé « social » ou « collectif », s'oppose à l'« individuel » et au « privé », la balance penche aujourd'hui nettement du côté de l'individuel, c'est-à-dire de l'initiative « privée » et des capitaux. L'objectif de cette critique est évidemment de déblayer le chemin devant les capitaux qui cherchent l'investissement le plus profitable. Ces capitaux cherchent un circuit second, annexe par rapport au grand circuit normal ou habituel de la production et de la consommation, au cas où ce circuit fléchirait. Faire entrer complètement la terre et l'habitat dans l'échange et le marché, tel est l'objectif. Normaliser ce circuit secondaire, l'immobilier, tout en le gardant peut-être comme secteur compensatoire, telle est la stratégie. Quant à la critique de gauche, elle prend pour point de départ l'utilisateur, l'habitant, considéré pas seulement en quantité comme dans la manière habituelle de chiffrer le problème du logement, mais en qualité. Dans la pratique urbaine.

Dans la situation actuelle, ce qui est intéressant, ce n'est pas seulement l'introduction officielle de la critique de droite, c'est aussi, et je le dis hautement ici, la fin d'un certain terrorisme. Je parle d'un terrorisme intellectuel qui a longtemps sévi. La pression de la technique, des techniciens et technocrates, de l'épistémologie, des recherches d'ordre purement technique et épistémologique, aboutissaient à un terrorisme intellectuel. La bureaucratie fait toujours régner un terrorisme. Il y a ce dont il faut parler et ce dont il ne faut pas parler. Dans la dernière décennie, il y avait ce que l'on considérait comme sérieux et ce qui n'était pas considéré comme sérieux. L'esprit de sérieux était et est encore dans beaucoup d'endroits l'expression d'un terrorisme latent, lié d'ailleurs au sens de la responsabilité, au respect de la compétence, qualités incontestables de la techno-bureaucratie. Mais il était impossible de se faire entendre en disant, par exemple que les gens s'ennuient. Où? en Suède, aux États-Unis ? Peut-être. Pas en France ! L'ennui, n'étant pas fait mesurable, ne devait pas être pris en considération, sauf comme thème journalistique ou de plaisanteries. Il n'était pas permis non plus de parler d'espace répressif ; ce n'était pas « sérieux » ; l'espace objectif et objet de science était neutre, politiquement...

Cet avantage, au moins momentané, de la situation actuelle ne doit pas faire oublier les risques de cette situation. En voici un : le 5ème Plan considérait comme intouchable la centralité urbaine, l'héritage précieux de l'histoire, caractéristique essentielle de la ville européenne et occidentale ; il fallait la maintenir dans l'urbanisme, sans d'ailleurs poursuivre une analyse suffisante de cette centralité. Pourtant depuis quelques temps déjà, on parle d'une crise de la centralité, du dépérissement des centres. Il est évident que la centralité aboutit à la saturation, dont la moindre est celle des voitures. Alors la critique de droite annonce la fin des centres, la dispersion des activités et de la population, donc tôt ou tard une ségrégation aggravée des populations.

La critique de gauche, à mon avis, doit montrer que la centralité est constitutive de la vie urbaine, que s'il n'y a pas centralité, il n'y a plus de vie urbaine, que la pratique urbaine est attaquée en son cœur par la dislocation de la centralité. La critique en ce sens doit montrer de plus en plus profondément la suprafonctionnalité des centres. D'ailleurs elle ne doit pas cacher les difficultés. S'il y a des contradictions de l'espace, elles apparaissent aussi à ce niveau, et la centralité ne peut se déclarer, s'affirmer, se poser sans problèmes. Il y a là des mouvements dialectiques, des déplacements de la centralité ; il y a la saturation, la destruction par elle-même

de la centralité, d'où peut-être l'exigence d'une polycentralité, d'une conception polycentrique de l'espace urbain. Je ne fais ici que montrer une orientation.

Aujourd'hui le 6ème Plan risque d'évincer la centralité de l'urbanisme officiel. Première remarque : pendant ce temps, des centres commerciaux, énormes, s'entourant en annexes de toutes sortes de services, se constituent, apportant une nouvelle conception et une pratique de l'espace ; en effet, ces centres commerciaux ne sont pas isolés, ils constituent des réseaux. Deuxièmement ce qui va persister, c'est la centralité des décisions, c'est-à-dire le centre réunissant le pouvoir, la richesse, l'information, la puissance. Par conséquent la critique de la centralité va couvrir non pas la dissolution effective de la centralité, mais le raffermissement d'une double centralité contestable à double titre : les réseaux de centres commerciaux, la centralité des décisions, véritables forteresses de l'État, que l'idéologie néo-libérale va couvrir.

Ayons le courage d'aller jusqu'au bout. L'urbanisme, pendant cette décennie, qu'est-ce que c'est ? Une opération vaste et polyvalente. Une science incertaine cherchant son objet et son objectivité, ne les trouvant pas où elle les cherchait. Une pratique certes, mais scientifique c'est une autre affaire. A coup sûr un mélange d'institutions et d'idéologie, une façon de masquer la problématique urbaine dans son ensemble, et puis encore la socialisation des pertes et des urgences la prise en compte par l'État et le secteur public d'un secteur attardé, arriéré encore artisanal de la production, au moins au début de la décennie, secteur déficitaire et cependant décisif dans la société. Ces caractères arriérés de la production dans le domaine urbanistique, c'est-à-dire habitat et espace urbain, ces caractères artisanaux et déficitaires ayant disparu, les perspectives changeant, on peut confier ce secteur au capitalisme privé, puisque c'est devenu rentable.

N'oublions pas un détail historique d'une importance extrême. La propriété du sol, bâti ou non bâti, est d'origine féodale. Pour bien comprendre ce qui s'est passé, il faut se rappeler que le propriétaire foncier, qu'il soit propriétaire de terres ou d'immeubles, est initialement un personnage autre que le capitaliste industriel. Le capital mobilier et le capital immobilier ne sont pas les mêmes, ils ne se gèrent pas de la même façon. Un signe et une preuve, c'est que pendant les deux guerres mondiales, il y a eu moratoire des loyers, manière de reporter sur les propriétaires fonciers quelques difficultés. On n'a jamais, je crois, entendu parler d'un moratoire des dividendes du capital industriel. La mobilisation de la richesses foncière et immobilière doit se comprendre comme une des grandes extensions du capitalisme financier, depuis un certain

nombre d'années ; l'entrée de la construction dans le circuit industriel, bancaire et financier a été un des objectifs stratégiques pendant la dernière décennie. C'est tout à fait logique, tout à fait cohérent dans la société telle qu'elle est. Plus exactement ce circuit de l'immobilier a été longtemps un secteur subordonné, subsidiaire ; peu à peu il devient un secteur parallèle, voué à l'insertion dans le circuit normal de la Production-Consommation. Il peut même devenir un secteur principal, bien qu'il soit normalement un secteur compensateur, si le circuit normal « Production-Consommation » se ralentit, s'il y a des phénomènes de récession. Les capitaux y trouvent alors une espèce de refuge, un territoire supplémentaire et complémentaire d'exploitation ; souvent cela ne dure pas longtemps ; c'est un phénomène « malsain ». En Espagne, on a pu voir le capitalisme espagnol, au cours de ces années de croissance rapide, pendant cette fameuse décennie, s'enliser dans l'immobilier et construire une gigantesque façade moderne devant le sous-développement. En certains pays, comme l'Espagne, la Grèce, ce secteur est devenu essentiel, dans une économie qui appelle des interventions dont on sait trop bien en quoi elles consistent. Dans d'autres pays, comme le Japon, le recours au secteur immobilier pour compenser les difficultés du circuit normal « Production-Consommation » et obtenir une relance, est tout à fait courant et même prévu, quasiment planifié.

Le paradoxal, le comique, c'est que la critique de droite qui couvre toute une série d'opérations — rôle habituel de l'idéologie — cette critique se donne pour révolutionnaire. Que dit M. Chalandon ? que l'extension de la banlieue pavillonnaire est une révolution. En réalité le néo-libéralisme officiel couvre une conception sectorielle de la gestion économique, une stratégie diversifiée. On a l'impression que l'on veut différencier les formules suivant le secteur, agriculture, industrie, immobilier. On pourrait très bien voir dans l'agriculture des formules de regroupement à caractère quasi-socialiste, pendant que dans l'immobilier, c'est au contraire le capitalisme privé qui l'emporte.

La question que posent la réussite ou la non-réussite d'une telle politique est à peu près la suivante. Incontestablement dans l'industrie, il s'est constitué ce que Galbraith appelle une technostucture, c'est-à-dire un groupe de techniciens d'une haute compétence capables d'intervenir efficacement dans la gestion. S'est-il dans la dernière décennie constitué dans le secteur de l'urbanisme, une technostucture, qui resterait en place sous le couvert de l'idéologie néo-libérale ?...

En somme, nous avons évoqué ici une sorte de vaste politique de l'espace, un aménagement prospectif qui prévoirait l'avenir, c'est-à-dire la disparition, la destruction, l'auto-destruction de la nature, et pas en chicanant, en reculant, en minimisant les dangers. Une telle politique de l'espace ne procéderait pas simplement en accumulant les contraintes ; elle chercherait à réunir l'appropriation du temps et de l'espace par les usagers, les individus et les groupes. Elle chercherait à unir cette appropriation de l'espace à l'échelle la plus haute avec l'organisation socio-économique, en tenant compte d'un facteur d'une importance capitale, laissé de côté par les prospectivistes, à savoir la complexification de la société' le fait que la société, devient de plus en plus complexe et diversifiée. A mon avis, ce serait le [65] projet ou le programme d'une gauche qui s'occuperait enfin de ces problèmes. Ce que je dis est parfaitement utopique, car cela suppose non seulement une gauche intelligente, mais des modifications économiques et socio-politiques profondes. Je rappelle une thèse que j'ai eu l'occasion de soutenir ici et ailleurs ; c'est qu'aujourd'hui plus que jamais, il n'y a pas de pensée sans utopie. Ou bien on se contente de constater, d'entériner ce que l'on a sous les yeux ; on ne va pas plus loin, on reste les yeux fixés sur le réel comme on dit ; on est *réaliste*... mais on ne pense pas ! Il n'y a pas de pensée qui n'explore une possibilité, qui n'essaie de trouver une orientation. Bien entendu, dès qu'on évite le positivisme accablant qui n'est autre qu'une absence de pensée, on se trouve devant des frontières assez difficiles à discerner entre le possible et l'impossible. Et cependant, il n'y a pas aujourd'hui, spécialement dans le domaine qui nous concerne, il n'y a pas de pensée sans utopie. Les architectes comme les urbanistes le savent parfaitement.

En ce qui concerne l'espace français, nous avons, comme ailleurs, trois couches de phénomènes ; la nature d'abord, ce qui nous reste des œuvres et des travaux des périodes où prédominait l'agriculture, c'est-à-dire les paysages, les pays, les régions, puis une couche de transformations historiques, notamment pendant la période industrielle ; enfin nous avons les stratégies actuelles qui bouleversent ou qui infléchissent les productions antérieures en ce qui concerne le temps et l'espace. Le résultat, comme on le sait, est parfaitement contradictoire et incohérent. C'est d'un côté, le « désert français », le sous-développement de toute une série de régions, et pas seulement au sud de la Loire, puisqu'il faut mettre la Bretagne et jusqu'à un certain point l'Alsace dans l'inégal développement des régions françaises. D'autre part la centralisation incroyable et intenable de toute la société française à Paris et dans la région parisienne. D'où la fameuse exigence de décentralisation qui oriente aujourd'hui la politique de l'espace. Décentralisation ? Comment l'État centralisé peut-il prendre en charge la

décentralisation ? C'est une façade, c'est une caricature. Dans les projets décentralisateurs, les communautés locales et régionales n'ont pas de véritables capacité de gestion ; tout au plus peuvent-elles continuer à paralyser les initiatives du pouvoir central, dans une certaine mesure, et encore on cherche à leur enlever cette capacité. La politique de l'espace en France est soumise, qu'on le veuille ou non, aux exigences de la décentralisation, ou plutôt au profond conflit entre les impératifs de la centralisation étatique et les exigences concrètes de la décentralisation. *L'espace est politique !*

Pendant la décennie 1950-1960, la politique de l'espace fut conçue en fonction d'une stratégie européenne. Il y eut des études très poussées visant une décentralisation, en fonction des grands trajets européens, le P. A. D. O. G. Pendant dix ans, des personnes très compétentes ont travaillé sur ces projets ; maintenant on ne sait même plus bien de quoi il s'agit. C'est la bureaucratie et la critique de la bureaucratie par elle-même, son auto-destruction !

C'est ainsi par exemple qu'il y a une dizaine d'années, il fut question de construire à Strasbourg un grand aérodrome à l'échelle internationale qui aurait mis Strasbourg en bonne position pour devenir effectivement la capitale de l'Europe. Un jour on apprit qu'il ne serait pas construit. On n'a jamais bien su comment et par qui avait été prise cette décision. Mais ce qu'on a su, ce fut le sens politique de cette décision, c'est-à-dire l'abandon d'une politique. On abandonnait la grande voie Méditerranée-Mer du Nord, la politique de l'espace axée sur l'Europe. En haut lieu, on avait pris, au début de la décennie 1960 si je me souviens bien, une décision concernant la stratégie de l'espace : pas d'Europe, pas d'espace européen, un espace français. C'est-à-dire qu'on reprenait la centralisation et la centralisation parisienne. Il fallait que Paris devienne un noyau urbain aussi riche, aussi puissant que la Ruhr ou que la mégapole en Angleterre. C'était une décision politique concernant la politique de l'espace. Cette politique a d'ailleurs été maintenue pendant toute la décennie. C'est à ce moment qu'on a mis en train les études du District ; et comme il ne fallait pas que Paris devienne le centre unique et seul en France, on a conçu cette fameuse répartition de l'espace avec les métropoles dites d'équilibre, une manière mécanique de compenser Paris, sur le papier, dans l'espace français ; alors que la stratégie antérieure était tout à fait différente.

On peut se demander quelle va être aujourd'hui la stratégie de l'espace. Va-t-on continuer à fortifier la centralité parisienne ? Il a fallu quand même engager une décentralisation mitigée, savamment dosée pour ne pas compromettre les privilèges du pouvoir central.

Si on considère maintenant l'existence de ceux qu'on appelle d'un néologisme assez curieux, les *décideurs*, ils posent plus d'un problème. Quelle est leur capacité d'adaptation ? leurs orientations sont-elles fixées ? quelle est leur idéologie, quelle est leur autonomie ? Autrement dit, répétons la question, y a-t-il une techno-structure mise en place dans la décennie passée, en ce qui concerne l'organisation urbaine et la politique de l'espace en France ?

Quoi qu'il en soit, ces « décideurs » ont devant eux des options. Ils ont à choisir entre des solutions contradictoires. Toutes les contradictions de l'espace se développent. Ils peuvent soit prévoir un aménagement de l'équilibre en poursuivant la politique des métropoles provinciales — mais qui dit équilibre dit stabilité — ou bien ils peuvent prévoir et produire l'éphémère. On peut concevoir des maisons, des équipements qu'on jetterait au bout de quelques années, comme on jette des serviettes en papier ou des assiettes en carton. Pourquoi pas ? Il a bien fallu que les entreprises et les métallurgistes de la Moselle se soumettent aux changements dans la production, il a fallu les déménager sur Dunkerque, on ne sait pour combien de temps. Étant donné les changements rapides dans les méthodes et dans les conditions de la production, on peut prévoir et aménager l'éphémère, ou au contraire tendre au maximum d'équilibre et de stabilité. C'est une option dans la politique de l'espace qui est à l'ordre du jour, un choix au milieu des contradictions.

Donc choix entre l'équilibre et l'éphémère, option entre la décentralisation effective et le laisser-faire néo-libéral en ce qui concerne les tendances à la centralisation politique en France, voilà quelques éléments de la problématique.

Les problèmes sont liés ; si on laisse faire, on aura des centres de décision, de puissance, de pouvoir, de richesse, d'information, intitulés formations « quaternaires ». Dans la perspective de cette centralité décisionnelle qui pourrait se fortifier à la faveur même des critiques néo-libérales de la centralité, la politique de l'espace risque d'aboutir à des inégalités de croissance et de développement encore plus grandes que dans le passé. En principe, ces inégalités de croissance et de développement ont été combattues, plus ou moins corrigées ; il pourrait venir un jour où elles seraient aggravées de façon concertée, c'est-à-dire utilisées par le pouvoir central. Dans ce cas, il se passera quelque chose d'extrêmement grave : une espèce de transfert du colonialisme dans la métropole, un semi-colonialisme des régions et des zones mal développées par rapport aux centres de décision, et notamment au centre parisien ; il n'y a plus de colonies au sens ancien, mais il y a déjà un semi-colonialisme métropolitain, qui subordonne à ces centres

des éléments paysans, des ouvriers étrangers en nombre considérable, puis aussi beaucoup de Français appartenant soit à la classe ouvrière, soit même aux intellectuels, le tout soumis à une exploitation concentrée quant aux méthodes et maintenant les éléments à l'état de ségrégation spatiale. Ce qui justifie et confirme cette appréciation, c'est, en ce qui me concerne, une étude permanente du complexe Lacq-Mourenx, dans les Pyrénées, plus une série de recherches en d'autres lieux, notamment dans la région parisienne. Inutile de dire que cette situation serait explosive. Ici je prie ceux qui critiqueraient ma position de ne pas confondre la tempête avec la météorologie. Je suis le météorologue, ce n'est pas moi qui fais la tempête.

D'autre part, cet espèce de balancement du privé au collectif, de l'individuel à l'étatique, peut encore durer longtemps. C'est une alternance de la société française tout entière, néolibéralisme, néodirigisme — cela a penché d'un côté, cela penche maintenant de l'autre. Ce qui est illustré caricaturalement sur le terrain, par le contraste entre les grands ensembles et la banlieue pavillonnaire. Du côté « public », collectif, étatique, on pousse aux grands ensembles. Du côté « privé », on poussé vers <sup>[70]</sup>le pavillonnaire. On pourrait donner d'autres exemples.

A travers ces contradictions, l'analyse critique de l'espace politique et de la politique de l'espace montre les tendances et aussi les dangers et menaces inclus dans la situation.



## La ville et l'urbain<sup>3</sup>

1. Dire que la société contemporaine est en mutation, c'est devenu une banalité. Le mot « mutation » n'a un contenu précis qu'en biologie ; lorsqu'on l'emploie avec un sens sociologique, c'est plutôt une image, une métaphore, qu'un concept. Cette image risque même de masquer la question essentielle : vers quoi allons-nous ?

Il n'en reste pas moins que cette « mutation » est caractérisée par des crises multiples qui s'enchevêtrent les unes avec les autres, depuis les crises économiques et les crises de l'économie politique jusqu'aux crises dans l'art, la littérature, le cinéma, le théâtre, l'université, la jeunesse, etc. Dans cet enchevêtrement et cette interférence de crises multiples, une question se pose : y a-t-il une crise et des crises plus importantes, plus essentielles que les autres. L'exposé qui commence en cet instant se construit sur une hypothèse selon laquelle la crise de la réalité urbaine est plus importante, plus centrale que telle ou telle autre.

2. Il est courant de parler de la société industrielle. Ce terme est criticable en ce sens qu'il ne met pas en évidence certains rapports sociaux constitutifs du processus d'industrialisation. Les rapports de production exigent une analyse que le terme « société industrielle » tend à éluder en mettant l'accent sur la production matérielle, sur la croissance pure et simple de la production et non sur les rapports sociaux de production. Avec ces réserves très importantes et en indiquant ici encore comment un prétendu concept se change en image et en métaphore, nous emploierons l'expression : société industrielle.

On peut dire que la société industrielle entraîne l'urbanisation. Cette constatation et cette formule sont devenues des banalités. Toutefois il est moins banal de se demander si les conséquences du processus, à savoir l'urbanisation, ne deviennent pas rapidement plus importantes que sa cause initiale : l'industrialisation. La thèse ici présentée, c'est que la problématique urbaine déplace et modifie profondément la problématique issue du processus

<sup>3</sup> *Espaces et Sociétés*, N 2. mars 1971.

d'industrialisation. Alors que la plupart des théoriciens et aussi des « praticiens » qui procèdent de manière empirique considèrent encore l'urbanisation comme une conséquence extérieure et mineure, presque accidentelle, du processus essentiel, l'industrialisation, nous affirmons l'inverse. Il se passe dans ce processus à double aspect quelque chose de très important ; en termes classiques : un bond qualitatif. La croissance quantitative de la production économique a produit un phénomène qualitatif qui se traduit lui-même par une problématique nouvelle : la problématique urbaine. Il est essentiel d'en prendre conscience et connaissance pour ne pas perpétuer une erreur théorique et pratique ; cette erreur consiste en ce qu'on prétend tirer de la rationalité d'entreprise, expérience de l'industrialisation, des modèles et des schémas applicables à la réalité urbaine en formation. On voudrait traiter cette réalité à la lumière de l'entreprise et comme une entreprise. Or, la rationalité de l'entreprise, de son organisation, la division du travail qu'elle comporte, a été une acquisition essentielle de la période industrielle mais elle ne convient plus à la période qui commence, qui doit élaborer une forme nouvelle de rationalité : la rationalité urbaine. Prolonger l'ancienne rationalité, l'appliquer inconsidérément, entraînent toutes sortes d'erreurs, d'illusions que l'on retrouve dans ce qu'on nomme « urbanisme ».

Les termes « société urbaine » ne peuvent pas s'employer à propos de n'importe quelle ville ou cité historique ; dans la perspective ainsi définie, ils désignent une réalité en formation, en partie réelle et en partie virtuelle, c'est-à-dire que la société urbaine n'est pas achevée. Elle se fait. C'est une tendance qui déjà se manifeste mais est destinée à se développer.

Cette ambiguïté terminologique étant élucidée, on peut proposer une périodisation du temps historique qui le divise en trois ères : l'ère agraire, l'ère industrielle, l'ère urbaine. Il y eut des villes dans l'ère agraire et dans l'ère industrielle. Mais l'ère urbaine commence et ne fait que commencer. Répétons une fois de plus que la périodisation n'est pas absolue ; tout découpage du temps historique en périodes distinctes est relatif. On pourrait dire, en employant une métaphore elle-même devenue courante, que l'« urbain » est un continent que l'on découvre et que l'on explore en le construisant.

3. La ville, dès les débuts de l'ère agraire, fut une création humaine, l'œuvre par excellence ; son rôle historique est encore mal connu, notamment en Orient et la théorie du mode de production asiatique réserve encore quelques surprises en ce qui concerne le rapport entre ville et campagne. En ce qui concerne l'Occident lui-même, ce rapport conflictuel, c'est-à-dire dialectique, est un de ceux que les historiens connaissent le moins bien. En ce qui concerne

la ville proprement dite, aussi bien orientale, qu'antique, médiévale, etc., toute une batterie de concepts a été proposée.

a) La ville est un objet spatial occupant un site et une situation et qu'il faut étudier comme objet avec différentes techniques et méthodes : économiques, politiques, démographiques, etc. Comme telle, la ville occupe un espace spécifique bien distinct de l'espace rural. Le rapport entre ces espaces dépend des rapports de production, c'est-à-dire du mode de production et, à travers lui, de la division du travail à l'intérieur de la société.

b) Par là, la ville est une médiation entre un ordre proche et un ordre lointain. L'ordre proche, c'est celui de la campagne environnante que la ville domine, organise, exploite en lui extorquant du surtravail. L'ordre lointain, c'est celui de la société dans son ensemble (esclavagiste, féodale, capitaliste, etc.). En tant que médiation, la ville est aussi l'endroit où se manifestent les contradictions de la société considérée, par exemple celles entre le pouvoir politique, et les différents groupes sur lesquels ce pouvoir s'établit.

c) La ville est une œuvre au sens d'une œuvre d'art. L'espace n'est pas seulement organisé et institué, il est aussi modelé, approprié par tel ou tel groupe, suivant ses exigences, son éthique et son esthétique, c'est-à-dire son idéologie. La monumentalité est un aspect essentiel de la ville en tant qu'œuvre, mais l'emploi du temps des membres de la collectivité urbaine n'est pas un aspect moins important. La ville comme œuvre doit s'étudier sous ce double aspect : monuments divers et emploi <sup>[75]</sup> du temps qu'ils impliquent pour les citadins et les citoyens.

Il en résulte que dans la ville ancienne, l'usage et la valeur d'usage caractérisent encore l'emploi du temps. Dans les formes traditionnelles de la ville, l'échange et la valeur d'échange n'ont pas encore rompu toutes les barrières ni emporté toutes les modalités de l'usage. C'est en ce sens que les villes anciennes sont et restent des œuvres et non pas des produits.

4. L'éclatement de la ville traditionnelle est un phénomène évident mais dont le sens n'est pas évident. Il faut le chercher. Les interprétations de ce fait ont été et sont encore multiples. Les uns pensent qu'il faut donner raison à l'« anti-ville » contre la ville et que la modernité se définit par la « non-ville » (nomadisme ou bien prolifération indéfinie de l'habitat). Ce phénomène ne peut s'élucider qu'avec une analyse dialectique et au moyen de la méthode dialectique. L'industrie est effectivement apparue comme la « non-ville » et l'« anti-ville ». Elle s'est implantée au hasard des ressources qu'elle mettait en ouvrage, à savoir les sources d'énergie,

de matières premières, de main-d'œuvre, mais elle a attaqué les villes au sens le plus fort du terme, en les détruisant, en les dissolvant. Elle les fait croître démesurément mais dans un éclatement de leurs caractéristiques anciennes (phénomène d'implosion-explosion). Avec l'industrie, c'est la généralisation de l'échange et du monde de la marchandise qui se sont produits ; l'usage et la valeur d'usage ont presque entièrement disparu ne persistant que comme exigence de la consommation des marchandises, le côté qualitatif de l'usage disparaissant presque entièrement. Avec cette généralisation de l'échange, le sol est devenu marchandise ; l'espace indispensable pour la vie quotidienne se vend et s'achète. Tout ce qui a fait la vitalité de la ville comme œuvre a disparu devant la généralisation du produit.

Est-ce à dire que la réalité urbaine a disparu ? Non, au contraire. Elles se généralise. La société entière devient urbaine. Le processus dialectique est le suivant : la ville — sa négation par l'industrialisation — sa restitution à une échelle beaucoup plus vaste qu'autrefois, celle de la société tout entière. Ce processus ne va pas sans conflits de plus en plus profonds. Les rapports de production existants se sont étendus, amplifiés ; ils ont conquis une base plus large en s'intégrant simultanément l'agriculture et la réalité urbaine, mais dans cet élargissement ils ont introduit des conflits nouveaux. D'un côté, il s'institue des centres de décision dotés de pouvoirs encore inconnus car ils concentrent la richesse, la puissance répressive, l'information ; d'autre part, l'éclatement des anciennes cités permet des ségrégations multiformes ; les éléments de la société sont impitoyablement séparés les uns des autres dans l'espace, d'où une dissolution des rapports sociaux au sens le plus large qui accompagne la concentration des rapports immédiatement liés aux rapports de propriété.

5. Ainsi se forme ce concept nouveau : l'urbain. Il faut bien le distinguer de la ville. L'urbain se distingue de la ville précisément parce qu'il apparaît et se manifeste au cours de l'éclatement de la ville, mais il permet d'en reconsidérer et même d'en comprendre certains aspects qui longtemps passèrent inaperçus : la centralité, l'espace comme lieu de rencontre, la monumentalité, etc. L'urbain c'est-à-dire la société urbaine, n'existe pas encore et pourtant existe virtuellement ; à travers les contradictions entre l'habitat, les ségrégations et la centralité urbaine qui est essentielle à la pratique sociale se manifeste une contradiction pleine de sens.

L'urbain, c'est un concept théorique dégagé et libéré par un processus tel qu'il se présente à nous et tel que nous l'analysons. Ce n'est pas une essence dans l'acception traditionnelle du terme chez les philosophes ; ce n'est pas une substance comme tendrait à le faire croire tel ou tel

terme encore employé d'une façon laudative, par exemple l'urbanité ; c'est plutôt une forme, celle de la rencontre et du rassemblement de tous les éléments de la vie sociale, depuis les fruits de la terre (trivialement : les produits agricoles) jusqu'aux symboles et aux œuvres dites culturelles. L'urbain se manifeste au sein même du processus négatif de la dispersion, de la ségrégation, comme exigence de rencontre, de rassemblement, d'information.

En tant que forme, l'urbain porte un nom : c'est la simultanéité. Cette forme prend place parmi les formes que l'on peut étudier en les discernant de leur contenu. Ce que la forme urbaine rassemble et rend simultanée peut être très divers. Ce sont tantôt des choses, tantôt des gens, tantôt des signes ; l'essentiel, c'est le rassemblement et la simultanéité. En ce sens on peut dire que le « vecteur nul » est essentiel à la définition de l'urbain.

La centralité a son mouvement dialectique spécifique. Elle s'impose. Pas de réalité urbaine sans centre, qu'il s'agisse du centre commercial (qui rassemble des produits et des choses), du centre symbolique (qui rassemble et rend simultanées des significations), du centre d'information et de décision, etc. Mais tout centre se détruit lui-même. Il se détruit par saturation ; il se détruit parce qu'il renvoie à une autre centralité ; il se détruit en tant qu'il suscite l'action de ceux qu'il exclut et qu'il expulse vers les périphéries.

La forme urbaine ainsi dégagée est une abstraction, mais concrète. Il en va de même de la forme de l'échange telle que Marx la dégage au début du *Capital*. Cette forme et sa théorie sont extrêmement abstraites et c'est pourquoi leur analyse a été si peu comprise pendant un siècle et cependant cette forme abstraite est la clé du concret, de la pratique. C'est le point de départ pour la saisie du contenu. Autre exemple : les formes de la logique elle-même en tant que formes de toute pensée sont très abstraites, et cependant elles sont les clés de voûte et le point de départ de toute réflexion méthodiquement poursuivie. On pourrait multiplier les exemples de telle forme abstraite et concrète à la fois (la symétrie, la répétition, etc.).

Le caractère abstrait de cette réflexion sur l'urbain et de cette définition peut se considérer comme un obstacle mais non comme une objection. C'est la forme générale qui donne le sens des constatations empiriques et non l'inverse. En elles-mêmes, les constatations empiriques ne parviennent pas à la forme générale. Elles sont cependant indispensables car elles révèlent le contenu de la forme. Elles permettent d'étudier, d'analyser le processus, de le jalonner, d'en marquer les points importants. Notamment, la ségrégation, la constitution d'espaces

périphériques et pauvres permettant la reproduction des rapports de production qui sont des rapports de classes, cette ségrégation constitue une négation théorique et pratique de l'urbain, mais en tant que telle, elle le révèle. Le caractère désertique, abandonné, des périphéries urbaines est révélateur ; ce qu'il révèle, pour le découvrir et le dire, il faut le lire. La lecture des espaces urbains, périphériques ou centraux ne se fait pas seulement sur des cartes, en construisant un code abstrait ; c'est une lecture symptômale par excellence et non littérale.

6. Cette lecture de l'espace urbain permet d'en donner une définition générale à travers des contradictions et des négations enchevêtrées ; c'est un temps-espace différentiel qui se constitue. Le temps et l'espace de la période agraire sont accompagnés de particularités juxtaposées, celles de sites, des climats de la flore et de la faune, des ethnies humaines, etc. Le temps et l'espace de l'ère industrielle ont tendu et tendent encore vers l'homogénéité, vers l'uniformité, vers la continuité contraignante. Le temps et l'espace de l'ère urbaine deviennent différentiels et ce caractère est mis en évidence par l'analyse. Des réseaux et des flux extrêmement différents se superposent et s'enchevêtrent depuis les voiries jusqu'aux flux d'informations, depuis le marché des produits jusqu'aux échanges de symboles. La dialectique de la centralité introduit un mouvement différentiel d'une puissance extraordinaire. On a pu proposer de distinguer dans cet espace des topies : isotopies (espaces homologues, ayant des fonctions ou des structures analogues); hétérotopies (espaces contrastants, jeux de forces répulsives quelquefois considérables et de tensions souvent extrêmes), et utopies (lieux de l'ailleurs et de ce qui n'a pas de lieu, notamment le savoir et le pouvoir, présents et absents à la fois, notamment dans la monumentalité).

Cette analyse différentielle de l'espace urbain échappe aux procédures analytiques qui constatent et qui consacrent l'homogénéisation sous couleur de [80] rationalité. Ces procédures analytiques ne s'attachent aux schémas uniformes, qu'aux homologues. Elles aboutissent à des logiques (celle de l'échange, celle de la planification, etc.), au lieu de mettre l'accent sur les différences.

7. De cette erreur fondamentale sur la rationalité découle une conséquence que nous avons déjà mentionnée mais sur laquelle il faut insister : l'urbain, cette virtualité en marche, cette potentialité qui déjà se réalise, constitue un *champ aveugle* pour ceux qui s'en tiennent à une rationalité déjà dépassée et c'est ainsi qu'ils risquent de consolider ce qui s'oppose à la société urbaine, ce qui la nie et la détruit au cours du processus lui-même qui la crée, à savoir la

ségrégation généralisée, la séparation sur le terrain de tous les éléments et aspects de la pratique sociale, dissociés les uns des autres et regroupés par décision politique au sein d'un espace homogène.

## Engels et l'utopie<sup>4</sup>

Mettons à sa place, qui est petite, le recueil de Engels : *La question du logement*. Ce petit volume réunit trois articles écrits par Engels en 1872, « époque où la manne des milliards français se déversait sur l'Allemagne... où l'Allemagne faisait son entrée sur la scène mondiale non seulement comme “empire unifié”, mais aussi comme un grand pays industriel ».

On a pris l'habitude de présenter ce recueil comme contenant le dernier mot de la pensée marxiste en ce qui concerne les questions urbaines. Le consulter, en effet, et le citer, dispensent de lire et de connaître l'ensemble théorique. Or ces articles ont un caractère circonstanciel très net, bien que la préface écrite ultérieurement par Engels (en 1887) corrige ce caractère et donne à cette suite de textes plus d'ampleur, en même temps qu'elle accroît la confusion. En effet, Engels emploie à plusieurs le terme « révolution industrielle », sans autre forme de procès, à propos de ce qui s'est passé en Allemagne pendant ces années (qui virent la mort de Marx).

Engels et son compagnon de lutte se trouvaient, nous le savons, devant ce double problème : la durée du capitalisme, la montée du mouvement ouvrier. Il leur était arrivé d'annoncer la fin prochaine du mode capitaliste de production ; et même en 1887, Engels a l'imprudence de reprendre cette prophétie. Quant au mouvement ouvrier, il adopte une forme politique qui plus d'une fois surprit Engels comme Marx. Ils savaient et ils étaient seuls à bien savoir que l'État et ses dirigeants les plus habiles (Bismarck) tenteraient de détourner le mouvement ouvrier et d'intégrer à la société bourgeoise la classe ouvrière. Dès ce moment, la pensée théorique et l'action politique se scindent. Il y a d'un côté les « droitiers » et de l'autre les « gauchistes » : d'un côté Proudhon et Lassalle, puis les proudhoniens et les lassalliens — de l'autre les bakouninistes et les anarchisants. Marx et Engels se voient obligés de se battre sur deux fronts, surtout après l'échec de la Commune, échec qui ne montrait que mieux l'ampleur révolutionnaire des événements parisiens. Occupant une position « centrale », Engels et Marx

<sup>4</sup> Chapitre destiné à un ouvrage paru chez Casterman, *La pensée marxiste et la ville*, écarté de la publication pour des raisons de longueur. Cf. *Espaces et Sociétés*, N. 4, décembre 1971.



refusaient de définir une sorte de « centrisme », d'indiquer une voie moyenne, de jalonner le chemin des compromis. Fait remarquable : ils frappent principalement à leur droite ; ils dirigent leurs coups les plus forts contre les « opportunistes », Lassalle et Proudhon, et contre les brillantes formules, en apparence « gauchistes » dont se couvrent leurs concessions à la société existante.

Dans les conditions de l'Allemagne de 1872, il est dérisoire et ridicule de présenter comme révolutionnaire le projet d'abolir le loyer ou de construire des logements ouvriers avec l'aide de l'État. De tels projets, pour Engels comme pour Marx, servaient directement l'État bismarckien et la perpétuation des rapports sociaux capitalistes. « La crise du logement pour les travailleurs et une partie de la petite-bourgeoisie dans nos grandes villes modernes est un des innombrables maux d'importance mineure et secondaire qui résultent de l'actuel mode de production capitaliste. Elle n'est nullement une conséquence directe de l'exploitation des travailleurs en tant que tels par le capitalisme. Cette exploitation est le mal fondamental que la révolution sociale, veut abolir en supprimant le mode de production capitaliste ». (p. 26, éd. Classiques du marxisme.) Engels donc montre d'une part qu'il y a toujours eu « crise du logement » pour les opprimés et les exploités —et d'autre part que cette question du logement que ne pourrait se résoudre par la bourgeoisie ; il n'en est pas moins inadmissible de la considérer comme essentielle.

Pour Frédéric Engels, la question du logement n'est qu'un aspect subordonné d'un problème central, celui des rapports entre la ville et la campagne, ou plutôt celui du dépassement de leur opposition. Ceux qui proposent de construire des logements pour les ouvriers et de les leur céder ne se contentent pas de résoudre fictivement la « question sociale » par la transformation des travailleurs en capitalistes ; ils proposent d'introduire le « système du cottage » et celui des casernes ouvrières, en l'organisant le moins mal possible. Ce réformisme comporte un aveu. « On avoue que la solution bourgeoise de, la question du logement a fait faillite ; elle s'est heurtée à l'*opposition entre la ville et la campagne...* » (souligné par Engels). « Et nous voici au cœur de la question ; elle ne pourra être résolue que si la société est assez profondément transformée pour qu'elle puisse s'attaquer à la suppression de cette opposition, poussée à l'extrême dans la société capitaliste d'aujourd'hui. Bien éloignée de pouvoir supprimer cette opposition, elle la rend au contraire chaque jour plus aiguë... » (p. 64). Ainsi pour Frédéric Engels en 1872, ni le cottage

(nous dirions aujourd'hui : le pavillon de banlieue) — ni la caserne ouvrière (nous dirions : les H. L. M.) n'avancent vers la solution du problème fondamental, qui n'est pas celui du logement. Et cela même si on les multiplie jusqu'à satisfaire les « besoins ». Cet objectif lui-même a un caractère réformiste, car il élude le problème de la transformation révolutionnaire et l'obscurcit. « Les premiers socialistes utopiques modernes, Owen et Fourier, l'avaient déjà parfaitement reconnu. Dans leurs constructions modèles, l'opposition entre la ville et la campagne n'existe plus... » (id).

Engels en appelle donc au socialisme utopien, c'est-à-dire révolutionnaire, contre l'utopie réformiste et réactionnaire. Celle-ci, plus « utopique » encore que l'autre, dissimule la problématique au lieu de l'amener au jour. « Une société ne peut exister sans crise du logement lorsque la grande masse des travailleurs ne dispose exclusivement que de son salaire, lorsque des crises industrielles violentes et cycliques déterminent d'une part l'existence d'une forte armée de réserve de chômeurs, et d'autre part jettent momentanément à la rue la grande masse des travailleurs ; lorsque ceux-ci sont entassés dans les grandes villes et cela à un rythme plus rapide que la construction des logements dans les conditions actuelles., lorsqu'enfin le propriétaire d'une maison, en sa qualité de capitaliste a non seulement le droit mais dans une certaine mesure le devoir de tirer de sa maison, sans scrupules, les loyers les plus élevés. Dans une telle société, la crise du logement n'est pas un hasard, mais une institution... » (ibid., pp. 55-56).

Après avoir évoqué ou invoqué Fourier, et continuant sa polémique anti-proudhonienne, Frédéric Engels rappelle que les conditions actuelles <sup>[85]</sup> *interdisent* (et non seulement gênent) le dépassement de l'opposition. En quoi consiste l'utopie réactionnaire ? En une image de l'avenir qui conserve ces conditions tout en représentant une autre vie, une autre société. Ainsi Proudhon prétend « bouleverser l'actuelle société bourgeoise en conservant le paysan tel qu'il est ». Quant à l'utopie révolutionnaire, elle a une « base merveilleusement pratique », quand on observe que Londres jette journallement à la rue, à grands frais, plus d'engrais naturels que n'en produit la Saxe, de sorte qu'un illustre savant, Liebig, demande que l'homme rende à la terre ce qu'il en reçoit, « échange auquel met obstacle la ville industrielle ». (Cf. ibid., pp. 113-114). La suppression de l'opposition ville/campagne n'est donc pas plus une utopie (abstraite) que la suppression de l'antagonisme entre le capital et le salarié. Elle devient même et toujours davantage une « exigence pratique ».

Il n'en est que plus intéressant d'écouter Engels quand il défend l'*urbanité* avec l'héritage culturel transmis historiquement et digne d'être conservé (Cf. p. 35). Alors qu'il n'y a « jamais eu d'hommes aussi grossiers que nos modernes bourgeois ». Quant à lui, Engels, il s'estime satisfait s'il a pu démontrer « que la production dans notre société moderne est suffisante pour que tous ses membres aient assez à manger et qu'il existe assez d'habitations pour offrir provisoirement aux masses travailleuses un abri spacieux et sain » (p. 120).

Tournons-nous maintenant vers l'*Anti-Dühring* (1878), l'œuvre magistrale par excellence, le compendium et l'encyclopédie, la référence perpétuelle, le Livre-Saint et la Vulgate, l'abondante source des citations, etc. Autrement dit : l'ouvrage le plus controversé, le plus attaqué, mais aussi le plus lu et commenté de la littérature marxiste avec *Matérialisme et Empiriocriticisme* de Lénine.

Les intégristes du marxisme, les dogmatiques insistent obstinément sur la cohérence du système. En effet, ils transforment la théorie marxiste en doctrine ou « système » dans l'acception traditionnelle (philosophique) du terme. Ce qui va avec sa transformation politique en idéologie d'État, en pédagogie culturelle, en pratique institutionnelle. Au contraire, ici et ailleurs, l'accent a été mis sur l'originalité d'Engels, sur la spécificité de son apport, sur son entrée particulière dans la pensée révolutionnaire. Nous n'hésiterons pas à parler d'« engelsisme » aussi bien que de « lassallisme » ou de « léninisme » comme de courants divers et souvent divergents dans la pensée contemporaine, dans le mouvement révolutionnaire. Ce qui n'exclut en rien d'autres différences...

Dans l'*Anti-Dühring*, Frédéric Engels a nettement orienté la pensée révolutionnaire, celle de Marx et la sienne, vers la philosophie de la nature. Il lui a donné un contenu *cosmologique*. Il l'a fortement systématisée en ce sens. Pourquoi, dira-t-on ? Certes, pourquoi, mais pourquoi pas ? Certains ajouteront : « C'était en plein accord avec Marx ». Peut-être, mais il semble bien que les objectifs de Marx ne coïncidaient pas exactement avec ceux d'Engels. Quand il consultait les savants « naturalistes » et les ouvrages scientifiques (en particulier sur l'électricité et ses applications) n'était-ce pas pour comprendre les échanges énergétiques et informationnels entre la société et la nature, plus que pour en tirer une *philosophia naturalis*, une « conception du monde » ? Il n'y a donc chez Marx rien d'analogue au « matérialisme dialectique » élaboré par Engels et plus tard par Lénine.

*L'Anti-Dürhing* oppose système à système. Une telle polémique, souvent, ne va pas sans risques ; plus elle s'acharne, plus elle entraîne sur le terrain de l'adversaire. Comment nous apparaît Dühring à travers ces controverses ? Qu'était-il ? Un esprit robuste, un constructeur de système, point négligeable malgré le mépris dont Engels l'accable (et qui rappelle celui de Marx pour Stirner et Proudhon). Dühring ne manquait ni de rigueur ni d'ampleur. L'injustice à son égard de la plupart des exégètes et des épigones marxistes sombre dans la dérision. Engels aurait-il perdu son temps et sa peine en s'attaquant à un adversaire sans importance ? En dépréciant Dühring comme Stirner ou Proudhon, en les considérant comme des cadavres idéologiques, on ridiculise Marx et Engels ; on les présente comme les exécuteurs des hautes œuvres de l'histoire, les bourreaux de la pensée. Une étrange philosophie se cache derrière cet autoritarisme vulgaire. En vérité, Eugen Dühring fut une sorte de *structuraliste* avant la lettre, un esprit méthodique et rigoureux qui classait et distinguait, qui séparait et découpait au lieu de relier et de marquer les transitions (dialectiques). En ce qui nous concerne ici, et qui a une signification générale, Dühring représentait *la séparation de la ville et de la campagne comme une structure permanente des sociétés*. Attitude aux graves conséquences, position qui explique l'acharnement d'Engels sans justifier en rien le mépris posthume. Engels discerne parfaitement le dogmatisme inhérent à la pensée de Dühring lorsqu'il cite dans ses notes préliminaires tel passage significatif et l'accompagne d'une glose très expressive. « La génération intellectuelle d'un système qui associait les instincts créateurs de l'époque sociale où nous vivons avec la clarté d'une conscience rigoureusement scientifique... a été le but directeur au premier chef des efforts dirigés sur le présent ouvrage », a écrit E. Dühring dans la préface à un cours d'économie politique (1876). Engels qui copie ce texte ajoute : « Donc travail modèle après lequel plus rien à faire ». (Cf. *Anti-Dühring*, éd. Bottigelli, p. 400, *travaux préliminaires*.) La suite des notes d'Engels montre bien comment et pourquoi il veut écraser cette scientificité abstraite, systématique, anti-dialectique, détachant la pensée et la culture de la nature, annulant l'histoire par hypothèse et décret (cf. p. 414). Vainement cette attitude dogmatique se couvre d'une apologie de la violence. Seule la violence pure et déchaînée peut en effet modifier des « structures » en elles-mêmes fixes, voire nécessaires, peut-être éternelles, puisque selon Dühring sa pensée échange « la confusion d'idées d'ensemble nébuleuses contre le sens de la disjonction appropriée et de la stricte discrimination des éléments réels des processus... » (p. 402).

La première grande division du travail étant pour Engels la séparation de la ville et de la campagne, selon Dühring cet antagonisme est inévitable « de par la nature de la chose », encore

qu'il discerne un « certain degré de constance dans le passage de l'un à l'autre », par le commerce et l'industrie (surtout ceux de l'alcool, note narquoisement Engels, pp. 329-330).

Contre la séparation parachevée au nom de la rigueur scientifique, par Dühring, entre la ville et la campagne, Engels affirme que la suppression de cet état « n'est pas une utopie », bien que la civilisation nous ait laissé avec les grandes villes un héritage qu'il faudra beaucoup de temps et de peine pour éliminer. L'idée enfantine, l'utopie abstraite et vaine, c'est celle d'après laquelle la société pourrait prendre possession de l'ensemble des moyens de production, « sans abolir l'ancienne division du travail ». Hypothèse qu'Engels attribue à Dühring et à son socialisme prussien, malgré son apologie de la violence révolutionnaire. Dühring ne voit rien de mieux pour l'avenir que la répartition des populations urbaines selon les techniques pour la meilleure exploitation des matières premières, bref selon les « besoins sociaux » (cf. pp. 336, 337 et 412). De quelle société ? Bien entendu, de celle qui existe : du mode de production capitaliste.

Frédéric Engels, contre cet inquiétant réformisme à phraséologie « audacieuse » appelle encore à la rescousse son âme et son arme secrète : Fourier. A ce propos et chemin faisant notons une fois de plus à quel point le dogmatisme falsifia la pensée engelsienne autant que celle de Marx, en reléguant dans l'ombre les socialistes français, l'utopisme, et singulièrement Fourier. Pour Engels, Owen et Fourier se complètent. L'Anglais tient compte de la grande industrie et le Français de la multiplicité des aspects de la vie, travail et jouissance : « Les utopistes savaient déjà parfaitement à quoi s'en tenir sur les effets de la division du travail » (id. p. 332). Sur ce point capital, il y a plein accord entre Engels et Marx. La révolution ne se définit pas par l'élimination de la bourgeoisie comme classe politique, mais par le dépassement des rapports socioéconomiques qui constituent l'armature de la société bourgeoise. La séparation de la ville et de la campagne en fait partie. Le projet révolutionnaire, celui du dépassement général, remet au premier plan ce dépassement partiel ; il cesse ainsi d'être une catégorie historique, elle-même dépassée. Pour sortir de l'impasse capitaliste, pour en finir avec la priorité de l'économique, il se présente une voie et une seule : [90] surmonter la division du travail. « La suppression de l'opposition de la ville et de la campagne est réclamée par Fourier ainsi que par Owen comme la première condition fondamentale de la suppression de l'antique division du travail en général » (id. p. 332). Si les grands précurseurs étaient des utopistes, cela ne signifie pas la vanité de leurs propos ; loin de là ; ce terme veut seulement dire que la réalisation du projet révolutionnaire n'était pas encore possible. Or, la grande industrie fournit ces conditions, tout en portant « les

contradictions qui sommeillaient dans le mode de production capitaliste à l'état d'antagonismes si criants que l'on peut pour ainsi dire toucher du doigt l'effondrement proche de ce mode de production ; que les nouvelles forces productives elles-mêmes ne peuvent être maintenues et développées que par l'introduction d'un nouveau mode de production... » Ceci, Dühring l'ignore comme il méconnaît Owen et plus encore Fourier, dont il ne connaît que les fantaisies romancées, alors que de chaque page de Fourier « jaillissent les étincelles de la raison... ». (Cf. pp. 299, 303, 305, etc.).

Engels ne se contente pas d'opposer l'utopisme socialiste à l'utopisme bourgeois. On peut dire qu'il oppose l'utopie *révolutionnaire et concrète* à l'utopie réactionnaire et abstraite. L'utopie concrète se fonde sur le mouvement d'une réalité dont elle découvre les possibilités. Dialectiquement, le possible est une catégorie de la réalité, dès lors que l'on considère dans le réel ses *tendances* au lieu de le fixer sur place.

Pourtant le lecteur moderne, qui n'obéit plus aux schémas du dogmatisme, se demande si Frédéric Engels a parfaitement élucidé son concept et son projet. Parfois il semble se prononcer contre toute utopie. « L'utopie n'est pas d'affirmer que les hommes ne seront totalement libérés des chaînes forgées par leur passé historique que si l'opposition entre la ville et la campagne est supprimée ; l'utopie commence au moment où l'on s'avise de prescrire », en partant des conditions existantes, « la forme dans laquelle doit être résolue telle ou telle opposition dans la société actuelle » (la question du logement, p. 254). Ce qu'il reproche aux proudhoniens ! Ce texte, entre autres, sert de référence à ceux qui combattent toute utopie et n'importe quel utopisme. S'il en est ainsi, on peut accuser Engels de quelque inconséquence, lorsqu'il reprend les propositions « utopiques » de Fourier et d'Owen. « Chez tous deux, la population doit se répartir dans le pays en groupes de 1 500 à 3 000 âmes ; chaque groupe habite au centre de son canton territorial un palais géant avec ménage commun. Sans doute Fourier parle-t-il ça et là de villes, mais elles ne se composent à leur tour que de quatre ou cinq de ces palais rapprochés l'un de l'autre... » (*Anti-Dühring*, p. 322). Aucun doute ; Engels prévoit, à partir des conditions existantes, la forme du dépassement. La grande ville disparaîtra. Elle doit disparaître. Cette idée, Engels l'a eue dès sa jeunesse et ne l'a jamais abandonnée. Dans la *question du logement*, il prévoyait déjà « l'abolition du mode de production capitaliste étant supposée », une répartition aussi égale que possible de la population dans tout le pays (p. 114). La solution des problèmes urbains exclut le maintien des grandes villes modernes (cf. *Question du logement*, p. 65). Frédéric

Engels ne semble pas se demander si cette dispersion de la ville dans la campagne, sous forme de petites communautés, ne risque pas de dissoudre « l'urbanité », de ruraliser la réalité urbaine. Il ne se demande pas davantage si cette « répartition égale » correspondra aux exigences de la grande industrie. La multiplicité des communications possibles apporte une réponse à son sens suffisante. Il est assez clair que son attachement à la pensée fouriériste, attachement passionnel et parfaitement compréhensible comme tel, et si bien exprimé un demi-siècle auparavant (cf. *Idéologie allemande*, p. 564 et sq.), cet attachement lui interdit de se poser certaines questions. Son attitude aura, cinquante années plus tard, en U. R. S. S., des conséquences d'une extrême gravité (cf. A. Kopp, *Ville et révolution*).

*L'Anti-Dühring* a les défauts de ses qualités, et la pensée dialectique y défie parfois la logique (sociale et politique). Il s'ouvre sur l'avenir et le possible, en même temps qu'il systématise et clôt le système. Il veut établir une ontologie, une réponse aux questions : « Qu'est-ce que l'être ? Qu'est-ce que l'être humain ? D'où vient-il ? ». Mais les réponses oscillent entre la science certaine de l'accompli et l'exploration incertaine du futur. Le concept de la nature domine l'ensemble. Restituer la société et par conséquent « l'urbain », comme nous dirions, dans la nature comme contexte et mieux encore comme source et profondeur originelle, ne serait-ce pas le sens du projet d'Engels et de son inspiration fouriériste ? Ici, encore, la controverse a pu entraîner Engels sur le terrain de l'adversaire. Il a combattu Schelling, ce philosophe romantique de la nature, le penseur par excellence du fondement ontologique cherché du côté de l'originel : la terre-mère, la matrice. Frédéric Engels ne veut pas couper le cordon ombilical ; il ne veut pas davantage qu'il se dessèche. L'échange pour lui doit se perpétuer, rester ou redevenir organique. Ne retrouve-t-il pas, dans un accord fondamental, à la fois Marx et Fourier ?

Ici les interrogations se pressent. Ces affinités implicites ou explicites sont-elles essentielles à la pensée marxiste ? Faut-il aujourd'hui mettre l'accent sur elles, ou sur le caractère révolutionnaire de la grande industrie ? Si la thèse du rapport vivant et perpétuel entre le social et le naturel propose une vérité essentielle, n'est-il pas déjà trop tard ? D'où vient l'échec (apparent tout ou moins) de cette vérité ? Le modernisme ne consiste-t-il pas dans la transgression, dans la destruction peut-être de cette vérité ? Faut-il concevoir la société urbaine, à partir de Marx et d'Engels, ou transgresser leurs thèses ou les compléter, ou trouver autre chose ?

La re-lecture attentive du grand livre d'Engels confirme, si l'on peut dire, ces perplexités. La systématisation engelsienne, commandée par le concept de la Nature (le seul peut-être qui

puisse ordonner, explicitement ou implicitement, une systématisation philosophique) efface certaines distinctions marquées par Marx, certaines différences indiquées par lui. L'économie politique, « science des lois qui régissent la production et l'échange des moyens matériels de subsistance dans la société humaine » (p. 179) n'implique plus son envers ou revers : la critique de l'économie politique. Toutes les époques, toutes les sociétés, tous les modes de production ont une « base » économique, qui semble pour Engels les expliquer. Il ne distingue donc pas, comme Marx, les catégories (concepts) historiques des catégories (concepts) économiques. L'économie politique et l'histoire se mêlent jusqu'à se confondre, car l'économie politique « traite une matière historique, c'est-à-dire d'abord les lois particulières à chaque degré d'évolution de la production et de l'échange, et ce n'est qu'à la fin de cette étude qu'elle pourra établir les quelques lois tout à fait générales qui sont valables en tout cas pour la production et l'échange ». Comme la philosophie, l'histoire de la philosophie et l'histoire en général, tout devient économique chez (Engels. L'histoire se résorbe dans l'économie politique ; le projet révolutionnaire, en tant qu'affranchissement par rapport à l'économique perd son sens et son ampleur. Encore qu'il les conserve par rapport à la division du travail.

Première conséquence : l'histoire de la ville, reprise par Engels, ne reçoit pas le même éclairage que dans les *Grundrisse*. Mettant l'accent sur les concentrations urbaines, Engels lie l'histoire de la ville à celle de la technique, de l'armement et de la lutte armée : « Les armes à feu furent dès le début les armes des villes et de la monarchie montante, appuyée sur les villes, contre la noblesse féodale » (p. 200). De ce fait et simultanément, l'infanterie remplaça la cavalerie comme force principale des armées : dans les villes, et parmi les paysans libres, se créaient au Moyen Age les conditions de base d'une infanterie aguerrie (id., P. 449). Ce fut ainsi qu'à travers les villes, « le travail silencieux des masses opprimées » ruina l'ordre féodal puis le balaya. « Dès le XVème siècle, les bourgeois des villes étaient devenus plus indispensables à la société que la noblesse féodale... Les besoins de la noblesse elle-même avait grandi et s'étaient transformés au point que, même pour elle, les villes étaient devenues indispensables » (p. 443).

Le passage de la communauté originelle (de sang, de famille, de coutume) à la commune urbaine, la montée de celle-ci, son passage de réalité dominée au statut de réalité dominante, le long conflit entre la ville et la campagne, sont quelque [95] peu schématisés par Engels. Alors que Marx, dans les *Grundrisse*, les avait analysés finement, en tenant compte des multiples différences et situations dans le processus historique (global). Pourtant, Engels enrichit et complète son



schéma économique par ses vues sur les luttes armées. Il combat l'apologie inconditionnée de la violence chez Dühring en mettant à sa place, dans l'histoire, cette violence, en tant qu'accoucheuse des sociétés. La grande révolution médiévale, celle des serfs et des communes, celle qui ouvre l'histoire européenne, apparaît chez Engels avec toute son ampleur, comme lutte géante, tantôt silencieuse, tantôt sanglante. L'accent mis par Engels sur l'économique ne l'entraîne pas dans l'économisme. Paradoxe : c'est peut-être Marx qui, poursuivant la critique dialectique de l'économie politique, n'insiste pas assez sur les luttes réelles et les représente au long d'un processus de croissance organique, quasi spontanée. Quant à Engels, schématisant le processus, il le dialectise en montrant les conflits qui vont jusqu'au paroxysme : la guerre.

Seconde conséquence, plus surprenante encore. Quand Marx pousse à la limite son raisonnement théorique, où va-t-il et que rencontre-t-il ? Le règne des fins. Parmi ces fins et les enveloppant, ou les supposant, au-delà des fins partielles, si l'on peut dire (celle du capitalisme de l'État, de la rareté, de la philosophie, de l'histoire, de la famille, etc.) on a précédemment souligné celle du *travail*. La fin du travail, quel paradoxe chez celui qui a découvert l'importance du travail et passe avant tout pour le théoricien de la classe ouvrière ! Et cependant, nous le savons déjà, l'automatisation de la production permet d'envisager la fin du travail producteur. Possibilité théorique et pratique ? Incontestablement. L'enchaînement postérieur des découvertes techniques a pleinement confirmé les vues de Marx. Impossibilité ? Certainement, dans les cadres du capitalisme et même au cours de la fameuse « transition » vers une société socialiste ou communiste. Utopie donc, mais utopie concrète, possibilité qui éclaire l'actuel et que l'actuel éloigne dans l'impossible. A notre sens, une des plus grandes forces de la pensée marxiste, impossible à réduire, difficile à « récupérer », réside dans cette « prospection » effectuée par Marx dans le milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle. *Le travail n'a pour sens et pour but que le non-travail*. A côté de cette proposition, établie sur un fondement solide, celui de la critique de l'économie politique, les échecs du socialisme qui se prétend marxiste ne pèsent pas très lourd. Peut-elle jeter un jour nouveau sur l'avenir, sur la réalité urbaine, sur le dépassement de la ville et de la campagne ? Peut-être, en tant que point de départ d'une recherche nouvelle. Ce n'est pas ici le lieu de l'exposer. Ce qu'il convient de souligner, c'est qu'Engels passe à côté du paradoxe de l'avenir. Qu'est-ce qui emprisonne et limite sa pensée ? Sa tendance à la systématisation ? A l'ontologie ? Au naturalisme ? Au fouriérisme le plus séduisant ? L'un n'interdit en rien l'autre. Toujours est-il qu'Engels n'envisage pas de surmonter la division du travail par le non-travail (la fin du travail) mais de rendre le travail libre et attrayant. « Le vieux mode de production doit

donc forcément être bouleversé de fond en comble et surtout la vieille division du travail doit disparaître. A sa place doit venir une organisation de la production... dans laquelle, de fardeau qu'il était, le travail devient un plaisir » (p. 333). La socialisation des forces productives, l'élimination des entraves, perturbations, gaspillages permettent dès, maintenant de réduire le temps de travail et de métamorphoser le travail. « Ce n'est plus une fantaisie, un vœu pieux ». La civilisation, distinguée inévitablement pendant des siècles de la société, rejoindrait enfin celle-ci. Une société qui organise humainement ses forces productives, « selon les lignes grandioses d'un plan unique » peut opérer cette transformation, et permettre « à l'industrie de s'installer à travers tout le pays, avec cette dispersion qui est la plus convenable à son propre développement, au maintien ou au développement des autres éléments de la production » (p. 335). Ne serait-ce pas ici que la pensée engelsienne, et son utopisme désavoué, retrouve sa cohésion ? Et qu'elle diffère, pour le meilleur et pour le pire, de son audacieux compagnon, le « finalisme » marxiste, grand utopisme à long terme ?

## Les institutions de la société « post technologique »<sup>5</sup>

Le Musée d'Art moderne (New York) a pris, en 1971, l'initiative d'une réflexion prospective. Comme on le sait, les plus lucides parmi les Américains ont abandonné l'idée d'une croissance économique indéfiniment poursuivie, idée qui reste celle des dirigeants politiques. Pour ces analystes de la société américaine, celle-ci doit traverser un seuil (avec ou sans révolution dans l'acception européenne du terme) et passer à un stade supérieur. Dans la « nouvelle société », le productivisme sera dépassé et la croissance contrôlée, orientée, de même que l'emploi des techniques (informatique, cybernétique, missiles et fusées, etc.) Il n'est pas concevable que chaque famille américaine aisée possède trois, puis quatre, puis dix voitures, dix puis vingt postes de télévision, etc. La future société ne sera plus la « société industrielle », mais une *société urbaine*. Elle commencera par résoudre les problèmes de la ville américaine, actuellement sous-estimés, formulés en termes d'environnement...

Pourquoi le Musée d'Art moderne ? Parce que le groupe d'intellectuels qui dépend de la Fondation [100]Rockefeller ou qui l'entoure estime que l'Université ne répond pas à cette mission. Leur projet va jusqu'à prévoir la création d'une Université nouvelle, centrée sur les problèmes architecturaux et urbanistiques, qui serait entourée d'une ville expérimentale.

En 1971, les promoteurs de ce projet ont envoyé à d'éventuels participants un volumineux cahier noir, présentant une première élaboration théorique. L'intérêt de ce document vient de ce qu'il utilise, non sans quelque confusion, les concepts marxistes (superstructure, idéologie, etc.) en même temps qu'une terminologie et des concepts non marxistes (système de valeurs, etc.). Le terme « design », employé à l'américaine, y est chargé de sens et d'espoirs. Le « designer », véritable démiurge, serait capable de modifier l'environnement, de créer un espace neuf, à condition qu'on lui fournisse des « valeurs » nouvelles. Le « design »

<sup>5</sup> Le symposium du Museum of Modern Art à New York (8 et 9 janvier 1972).

de la Liberté aurait une mission, celle d'incarner ces valeurs et de rétablir la correspondance entre les superstructures et la morphologie spatiale de la société.

En janvier 1972, a eu lieu au Museum of Modern Art, un symposium consacré à l'examen du projet. Une cinquantaine d'invités, la plupart de réputation internationale, avaient été pressentis, y compris des linguistes (Jakobson), des écrivains et des poètes (Octavio Paz, H. N. Enzensberger), des philosophes (Michel Foucault), des sémiologues (Umberto Eco, Roland Barthes), des sociologues, etc. Une trentaine seulement ont effectivement assisté au symposium, parmi lesquels quatre enseignants ou ex-enseignants de la Faculté de Nanterre, U. E. R. de sociologie (Jean Baudrillard, Manuel Castells, Alain Touraine, Henri Lefebvre).

La première séance commença par un discours d'Emilio Ambasz, directeur du projet, qui le présenta. Elle fut marquée par la lecture d'un magnifique poème d'Octavio Paz sur sa ville, « Mexico », lu et commenté par l'auteur. Ensuite eut lieu un premier « panel », sur la Loi et la Valeur, animé par un juriste, Ronald Dworkin, Professor of jurisprudence, Oxford. Il montra comment se pose, dans les pays anglo-saxons, le problème de la transformation sociale : on ne peut rien faire sans changer la Loi, suprême Valeur, mais dès que la Loi est ébranlée, on ne sait où l'on va et le pire est à craindre. Autrement dit, impossible de rien changer sans tout changer ; mais comment tout changer sans commencer par un commencement, sans mettre en question la clé de voûte de la société, donc sans se lancer dans une entreprise révolutionnaire non dépourvue de risques ? L'imperturbable logique d'Anatol Rappoport accentua le dilemme et creusa l'alternative au lieu de l'atténuer.

Le second « panel » donna lieu à une vive discussion entre spécialistes des sciences destinées à entrer dans le cadre de la Nouvelle Université et à intervenir dans la création de la Ville expérimentale. Les *sémiologues* (Umberto Eco, Gillo Dorfles, tous deux Milanais) furent soumis à une critique violente et d'ailleurs procédèrent (du moins Umberto Eco) à une sorte d'autocritique. « Rendre signifiante la nature, et rendre naturels les signes », déclara Dorfles, comme mot d'ordre. Cette sémiologie se trouva prise entre deux feux : d'un côté, les « réalistes », dont M. Schapiro, et les économistes, rappelèrent les données pratiques de la construction, de la constitution d'une ville ; de l'autre, des « gauchistes » et « ultra-gauchistes » montrèrent que les signes et significations provenaient inévitablement, aujourd'hui, de la société déchue et condamnée. Ce que démontra brillamment Jean Baudrillard, non sans y joindre quelques remarques du plus beau noir sur la « pulsion de mort » inhérente à tout projet actuel. Quant à

Castells, il déclara que l'intervention massive, donc révolutionnaire, du peuple, est indispensable à toute transformation sociale, y compris celles de la façon de vivre, de la ville et de son espace.

Le troisième « panel » fut dominé par un discours de Christopher Alexander ; il expliqua pourquoi il abandonnait ses ambitions et desseins antérieurs, l'architecture paramétrique, l'application de la cybernétique à la construction ; l'expérience décisive, pour lui, semble avoir été le conflit entre les étudiants et le Sénat d'une grande université américaine, alors que lui, architecte choisi pour son audace, devait réaménager le campus. Les dirigeants voulaient imposer aux étudiants et à l'architecte une séparation du campus en espaces spécialisés, alors que les étudiants réclamaient des espaces polyfonctionnels et refusaient notamment un lieu unique, exclusivement consacré au repos et au loisir. Ecœuré, le jeune et brillant théoricien de l'architecture adopta de ce fait l'idée que l'on ne peut élaborer un espace que pour une communauté concrète (concept que devait développer, au cours de la dernière séance, Suzanne Keller). En conséquence, C. Alexander adopte le bouddhisme et la doctrine Zen et quitte l'Amérique pour construire ailleurs la morphologie spatiale adéquate à une vie communautaire de ce type.

Il s'ensuivit une discussion aussi vive et aussi longue qu'obscur, que le discours d'Hannah Arendt ne parvint pas à clarifier.

La dernière séance devait tirer quelques conclusions de l'ensemble des débats. Alain Touraine exposa avec une éloquence persuasive sa thèse : l'Université doit produire de la connaissance et non de l'idéologie ; rôle qu'actuellement l'Université n'assure pas consciemment. Allant encore plus loin, Martin Pawley incrimina les techniques de manipulation et la militarisation des universités, comme réponse autoritaire à la contestation des étudiants, dans la plupart des pays.

De ces discussions, dont ce bref résumé trahit la richesse et la confusion, J. Tabibian (California Institute of the Arts), tira des conclusions optimistes en ce qui concerne l'avenir du projet, Université nouvelle et Ville expérimentale.

Le sens de cette rencontre ? Il y en a plusieurs. A coup sûr, le mot d'ordre : « Sauver la ville » va dominer la vie politique, scientifique, culturelle des États-Unis pendant une période qui commence et sera longue. Le projet (Université et Ville), pris en charge par une puissance économique et financière, peut avoir des incidences multiples. Mais ce qui paraît résulter de ces

débats, c'est d'abord le désarroi, l'aveu d'impuissance, venu aussi bien des sciences spécialisées et des savants (les économistes, les sociologues, les sémiologues) que des autorités dites compétentes. Aux États-Unis, on ne sait trop comment s'y prendre avec « la ville », et l'on est prêt à accueillir les suggestions des Européens, voire des marxistes.

Voici le texte complet d'une communication sur « l'espace, la production de l'espace, l'économie politique de l'espace », qui n'a été que résumée au symposium de New York, faute de temps.

## **L'espace, la production de l'espace, l'économie politique de l'espace**

### ***I. Introduction***

Les sciences particulières (parcellaires) traversent une crise aux multiples raisons. Étroitement spécialisés, leurs tenants en sont venus à se justifier en tant que spécialistes, à se légitimer par des philosophies tantôt imprudentes, tantôt outrecuidantes. Elles en viennent à construire leurs objets (des objets abstraits : modèles, simulations) qui échappent à la critique parce qu'ils échappent à la confrontation. Enfin et surtout il y a une mutation du « réel » lui-même.

Il s'agit, bien entendu, des sciences dites sociales.

Elles eurent, chacune à son tour, des ambitions immenses : s'ériger en science des sciences (cf. l'économie politique, l'histoire, la sociologie, la psychologie, la linguistique...), devenir clé et vérité d'un savoir dominant — fournir le levier ou l'axe d'une transformation de la société, d'une rationalité nouvelle.

Les échecs sont aussi multiples que les tentatives : échecs pratiques (dans l'action régulatrice ou transformatrice du réel) — échecs théoriques (dans la constitution d'une dominance, dans l'élaboration d'une cohérence).

[105] L'hypothèse ici présentée est double :

a) Le « réel » social change parce que les activités productrices et les formes de ces activités se modifient. De la production de choses *dans l'espace* (de sorte que l'espace, indirectement produit, se constituait comme collection, somme ou ensemble d'objets), on passe à la production directe *de l'espace* comme tel.

b) Cette production ne relève plus du même savoir, dispersé, disséminé en « disciplines ». Une science prend forme, qui peut regrouper autour d'elle des sciences particulières, modifiées et re-centrées : anthropologie de l'espace, psychologie et psychanalyse de l'espace, histoire de l'espace (ou plutôt de l'espace-temps), sociologie de l'espace et du temps, etc.

## ***II. Crise de l'économie politique***

1. Elle est aujourd'hui manifeste et publique, encore que soigneusement dissimulée et travestie par les intéressés : les économistes.

Elle entre dans la crise générale des sciences dites sociales. L'économie politique a échoué pratiquement et théoriquement, mais cet échec permet d'ajouter quelques traits à la description de la crise.

2. Cette crise diffère de celle de la linguistique ou de l'histoire. La linguistique a misé sur une opposition, transformée en dogme et centre autoritaire de la connaissance, l'opposition « signifiant/signifié » (Saussure et son école). Or, on s'aperçoit que la notion de *valeur* joue un rôle décisif, même en linguistique, de façon spécifiée : la *valeur* se rattache à la polysémie de tous les mots ; le rapport « signifiant/signifié » n'est pas univoque et dépend de « valeurs » qui ne sont pas seulement des connotations, des éléments d'un second degré, mais des ensembles spécifiques. Quant à l'histoire, elle tombe sous une critique réactive qui nie l'historicité, et sous

une critique active qui la situe en montrant que le monde moderne entre dans un « temps » mondial qui ne se conçoit plus selon la vieille historicité mais selon le concept de « stratégie ».

3. L'ensemble de ces sciences se situait sans le savoir (et c'était « l'impensé » de la réflexion épistémologique elle-même) dans la *re-production des rapports de production* de la société existante. Chaque savant acceptait telle ou telle donnée partielle de cette reproduction, s'y insérait, y contribuait. Notamment l'économiste, sans oublier les sociologues depuis Max Weber et Durkheim. L'économie politique, elle, contenait une idéologie et même l'idéologie principale de cette période : productivisme, théorie de la croissance indéfinie dans le cadre socio-politique du capitalisme, modèles de croissance adaptés au capitalisme d'État et à la politique des organisations nationales (depuis peu : internationales). *La crise, sous cet angle, signifie que la reproduction des rapports de production vient au jour, se découvre comme telle.* Ce qui veut dire que le savoir se reconstitue sur de nouvelles bases. Et déjà par la critique radicale des sciences existantes, de leur *contribution aveugle* à la reproduction des rapports de production...

4. Ces échecs des économistes, vus de près, indiquent encore mieux leur sens. En fait, ils ont confondu l'économie politique comme science et la politique économique comme pratique, technique, actes de pouvoir. Leurs « modélisations » ont été destinées, de plus en plus consciemment, avec un raffinement de mieux en mieux élaboré, à servir la puissance étatique, à définir sa finalité (apparente). C'est ainsi qu'ils ont associé le productivisme et l'hypothèse de la croissance indéfinie à l'action de la puissance dite publique (celle des pouvoirs « légitimes », notion acceptée sans critique par la plupart des « savants »). Sur ce plan, celui de l'État, de la productivité, de la croissance indéfinie, l'économie politique prétendument scientifique a engendré ses contradictions propres, par exemple l'incapacité reconnue à construire un « modèle » garantissant la croissance contre l'inflation et contre le chômage, établissant la possibilité d'une croissance « harmonieuse » dans les cadres existants. De plus, à la croissance contrôlée et garantie par l'État, à l'élaboration idéologique-scientifique de l'esprit d'organisation et d'entreprise, correspond un *chaos spatial* de plus en plus évident et intolérable. Les économistes ne jetaient sur ce chaos qu'un regard distrait, le laissant à d'autres spécialistes : géographes, aménageurs, etc. Ainsi leurs modélisations et simulations ont tourné à la catastrophe.

5. En même temps, l'empirisme économique supplantait la « science ». Dans le domaine économique, les études de marché et de motivations ont permis de dominer dans une certaine mesure le marché. La publicité a permis de manipuler les besoins. La prospective a pu définir un



horizon, moyennant l'acceptation de quelques postulats (croissance indéfinie, connaissance des besoins, etc.). La recherche opérationnelle et l'informatique de gestion ont perfectionné ces processus, réduisant à peu de chose les efforts et apports des économistes.

*Une pratique économique, inhérente à la pratique sociale et politique du capitalisme d'État (et peut-être du socialisme d'État) se substitue ainsi à une scientificité défailante. Elle a sa cohésion pratique, sinon sa cohérence théorique.*

6. L'économie politique s'est voulue « science de la production » dès qu'elle ne se contentait pas de dénombrements, de constats accidentels, de descriptions plus ou moins psychologiques (les besoins, les « propensions », les tendances des consommateurs, etc.) Or, elle ne pouvait se constituer en science de la production, car les rapports de production lui échappaient. Avec eux, les autorégulations (spontanées, aveugles) du mode de production capitaliste.

Ici on retrouve la grande idée de Marx : la connaissance scientifique de la société existante coïncide avec la critique de cette société, avec la réfutation de ses idéologies, avec l'analyse cohérente de ses contradictions.

Pourtant, cette idée ne peut aujourd'hui se reprendre telle quelle, puisqu'il y a une *pratique de la production* (qui a permis à la « production » capitaliste, aux « entreprises » d'atteindre une efficacité, en dominant dans une certaine mesure l'effet des hasards et des fluctuations). D'autre part, la vulnérabilité du capitalisme à l'échelle mondiale, au niveau de la compétition des capitaux, du rôle de l'or, de la formation d'un taux de profit moyen planétaire, reste grande et mal connue, même des économistes se disant marxistes !

Science de la production ? Oui, si l'on veut, mais *production de quoi* ? La production des choses (objets, marchandises) commence à être connue, mais en même temps le concept de chose, d'objet, de produit, s'obscurcit.

7. *La sectorialisation de l'économique*, ou plus exactement de la pratique ainsi constituée (mal unifiée par une « science » qui n'en prétend pas moins à la cohérence, ce qui lui interdit de reconnaître la fragmentation) est curieuse et intéressante. Elle a éclaté en secteurs. Tout se passe comme s'il y avait des productions différentes : l'agriculture, la production industrielle des produits lourds (acier, pétrole, etc.), la production d'objets uniques ou rares, relevant d'un

artisanat supérieur : les fusées et missiles, les prototypes d'avion, etc., et enfin la production d'objets pour la consommation. Ce qui correspond à la fois à une pression considérable du marché mondial et à une désagrégation de ce marché.

8. Une abstraction croissante de « l'objet » isolé, des « modèles » séparés et concepts « opératoires », ne va-t-elle pas avec l'apparition d'un nouveau *concret* : l'espace, la connaissance, la pratique de l'espace (avec un double aspect : annulation des distances par l'instantanéité de l'information — domination et re-production dans la pensée des espaces par ces procédés qui les annulent : informatique, cybernétique, techniques des transmissions et communications ? Ce qui annonce une dialectisation nouvelle et paradoxale de la connaissance et du « réel ».

### ***III. La promotion de l'immobilier et la mobilisation de l'espace***

1. L'analyse critique de la re-production des rapports de production montre comment le capitalisme réussit depuis un siècle à maintenir ses rapports spécifiques de production. Il y est parvenu malgré ses échecs à l'échelle stratégique ; bien que <sup>[110]</sup>des pays entiers aient été soustraits aux rapports de production capitalistes (URSS, Chine, Cuba, etc.) la pression du marché mondial sur ces pays continue.

2. Le capitalisme et la bourgeoisie comme classe agissant à l'échelle stratégique n'ont pu maintenir pour l'essentiel les rapports déterminés de production qu'en les modifiant. La thèse d'un pur et simple « re-doublement », d'une répétition pure et simple, d'une simple accentuation de ces rapports par l'idéologie et la contrainte, ne correspond pas aux faits et ne les explique pas. Il y a eu croissance des forces productives, au prix de la destruction d'une partie de ces forces (du côté « nature », et par les guerres). Le capitalisme s'est étendu en se subordonnant ce qui lui préexistait : agriculture, sol et sous-sol, domaine bâti et réalités urbaines d'origine historique. Il s'est également étendu en constituant des secteurs nouveaux, commercialisés, industrialisés : les loisirs, la culture et l'art dit « moderne », l'urbanisation. Entre ces extensions, il y a à la fois concordances et divergences, unité non sans contradictions (nouvelles, à mettre au jour). Donc, *le capitalisme ne s'est maintenu qu'en s'étendant à l'espace entier* (en débordant les

lieux de sa naissance, de sa croissance, de sa puissance : les unités de production, les entreprises, les firmes nationales et supranationales).

3. S'il en est ainsi on pourra dire, on peut déjà dire de l'espace (soit d'un segment, soit d'un ensemble spatial) ce que Marx disait et montrait de chaque *chose* produite : elle contient et dissimule, en tant que chose, des rapports sociaux. Ce paquet de sucre n'est pas seulement un paquet de tel poids, destiné à sucrer le café et le thé. Ce n'est pas seulement une matière payée avec telle somme d'argent. Le paquet et l'argent qui l'a payé impliquent des rapports sociaux, notamment le rapport « travail-capital », le salaire et la plus-value, à la fois exprimés, voilés, aliénés (réifiés) par les choses, l'argent et la matière, l'abstraction et le fait pratique. *De même aujourd'hui, le moindre espace* (sauf celui qui est voué à la perpétuation de la « nature » et encore le sens d'une telle réservation confirmerait-il, si on le regardait de près, la précédente appréciation...)

4. L'« immobilier », dans le capitalisme, n'eut longtemps qu'une importance mineure. Le sol appartenait aux débris d'une classe vaincue, les propriétaires fonciers, classe en tant que telle d'origine féodale. Branche de production d'abord subordonnée, presque artisanale, la construction avait jadis moins d'importance que la production de l'acier ou du sucre (malgré l'adage : quand le bâtiment va, tout va). Or, la situation de cette « branche » a complètement changé, et pas seulement dans les grands pays industriels. Il ne suffit pas de rappeler, pour expliquer ce fait, les phénomènes généraux d'urbanisation, l'extension des villes, les progrès techniques, etc. Il faut montrer comment et pourquoi le capitalisme a pris possession du sol, de l'espace. D'où la tendance de ce qui fut jadis l'« immobilier », désormais *mobilisé* (constructions, spéculations) à devenir *central* dans le capitalisme, parce qu'industrie nouvelle, moins soumise aux entraves, saturations, difficultés diverses qui freinent les anciennes industries. Cette tendance, pourtant, est contrariée. L'« immobilier » se voit rappelé à l'ordre, c'est-à-dire à un rang subordonné, car l'afflux des capitaux dans cette branche — autant que les abus spéculatifs — tend à dérégler les mécanismes régulateurs plus ou moins spontanés ou contrôlés du capitalisme. De telle sorte que l'« immobilier » (production et spéculation) oscille entre une fonction subordonnée de relance économique, une fonction de diversion, une fonction de régulation, une fonction dominante. Selon les moments, les pays, etc. Il entre dans l'*inégalité générale* des secteurs, des croissances, des situations économiques.

5. Cependant, ce secteur privilégié a peut-être une fonction essentielle : la lutte contre la tendance à la baisse du profit moyen. La construction (privée ou publique) a rapporté et rapporte encore des profits supérieurs à la moyenne. La spéculation n'entre pas dans ce calcul mais s'y superpose ; en elle et par elle, à travers une médiation — l'espace — *l'argent produit de l'argent*. Ce qui provoque, malgré les risques, l'enthousiasme du capitaliste, qui voudrait bien se passer de ces tristes exigences : produire des choses, les vendre malgré les difficultés.

L'investissement dans l'immobilier et les constructions privées et publiques (dans *la production de l'espace*) se révèle fructueux car cette production comporte encore, et pour longtemps, une proportion supérieure de *capital variable* par rapport au *capital constant*. Et cela malgré les investissements considérables et les progrès techniques. Les terrassements et travaux de gros œuvre occupent une nombreuse main-d'œuvre (et notamment de la main-d'œuvre dite « étrangère »). D'où un taux de profit supérieur et la formation d'une masse de plus-value dont une partie revient aux « entreprises ».

Quant aux difficultés venant de la trop lente obsolescence des produits (les bâtiments, les monuments, les « infra-structures », routes, autoroutes, high-ways et park-ways, etc.), c'est-à-dire la tendance au ralentissement de la rotation du capital et les problèmes de crédit, elles donnent lieu à de multiples procédures, d'une grande complexité, qui se traitent entre les « agents » : propriétaires, promoteurs, pouvoirs publics, collectivités locales, banques et organismes de prêt, architectes, etc. Sans oublier complètement les « usagers... ».

6. *L'espace instrumental* (c'est ainsi que les spécialistes le nomment. Cf. Françoise Choay, *Connexions*, Paris, 1972, p. 30 et sq.) est produit et manipulé comme tel par les technocrates, au niveau du global, de l'État, des stratégies. Il porte le nom bureaucratique d'« aménagement du territoire ». Ce n'est qu'une abstraction. D'un côté, il renvoie à l'historique, sur les ruines duquel il s'établit, ainsi qu'à l'anthropologique, voire à la pré-histoire. Mais d'autre part, seuls les intérêts dits « privés », ceux des promoteurs et des banques, lui confèrent une existence pratique : ils s'en saisissent ; eux, eux seuls, se servent de l'instrument que l'État leur fournit ; ils disposent des moyens, maîtres du terrain (malgré quelques obstacles institutionnels). Ce que montrent mal les théoriciens de l'« espace instrumental », qui éludent ainsi une série de questions concernant la production de l'espace et ses contradictions internes-externes. En effet, les « promoteurs » eux-mêmes renvoient à quelque chose de plus : les techniques, les forces productives, dont ils disposent et sont les maîtres occasionnels.

7. La lutte contre l'obsolescence trop lente des produits, contre la rotation ralentie du capital, contre les risques du crédit immobilier, etc., donne lieu aux pratiques et techniques déjà mentionnées. Il faut souligner que ces pratiques vont très loin, par exemple jusqu'à des constructions et destructions inutiles. Et cela notamment dans le centre des villes (à New York plus encore qu'à Paris). La mobilisation de l'espace devient frénétique et pousse à l'autodestruction des espaces produits. L'investissement déchaîné du capital ne peut se ralentir sans chercher des terrains, des territoires, des zones nouvelles. Ou des compensations.

Ici encore la stratégie ou plutôt les stratégies de la classe dominante se révèlent dangereuses, pleines de risques, détruisant le possible et l'avenir, en les soumettant à des intérêts momentanés, à court terme.

#### *IV. Vers l'économie politique de l'espace*

1. La critique de l'économie politique, chez Marx, ne se borne pas à quelques remarques dépréciatives ; les « classiques », Smith et Ricardo au premier plan, ont tenté une analyse théorique (scientifique) de la « base » de la société bourgeoise ; ils n'ont pas été jusqu'au bout de leur tentative ; leurs successeurs ont rabaissé le niveau de la pensée jusqu'à l'apologie de la société existante, jusqu'à l'idéologie maquillée en science.

Marx a poussé plus loin cette critique. L'économie politique, telle qu'elle se constitue dans les cadres de la société existante, a un sens profond. S'il y avait abondance de biens, il n'y aurait pas d'économie politique. Se voulant étude objective de la consommation, ou des besoins, voire de la production, l'économie politique n'est jamais analyse de la production, car cela mènerait les économistes à concevoir les conditions de l'abondance, dans une autre société. Ils sont d'après Marx les hommes de <sup>[115]</sup> la pénurie ; ils étudient des raretés (relatives, bien entendu), les « biens ». Ils contribuent à la répartition de cette pénurie ; leur pseudo-science recouvre une connaissance concrète, qui porte sur les biens rares, momentanément ou durablement ; c'est la connaissance, mal élaborée mais utile, des insuffisances de la production, de ses limites. L'économie est politique en ce sens : elle permet aux hommes de l'État de répartir les pénuries,

de sorte que cette « distribution » s'accomplisse sous les masques de la justice, de l'égalité, de la liberté, et même de la fraternité. Ainsi les économistes, volontairement ou non, consciemment ou non, complètent les effets spontanés et aveugles de la loi de la valeur : la répartition (dans l'espace) des forces productives encore limitées dans la société (bourgeoise, capitaliste). La gestion tend à la croissance, mais sous le contrôle de la bourgeoisie, en dissimulant les côtés négatifs de la situation, en les faisant apparaître comme positifs, et constructifs. De toute façon, les biens abondants ne relèvent pas de l'économie : on en use sans qu'ils aient ni valeur d'échange ni « valeur » d'usage, au sens strict du terme : l'eau, l'air, la lumière, l'espace.

2. Or, qu'est-il advenu depuis le temps où Marx écrivait sa critique fondamentale de l'économie politique ? Qu'arrive-t-il aujourd'hui ? Ceci, entre autres : les biens qui jadis étaient rares deviennent abondants, ceux qui étaient abondants se raréfient. Ce n'est qu'un processus en marche, mais puissant, et irréversible. Le pain, symbole, en Europe, pour les époques et les pays pauvres, de la nourriture et des choses précieuses (« donnez-nous aujourd'hui notre pain quotidien ») a perdu cette qualité, ou propriété : la rareté. Les produits agricoles, dans les pays développés, deviennent abondants ou surabondants (c'est-à-dire en état de surproduction, tantôt latente, tantôt déclarée : stockages, destructions cachées ou non). Cette situation évidente à l'échelle mondiale n'empêche pas les souffrances de centaines de millions d'êtres humains dans les pays dits « sous-développés » ; ils souffrent de la faim en général ou des faims spécifiques (protéines, etc.). Les pénuries y persistent. Ce qui explique la reconduction d'un certain nombre de problèmes relevant de l'économie politique « classique » et qu'on retrouve dans l'œuvre remarquable de François Perroux. Simultanément, les biens autrefois abondants deviennent rares. Inégalement, bien entendu. L'eau, par exemple. Dans beaucoup d'endroits, il faut la ménager ; les réserves souterraines s'épuisent, la nappe phréatique baisse ; ou bien encore, les eaux, même protégées en apparence, se polluent. Dans quelques contrées il faut produire de l'eau en traitant l'eau de mer. Dans nos pays, l'eau devient rapidement un produit industriel (eaux minérales, eaux de table) parce que les eaux fournies par les moyens habituels ne conviennent plus à la consommation. On voit poindre le moment où l'air sera filtré au-dessus des agglomérations, autour des villes. En fait, il est déjà un produit industriel dans « l'air conditionné ». De même pour la lumière. Ces biens, il faudra de plus en plus les *produire*. Ce vaste phénomène, les nouvelles raretés, est encore méconnu. Des phénomènes importants mais superficiels (pollution, détérioration de « l'environnement » et de la nature) masquent des modifications encore plus graves. Les « éléments » perdent leur nature.

3. Les « éléments », avec leurs enveloppes spatiales, prennent donc *valeur* (d'échange et d'usage). Ils entrent dans les circuits des échanges : production-répartition-distribution. Ils font partie des richesses, et par conséquent relèvent de l'économie politique. Mais ce n'est plus l'économie politique *classique*, celle qui s'occupait des « produits » au sens courant du terme : choses, marchandises, objets correspondant à des besoins factices ou réels. Les nouvelles pénuries ne ressemblent pas aux anciennes raretés car leur origine et leur site dans l'espace ont beaucoup plus d'importance qu'autrefois les « matières premières » ; moins étroitement localisées, elles se situent dans l'espace entier, cet espace que d'ailleurs occupe entièrement la reproduction des rapports de production.

Considérons maintenant cet espace. Pris absolument, peut-on parler de rareté ? Non. Il s'ouvre de tous côtés. Les techniques permettent de « construire » ce que l'on voudra, aussi bien à la surface qu'au fond des mers, dans les déserts et les montagnes, voire dans les espaces interplanétaires. Les informations sur n'importe quelle région de l'espace peuvent se concentrer en un point quelconque où l'on installera un ordinateur de performance suffisante ; et l'on transportera où il faudra l'acier et le béton. La pénurie d'espace ne s'observe que dans des « lieux » définis : au voisinage des *centres* qui se maintiennent dans les centralités historiquement réalisées ou s'établissent en dehors d'elles.

4. La question de la *centralité* n'est pas des plus faciles. Pour la saisir, pour la résoudre théoriquement, le recours s'impose à une méthode dialectique portée à un niveau plus élevé qu'auparavant (au temps de Marx). La condamnation prématurée et somme toute grossière de cette méthode plus fine que la logique interdit à toutes sortes de spécialistes, qui se croient compétents (et le sont à leur façon) l'accès de phénomènes plus subtils que les lourdes et massives cohésions qu'ils ont l'habitude de manier. Qu'est-ce que la centralité (urbaine, sociale)? Une forme, celle du rassemblement, de la rencontre, de la simultanéité. De quoi ? De tout ce qui peut se réunir, se rencontrer, se rassembler. La forme vide peut et doit se remplir. Aussi chaque époque, chaque période, chaque mode de production a-t-il suscité (produit) sa centralité propre : centre politique, commercial, religieux, etc. Actuellement, la centralisation se veut totale. Elle concentre les richesses, le pouvoir, les moyens de la puissance, l'information, la connaissance, la « culture », etc. Bref : tout. Pourtant, les centralités ont toujours péri et disparu, soit par excès, autrement dit pas « saturation », soit par défaut, par incapacité d'appeler tel « élément », soit

enfin par assaut des exclus, rejetés vers les périphéries. Tel de ces processus n'empêche pas tel autre ; exemple la Rome antique.

La tendance actuelle à constituer des « centres de décision » qui veulent *tout* réunir sur un territoire restreint, cette tendance essentielle entretient la rareté de l'espace sur le territoire considéré. La pénurie d'espace a donc des traits nouveaux ; elle est à la fois « spontanée », résultat d'un processus aveugle, d'origine historique — et entretenue, consentie, disons voulue, parfois expressément organisée. Il s'agit donc d'une *contradiction* entre l'abondance passée et possible d'une part, et la rareté effective d'autre part. Cette contradiction n'est pas extérieure aux rapports sociaux de production, encore moins à leur re-production qui implique des stratégies politiques. Elle ne se réduit pas ces contradictions « classiques » ; c'est une *contradiction de l'espace*.

Les contradictions et *conflits dans l'espace* (avec leurs implications tactiques et stratégiques) n'ont pas disparu, loin de là. Les *contradictions de l'espace* les enveloppent, les portent à un degré supérieur, les reproduisent en les élargissant. De même, la production des choses *dans l'espace* n'a pas disparu, ni un certain nombre de problèmes que pose cette production (non plus la rareté des biens produits, mais la gestion et la possession des moyens de production); pourtant, les nouvelles productions, celles des « éléments », y compris — comme on le verra de mieux en mieux — celle de l'espace lui-même, enveloppent et élargissent les problèmes de la production des « choses ».

5. Voici une contradiction surprenante, profonde entre toutes. L'espace est connu, reconnu, exploré, balisé, élaboré à des échelles colossales, en tant qu'ensemble englobant la terre et presque le système solaire. Les possibilités s'intensifient de l'occuper, de le meubler, de le remplir, de le *produire* ! Les informations affluent, dont on sait qu'elles annulent les distances, qu'elles font fi de la matérialité éparses dans l'espace et le temps. En même temps, l'espace est artificiellement raréfié pour « valoir » plus cher ; il est fragmenté, pulvérisé, pour la vente en gros et en détail. Il est le milieu des ségrégations. Les sciences parcellaires le découpent (et d'abord l'économie politique, mais aussi l'histoire, la sociologie, la démographie) et l'unité ne se retrouve qu'au cours de laborieux montages interdisciplinaires. Ou plutôt, elle ne se retrouve jamais, les sciences parcellaires ne pouvant se re-centrer qu'au prix et au terme de modifications à leur programme, à leur méthodologie, à leur épistémologie.



[120] C'est dans ces conditions que se déroule le processus déjà mentionné : « l'immobilier » et la « construction » cessent d'être des circuits secondaires et des branches annexes du capitalisme industriel et financier, pour passer au premier plan. Encore qu'*inégalement* (ce qui se réfère à la grande loi, bien connue, d'inégal développement).

La mobilisation de l'espace a des exigences sévères. Elle commence par le sol, qu'il faut d'abord arracher à l'emprise de la propriété foncière traditionnelle. Non sans difficultés et concessions (les rentes). La mobilisation s'étend ensuite à l'espace entier. Il doit recevoir une *valeur d'échange* (même approximative, même si les prix s'écartent des « valeurs »). Or l'*échange* implique et suppose *interchangeabilité*. L'échangeabilité d'un lieu, qui fait de lui une marchandise analogue à une quantité de sucre ou d'acier, exige qu'il soit comparable à d'autres lieux, et même à tous les lieux de même genre. La valeur d'échange, Marx l'a montré pour les produits-choses, s'exprime en argent. Chaque lieu échangeable figure alors dans l'enchaînement de l'offre et de la demande, les prix ne pouvant perdre toute liaison avec le « coût de production » c'est-à-dire avec les temps de travail social (moyen) nécessaire, dans le vocabulaire marxiste. Il est vrai que d'autres opérations interviennent, notamment la spéculation, pour écarter les prix des valeurs, fausser le jeu des lois (celle de la valeur, celle de « l'offre et de la demande » ou de la désirabilité en termes non marxistes).

La comparabilité indispensable a été atteinte par la production de « cellules » quasiment interchangeables. A la limite, elles le sont. « En passant d'un logement à l'autre, on a toujours l'impression de rentrer chez soi » (paroles d'un « usager »). La théorie et la pratique des « modules » permettent de répéter indéfiniment la cellule prise comme « modèle ». L'indépendance des volumes par rapport au sol originel a été littéralement « produite » par la construction sur pilotis et piliers (Le Corbusier). Mais, *en même temps*, le volume se traite comme une surface, comme un empilement de « plans », sans tenir compte du temps. Les « besoins », dont on parle beaucoup, doivent passer sous ce joug de l'espace ; en fait, ils en sont les produits au second degré, bien plus que les raisons. L'échangeabilité et ses contraintes n'atteignent pas seulement les surfaces et volumes bâtis, mais les parcours. Le tout se justifie par le plan et le dessin, par une prétendue « synthèse graphique » du corps et du geste, de l'espace et des activités (cf. A. de Villanova, in *Espaces et Sociétés*, N. 3, p. 238). Ces graphismes familiers aux architectes et urbanistes (plans, coupes, élévations, dessins, tableaux visuels animés par des silhouettes et figurines, etc.) interviennent comme *réducteurs* de la réalité qu'ils prétendent re-présenter, et qui

n'est d'ailleurs qu'une image du « mode de vie » admis, et par conséquent imposé, dans l'*habitat* (pavillonnaire, ou « grand ensemble » normal, c'est-à-dire *normalisé*). Les volumes se traitent d'une façon qui ramène l'espace au sol possédé au titre de propriété privée, malgré les efforts pour l'en détacher. Les prétendues solutions d'aménagement étendent donc aux lieux, aux gens, aux besoins, les contraintes de l'échangeabilité, présentées comme des contraintes techniques, et parfois comme des exigences de la moralité publique. L'économie a toujours rejoint un ordre moral. L'interchangeabilité entraîne donc une quantification sévère, qui s'étend aux alentours de l'habitat (espaces intermédiaires, parcours, équipements, « environnement »). Les particularités dites naturelles disparaissent dans l'homogénéisation : les sites, mais aussi les corps et la réalité physique des « usagers ». La *quantification* en apparence technique est en vérité financière !

6. *La valeur d'usage* disparaîtrait-elle ? Cette homogénéisation des fragments dispersés et commercialisés de l'espace entraînerait-elle la priorité absolue de l'échange et de la valeur d'échange ? Celle-ci se réduirait-elle à des *signes* de prestige et de standing, différences internes au système, superposées jusqu'à les absorber aux « valeurs » produites pour la vente, aux coûts de production ? Non. L'acquéreur d'espace continue à acheter de la *valeur d'usage*. Il n'achète pas seulement un volume habitable (plus ou moins), convertible et commutable avec d'autres, et seulement marqué sémiologiquement par le discours publicitaire ou par les signes visibles d'une certaine « distinction », L'acquéreur est preneur d'une *distance*, celle qui relie son habitation à des lieux : les *centres* (de commerce, de loisirs, de culture, de travail, de décision). Ces distances rendent tel lieu plus ou moins désirable ; mais ce n'est pas exactement cette « désirabilité » {qui permettrait d'introduire ici des images psychologiques, des « marginalismes ») qui joue le plus grand rôle. La consommation de l'espace diffère de la consommation des choses, non pas seulement par la taille et la quantité, mais par des caractères spécifiques. En fait, le *temps* rentre ici en scène, bien que l'espace à la fois programmé et fragmenté tende à l'éliminer. On achète un *emploi du temps*, c'est-à-dire à la fois une économie de temps (distance faible ou grande) et un agrément. L'espace enveloppe le temps. On a beau dédaigner celui-ci, il ne se laisse pas réduire. A travers l'espace, c'est un temps social qui est produit et re-produit.

La théorie d'après laquelle l'échange supplante l'usage jusqu'à l'absorber ne repose que sur l'examen d'un secteur très étroit de la production, celle d'objets pour la consommation (surtout les autos et les meubles, mais aussi, dans une moindre mesure, les vêtements, la nourriture) où *signes* et significations ont pris une importance grandissante. Signes de quoi ? De

prestige, de situation sociale, de différences à l'intérieur de la société bourgeoise. Signes pour qui ? Pour la fraction des classes moyennes, dites supérieures, qui pratique la consommation ostentatoire, qui aime à se voir et à se faire voir, qui croit imiter la grande bourgeoisie et qu'imite une partie des classes moins « aisées ». Ces couches ont une influence et une réalité socioéconomiques incontestables, mais l'étude de leurs mœurs et institutions spécifiques ne peut se généraliser qu'au nom d'un esprit de système qui outrepassa la connaissance. D'un secteur, Jean Baudrillard (cf. *Pour une critique de l'économie politique du signe*, Gallimard, 1972, recueil d'articles antérieurement publiés) conclut à l'ensemble, selon le procédé des systèmes (réduction—extrapolation). Procédé qui, de plus, propose de substituer une *logique* (sociale ou autre) à la pensée dialectique, en liquidant celle-ci. Il est clair que les autres secteurs, notamment la production industrielle lourde et celle des « objets » de type supérieur (fusées, missiles, etc.) n'entrent pas dans cette rationalisation. *De même l'économie politique de l'espace*. Par rapport à celle-ci, l'« économiste politique du signe », lorsqu'elle se veut générale et dogmatique, ne présente qu'un détournement. A peine moins lourd que la pesante systématisation tentée par l'école structuralo-fonctionalo-marxiste (L. Althusser) à propos du « mode de production », clos par leurs soins. Il n'y a qu'une logique, la logique formelle. La « logique de classe » n'existe pas ; il n'y a que des stratégies, poursuivies avec plus ou moins de rigueur et de chance. Les signes de l'espace, et — pour bien balancer la formule — l'espace des signes, ne sont que l'aspect pittoresque — visible, lisible, scriptible, donc risible — d'opérations et de réalités autrement vastes et dramatiques.

Valeur d'échange et valeur d'usage se retrouvent, dans un rapport dialectique qui ne coïncide plus avec le rapport d'opposition polaire « classique » analysé par Smith et Ricardo, et surtout par Marx au début du *Capital*. Le rapport se complexifie. Les deux pôles de la valeur se situent dans l'espace. La forme spatiale, celle du centre et de son corrélatif, la périphérie, joue un rôle. La référence au travail social (moyen), autrement dit aux coûts de production, persiste mais se relâche, en raison du caractère spéculatif qui vient de ce que le volume construit reste attaché au sol, lequel dépend d'un « propriétaire ». L'élément concurrentiel ne suffit plus à ramener les prix aux « valeurs » (à la « vérité des prix ») sans pour autant que son efficacité ait entièrement disparu. Le monopole du sol, donc de l'espace, ajoute ses effets à ceux du capitalisme monopolisateur en tant que tel.

Ce qu'on paie, avantages et désavantages, se réfère aux *rentes* (de situation, d'équipement) lesquelles dépendent du sol et de la propriété du sol, mais ne coïncident ni avec le prix du sol, ni avec son intérêt, ni avec l'intérêt du capital prêteur. De plus, l'usage du volume acquis peut, débordant la quantification monétaire stricte, se charger de significations d'ordre sémantique. De telle sorte que l'espace devient à la fois *insignifiant* par rapport aux anciens symboles et symbolismes (naturels, esthétiques, [125] religieux ou moraux), et *super-signifiant* (super-objet) par rapport aux nouveaux aspects sémiologiques des objets. Le sens des espaces produits — l'extension du capitalisme à l'espace entier — est à la fois éclatant et brouillé. D'où le « super-signifiant ». La valeur d'usage finit par se représenter en termes hiérarchisés : avantages, capacité de puissance et de rapports avec le pouvoir, milieux et lieux plus ou moins prestigieux. Elle ne disparaît pas pour autant. Des contradictions nouvelles apparaissent : entre centralité et périphérie, entre ce qui relève d'un pouvoir et ce qui lui échappe, entre les hasards de l'usage et les nécessités de l'échange, etc. Le tout dans le cadre contrôlable et contrôlé de la pénurie d'espace, en partie factice. Si l'extension et la raréfaction de l'espace peuvent figurer dans une même stratégie, elle peuvent aussi entrer en conflit.

7. L'économie politique de l'espace est bien une *économie* impliquant une *politique*, à savoir une stratégie ou plusieurs stratégies. Elle n'en est qu'à ses débuts, théoriques et pratiques ; mais la pratique, ici comme ailleurs, devance la théorie. Rien de plus normal : c'est ainsi que la théorie et les concepts ont un contenu et se vérifient (c'est-à-dire légitiment leur contenu et leur portée *critique* !)

Cette économie politique de l'espace se discerne encore mal, concepts critiques y compris, de « l'économie urbaine ». Celle-ci ne représente qu'un cas de l'économie classique et de la politique économique traditionnelle. Elle étudie, on le sait, des questions diverses dont le lien lui échappe : coûts, transports, équipements, etc. Études souvent objectives et valables, mais qui ne franchissent pas le seuil qui sépare une science en dépérissement d'une connaissance renouvelée. L'économie politique de l'espace semble, pour s'exprimer avec les précautions d'usage, destinée à se développer. Permettra-t-elle d'intervenir ? Fournira-t-elle des concepts « opératoires » ? A coup sûr. Ce qui redouble la question déjà présente et pressante : « Pour qui et pourquoi ? », autrement dit la question du pouvoir.

Il va de soi (faut-il le ressasser ?) que cette économie politique de l'espace, en tant qu'expression théorique et critique d'une pratique sociale dans le cadre de la société existante

(des rapports de production capitalistes) n'annule pas la production des biens dits de consommation (durables ou non), ni les problèmes y afférents. Et même elle se réfère à ces problèmes ; mais elle tend à *déplacer* les questions essentielles, ou plutôt à montrer les *déplacements* qui s'accomplissent effectivement dans la pratique, avec les procédures et résultats habituels, à savoir substitutions d'agents et de personnes, transferts de responsabilités, usurpations de compétences et de pouvoirs, parfois d'idéologies, confrontations et stratégies nouvelles. Le problème de la possession et de la gestion des moyens de production reste entier, bien que déplacé vers la production, la gestion, l'organisation de l'espace. Ce qui amplifie le problème au lieu de le résoudre. En meilleurs termes : ce qui élargit les contradictions, au lieu de les abolir !

Il va également de soi que l'économie politique *de l'espace*, sur le plan théorique, implique la critique de la réalité exposée, saisie par les concepts, élevée au niveau théorique. Comme dans *Le Capital* de Marx, analyse critique de la production des choses *dans l'espace*. Cette théorie n'abolit pas les concepts élaborés par Marx (comme : valeur d'usage et valeur d'échange), ni sa méthode ; elle les transforme en les transférant à une échelle plus vaste, à un autre niveau. Mettre l'accent sur les contradictions d'une réalité, cela veut dire que la critique reste interne à cette réalité, au sens de Marx. La critique interne n'a rien d'une critique moralisante, philanthropique ou humaniste (même si elle ne fait pas fi des « hommes »). Elle relève de la connaissance scientifique ; la science qui se veut « positive » et seulement « positive », en excluant au profit du constat et du constant, de la cohérence et de la logique, la portée critique et dialectique du savoir, cette science se charge d'idéologie non connue comme telle.

8. Le concept de *composition organique* du capital (proportion de capital variable et de capital constant) est un des plus importants et des plus méconnus de la pensée marxiste. La théorie d'une composition *inégaie* des capitaux, d'une composition *moyenne*, d'une tendance à l'accroissement de la composition, fait partie des théories et des lois tendanciennes découvertes par Marx.

L'économie politique de l'espace en tient doublement compte : à l'échelle locale, à l'échelle planétaire (celle du marché mondial). Au niveau local, comme toute industrie, celle de la construction — au sens large, pas seulement la construction du domaine bâti, mais celle des « infrastructures » : routes, autoroutes, aéroports, etc. — a augmenté considérablement la composition organique de son capital. Comme l'agriculture. Pourtant, les investissements

massifs et l'introduction de techniques modernes n'ont pas porté cette industrie au rang des industries de pointe. On sait déjà que la main-d'œuvre conserve une grande importance (capital variable énorme : travaux de terrassement, emploi de la main-d'œuvre étrangère). D'où la production massive de plus-value et l'effet important déjà reconnu : contre la baisse (tendancielle) du taux du profit. Ce qui donne à cette production un caractère spécifique et un poids particulier, à côté de la production agricole et des autres secteurs déjà mentionnés (économie politique des produits industriels — industrie lourde et de moyens de production — production des biens de consommation, etc.).

Mais il y a plus important. La notion de *composition* (organique) *moyenne du capital* ne concerne pas seulement les entreprises, les branches d'industrie prises séparément. Elle s'étend aux régions, aux pays et nations. Bien qu'on la retienne rarement comme critère du « développement » et du « sous-développement », c'est sans doute cette notion qui en fournit les caractéristiques les plus pertinentes. Car elle rend compte simultanément du *processus* (tendance *inéga*le à l'accroissement de la composition organique) et du *résultat* (compétition, confrontation, péréquation des « valeurs d'échange » produites par des capitaux de composition moyenne inégale, selon le secteur et le pays). Les transferts de capitaux (de plus-value) d'un pays ou d'un secteur à un autre, jouent un rôle incessant à l'échelle mondiale.

Sans reprendre cette analyse (cf. H. Lefebvre, *Au-delà du structuralisme*, dernière partie) qui va jusqu'aux questions monétaires les plus actuelles, il faut souligner ici la *spatialité* de ce concept : la *composition organique moyenne*. Il ne correspond pas à un élément extra-spatial, abstrait à la manière de la « valeur » (d'usage et d'échange) mais à une *localisation*. Sur le marché mondial, dans les rapports, confrontations, péréquations qui se constituent ou se déroulent à cette échelle, invisibles, peu lisibles, et cependant prégnants et pressants, la composition organique moyenne fournit le repère, la référence. Par rapport aux États-Unis, la composition organique du capital dans tel pays d'Afrique ou d'Amérique latine est faible. D'où quelques problèmes ! Les rapports entre secteurs et pays à l'échelle planétaire se concrétisent ainsi comme rapports *spatiaux*. Et non plus en séparant l'espace géographique de l'espace économique, ou de l'espace politique. Ou bien en les mélangeant dans le « socio-économique » et le « socio-politique ». L'économie politique de l'espace prend ainsi toute sa dimension. A cette taille, *la valeur d'usage* de l'espace devient *politique*.

9. Il s'agit donc, avec le changement d'échelle, d'un changement qualitatif. Au niveau local, l'acheteur d'un volume « habitable » se procure un temps quotidien. Au niveau planétaire, le pouvoir d'État qui domine un espace se procure puissance et instrument de puissance. L'usage au niveau local — emploi du temps et agréments, rareté de l'espace bien situé — a un caractère immédiat. Au niveau global, donc stratégique et politique, l'espace a un usage médiat, direct (profits) et indirect (stratégies). A ce niveau, à cette échelle, les stratégies politiques se servent de l'espace doublement : elles utilisent toutes les ressources des espaces « riches » — elles se déploient dans tous les espaces existants.

Les différences économiques dans les compositions des capitaux supportent des différences amplifiées, c'est-à-dire des contradictions à l'échelle des stratégies. Le marché mondial, qui ne se réduit pas à celui des marchandises et des choses ou objets, qui comprend celui des *capitaux* et même possède en celui-ci son composant principal, le marché mondial prend une existence concrète, dès que l'économie <sup>[130]</sup> politique de l'espace montre ses dispositifs sur la surface terrestre. Le marché mondial occupe l'espace et se répartit en espaces déterminés. Sa théorie fait partie de l'économie politique de l'espace.

10. Cette théorie reprend à un autre niveau des distinctions connues : centres et périphéries, significations et non-significations. Les choses et produits étudiés par l'économie classique prennent distance et abstraction par rapport à l'espace ainsi déterminé : *au concret spatial*. Les catégories économiques retrouvent alors, dans une large mesure, le caractère concret qu'elles eurent jadis, quand elles se liaient aux forces déployées dans l'histoire avec la ville, la place du marché, la halle et le beffroi. Ce concept, celui de *concret spatial*, surmonte celui d'*espace géométrique*, celui d'*espace visuel*, celui d'*espace spécialisé* (économique, géographique, etc.). Mais à ce niveau les oppositions révèlent les contradictions qu'elles recèlent et dissimulent (échange-usage, centre-périphérie, totalité-émiettement, homogénéité-différence, et peut-être : production-autodestruction).

11. L'espace concret ne coïncide avec aucun des découpages que l'analyste effectue en lui ; il se conçoit comme un enveloppement de niveaux successifs. Au niveau élémentaire (micro), les unités de production et les aires de consommation conservent leur importance. Au niveau le plus élevé, il y a le marché mondial (l'espace planétaire) avec ses composants les plus proches, les pays (caractérisés par une composition organique du capital). Entre les deux, il y a les villes et les grandes zones urbaines.

Villes et zones urbaines jouent un rôle de plus en plus considérable à tous points de vue et leurs problèmes deviennent essentiels. Considérés par rapport aux forces productives, pour les stimuler ou pour les freiner, les espaces urbains ont une importance décisive. Cette observation peut s'étendre jusqu'aux problèmes politiques.

Les difficultés des États-Unis sont multiples ; elles viennent en grande partie des villes : incontrôlables, invivables, ingouvernables. « Sauver les villes ! » devient le mot d'ordre politique, dont les deux partis en présence se réclament de plus en plus, chacun prétendant apporter les moyens et la stratégie du salut. Les problèmes non résolus (insolubles, à coup sûr, dans le cadre social et politique actuel : dans les rapports de production existants) réagissent sur l'ensemble de la société : dégradation de la vie civique et sociale, tendance à la baisse de la productivité et des taux de croissance, alors que les pouvoirs politiques continuent à viser la poursuite indéfinie de la croissance.

Si l'Europe fait meilleure figure qu'il y a quelques dizaines d'années devant les États-Unis, ne serait-ce pas en raison d'un meilleur état (relativement) de ses villes, de la répartition dans l'espace des forces productives et moyens de production, en bref d'une « économie politique de l'espace » en meilleure posture ? Ce qui ne lui permet en rien d'échapper aux conséquences de la loi d'inégal développement.

## ***V. La production de l'espace***

1. Il n'est pas exact qu'il faille choisir entre la reconduction pure et simple de tous les concepts marxistes et leur abandon pur et simple (alternative proposée par les dogmatiques, dont Paul Matick dans son livre récemment traduit : *Marx et Keynes*). Le marxisme n'est pas un bloc homogène. Pas plus que l'hégélianisme.

Faut-il choisir entre une notion étroite et précise de la production (produire des tonnes d'acier) et une notion large mais indéfinie (produire des signes, du langage, de l'idéologie)? Non. De même, faut-il opter entre un concept rigoureux mais limitatif du travail (le travail manuel, le travail productif de choses, de plus-value, etc.) et un concept ou pseudo-concept mal déterminé



(le travail intellectuel, le travail idéologique, le travail politique)? Pas davantage. Enfin, il n'est pas vrai que chacun doive opter entre le conservatisme et le révolutionnarisme. (Tout ou rien ! Tout et tout de suite !) — Marx est mort ? Vive Marx !...

2. L'exposé des raisons motivant une « économie politique de l'espace » fait partie d'une théorie plus vaste, celle de la *production de l'espace*. Disons bien : « production de l'espace », et non pas de tel ou tel objet, de telle ou telle chose *dans l'espace*. L'analyse ou l'exposé de cette *production* diffère radicalement des études qui se multiplient, qui se veulent « science de l'espace » et par conséquent ne portent que sur des *représentations de l'espace* (y compris les représentations mathématiques) ou sur des *fragmentations de l'espace* (l'espace institutionnel, l'espace de ceci ou de cela, y compris « l'espace épistémologique »). La théorie de la production de l'espace peut utiliser ces études morcelantes et morcelées, oscillantes entre l'empirisme et l'abstraction ; de même l'économie politique de l'espace peut se servir de l'économie urbaine, de la géographie régionale ou générale, etc. A condition de les modifier en fonction d'un changement d'échelle et surtout de centre. Comme il a déjà été dit, on peut concevoir une anthropologie de l'espace (et du temps), une sociologie de l'espace (et du temps), une archéologie, une histoire de l'espace et du temps, etc., utilisant avec réserves et précautions les résultats de l'anthropologie, de la sociologie, de l'histoire. Il convient maintenant d'insister sur le changement d'échelle et sur le déplacement du centre de la réflexion. (Sur l'anthropologie de l'espace, cf. E. T. Hall : *La dimension cachée*, p. 129 et sq.). Aucune de ces « disciplines », suivant le désagréable vocabulaire fréquemment employé, n'a le droit de masquer l'exigence plus vaste.

La production de l'espace tend aujourd'hui à dominer la pratique sociale, sans y parvenir, étant donnés les rapports de production. Elle correspond au niveau des forces productives. Elle suppose l'emploi des forces productives et des techniques existantes, l'initiative de groupes ou classes capables d'intervenir à une grande échelle, l'intervention également d'individus capables de concevoir des objectifs à cette échelle, agissant dans un cadre institutionnel déterminé, porteurs inévitablement d'idéologies et de représentations, notamment de représentations spatiales. Idéologies et représentations correspondent aux groupes et classes, donc aux rapports sociaux de production, c'est-à-dire aux obstacles devant les forces productives et les possibilités qu'elles contiennent.

3. *La production de l'espace* comme tel a été découverte, confusément, aux environs de 1920 ou plutôt entre 1920 et 1930, en Europe et en Amérique. Inutile de revenir sur

l'effondrement déjà complet à ce moment des anciens *référentiels* (l'espace du sens commun, l'espace absolu des géomètres et des physiciens, la perspective et la ligne d'horizon, sans omettre Dieu et le Diable, l'Homme, la Ville et l'Histoire, le Père et la Famille, etc.). Aux environs de 1920, la recherche commence d'un nouveau référentiel : le surréel, le langage, le pur savoir, le parti politique, etc.

Simultanément, deux écoles : Le Bauhaus en Allemagne, et l'école architecturale en Russie soviétique — et deux hommes presque solitaires : Le Corbusier et F. L. Wright — entrevoient la production de l'espace. Aidés par des artistes (Kandinski, Klee), eux-mêmes artistes et philosophes, les théoriciens du Bauhaus vont plus loin que les autres. Ils conçoivent que les objets (architecturaux, urbanistiques, mais aussi « mobiliers ») ne peuvent plus se produire isolément, l'ensemble résultant d'une rencontre hasardeuse, au mieux d'un jugement de goût. Chaque « objet » (monument ou bâtiment, meuble ou immeuble) doit se percevoir dans sa totalité, au sein de l'espace, en tournant autour, en saisissant tous ses aspects. Ce qui exige que l'espace lui-même soit perçu et conçu, saisi et engendré comme un tout. Les niveaux et dimensions de l'espace, du global au plus local (le meuble) relèvent d'une conception unitaire et d'une même activité productrice. Gropius et Mies van der Rohe ne réaliseront que des objets architecturaux (des maisons-tours) mais ils ont pressenti les possibilités nouvelles des techniques « modernes ». A la même époque, les grands architectes soviétiques pensent que la Révolution va produire un nouvel espace et dans cet espace des rapports sociaux entièrement nouveaux, dégagés des contraintes étatiques, rapports qu'ils proposent de « condenser », de lier à des espaces élaborés par eux. Leur échec fut, on ne le sait que <sup>[135]</sup> trop, total. Ne le préfiguraient-ils pas eux-mêmes lorsqu'ils distinguaient, comme le montre A. Kopp, ce qui relève de la vie privée et ce qui relève du travail, de la vie publique et politique, en projetant ces éléments dans des lieux séparés ? Cette avant-garde ne proposait rien de moins et rien de plus que : « travaille-famille-patrie », ce qui devait se réaliser de diverses manières imprévues, et bien entendu contre eux ! Pourtant, ils avaient bien vu que pour changer la vie, il faut changer l'espace (son occupation et sa morphologie sociale). Quand à Frank Lloyd Wright, génie solitaire, il croyait créer des rapports sociaux nouveaux en produisant un espace original et une morphologie spatiale inédite (Broadacre). De ces novateurs, découvreurs de l'espace, le moins important, le moins intéressant, le moins sympathique est sans doute Le Corbusier, dont la rhétorique se ressent du caractère autoritaire et réactif de la société française, caractère auquel il adhéra

pleinement : rigueur de l'angle droit et de la ligne droite, rigidité du vertical, symbolisme inclus : le sens de l'État, de l'ordre moral établi ou à établir, sous couleur de rationalité spatiale.

Que reste-t-il de cette prodigieuse effervescence ? Au moins un concept théorique, celui de la *production de l'espace*.

La capacité de produire l'espace s'est prodigieusement accrue depuis le Bauhaus. Les sociétés ont toujours produit un certain espace, le leur, à la surface du sol. On le comprend mieux, aujourd'hui, à la clarté du concept qui se dégage. Un bond des forces productives permet de véritablement produire l'espace. Cette production peut faire appel à toutes les techniques et toutes les sciences, celles qui captent et utilisent les énergies massives, et celles qui étudient ou utilisent des énergies fines (informa tique, cybernétique). La destruction de la nature a cet envers et cette contre-partie : la production d'espace. L'automatisation, autre aspect des forces productives et la haute technicité, ne se lie pas immédiatement à la production de l'espace ; pour l'instant, elle servirait plutôt au contrôle de l'espace existant.

Le concept reste obscur, paraît-il, pour beaucoup de gens. Cette obscurité a plusieurs raisons. Il semble que l'espace soit seulement *marqué* : jalonné par l'occupation et le peuplement. Ce qui ramène l'espace social à l'étendue archaïque du sol, celui des bergers et des nomades, celui qu'étudient les anthropologues, celui des espèces animales. C'est méconnaître la transformation de la nature et de l'espace au cours de l'histoire et l'importance du phénomène urbain. C'est ignorer l'essence de la domination sur la nature, en la réduisant à certains signes de cette domination (elle-même réductrice et destructrices, d'où une réduction au second degré).

Dans la pratique comme dans la représentation, la production d'espace a des entraves venues des rapports de productions, et notamment de la *propriété privée du sol*. La propriété d'État ne vaut guère mieux ! C'est la société entière, pratique et théorie, savoir et idéologie, qui est retenue, tirée en arrière. L'examen critique attentif d'activités qui semblent au premier abord pratiques à savoir la construction, l'architecture, l'urbanisme, montre comment agit la réduction : tout se ramène au sol, au plan, au dessin, à la projection sur une surface, d'où aplatissement et platitude. Les fameux « partis » architecturaux, les prétendues options, impliquent cette réduction préalable, que met en évidence une analyse critique et non une systématisation d'ordre « épistémologique ».

La propriété du sol a cet effet bien connu, sur lequel il ne faut pas se lasser d'insister : les rentes. Elles se transportent au cœur des villes, d'une façon parfois surprenante. Au cœur de Paris, les locataires d'immeubles, très habitables malgré l'absence du confort dit « moderne », se voient reprocher par des gens compétents et bien en place, de ne pas payer la « rente de situation », parce que leurs loyers restent faibles ! Ce qui justifie, paraît-il, la destruction de ces immeubles et leur remplacement par des bureaux ou par des logements à loyer élevé. Ce qui livre les terrains à des opérations fructueuses. Inutile d'insister. L'effet le plus puissant de la propriété du sol, le plus dangereux, ne serait-ce pas *la ruralisation de la ville* au cours de son extension et de l'urbanisation généralisée ? Dans les banlieues, dans le « tissu urbain » plus ou moins dense qui s'étend jusqu'au fond des campagnes, les capacités productrices sont trop évidemment ramenées à peu de chose. La rentabilité la plus haute correspond au sous-emploi dérisoire des forces productives, à la caricature des possibilités. Les techniques « modernes » ne s'utilisent que pour la circulation : pour frayer le chemin de l'objet-pilote, de l'objet-roi, l'automobile. Il est vrai que parfois les ouvrages construits pour le passage des voitures sont admirables, évoquant ce que pourrait donner la production de l'espace libérée des contradictions qui proviennent du conflit entre les forces productives et les rapports de production, à une échelle beaucoup plus vaste qu'au temps de Marx !

4. La contradiction se creuse donc entre le possible et le réel. Ce qui donne lieu à la pensée « utopienne », mais confère à cette exploration du possible un caractère *concret* que n'a précisément pas le positivisme, qui verse dans l'abstraction. Ce renversement de situation échappe encore à beaucoup de bons esprits, comme on dit.

L'espace effectif reste-t-il un espace homogène, vide, à la manière de l'espace euclidien, rempli d'objets, de choses, de gens ? Non. Cet espace *instrumental*, celui de la représentation, celui des technocrates, n'est pas l'espace social effectué. En tant qu'instrumental, il tend à se resserrer, à se clore, à ne rien admettre que du répétitif, du signifiant reconnu. Cependant, en tant qu'espace d'une pratique sociale, *produit* comme tel, il possède des caractères spécifiés et déterminés. Si le télescopage entre ces caractères spécifiques et l'espace géométrique classique (euclidien) s'accomplit, s'il est permis dans l'espace social, il ne le définit pas. Comment donc définir cet espace ? Il est *visuel et phallique*. Dictature de l'œil : celui de Dieu et du Père, du Maître et du Chef, du Patron et du Policier. Regards souverains de la présence étatique. Contrôle. Domination abstraite de la nature impliquant et recouvrant la domination concrète

sur les hommes réunis en société. Espace et langage du Pouvoir et de la Volonté de puissance. Espace civil et militaire, masculin et stratégique. Images et musculatures. Le Visuel et le Phallique se soutiennent, se complètent, non sans risque de conflit, car le Phallique intervient avec brutalité, alors que le Visuel se contente de la mise en images. Les tours, les monuments s'érigent au-dessus des sols et surfaces, des platitudes, non pour dire et faire autre chose, mais pour mieux surveiller et contrôler. Ces puissances rigoureuses et vigoureuses entretiennent ainsi un temps, celui de l'ordre (moral).

Transparent en apparence, spéculaire, spéculatif, cet espace n'a rien d'innocent. Il est lui aussi *produit*, selon les vues et les intérêts des « producteurs », alors qu'il a l'air de surgir du sol naturel pour remplacer équitablement la nature. Il a même parfois l'allure d'un espace de l'énergie vitale et du désir, alors qu'il est celui des besoins filtrés et codifiés.

5. Les possibilités stoppées, réduites, n'en évoquent pas moins un autre *mode de production*. Ce terme reprend une vigueur qu'essaient en vain de lui restituer les dogmatiques du marxisme. Un autre *mode de production* ? Oui, la production d'espaces aussi divers que les espaces naturels, différents les uns des autres et de leur matrice originelle. Il va de soi que la production d'objets *dans l'espace* ne disparaît pas pour autant. Faudra-t-il encore le répéter ? Sans doute. Mais le « mode de production » transformé ne comporterait pas seulement la transformation des rapports de production, y compris ceux qui maintiennent la propriété du sol. Il ne se définit pas seulement par la propriété et la gestion collectives des moyens de production, mais par la gestion et la production « collectives » de l'espace lui-même. En y comprenant la *nature*, reproduite et transformée en espace social, intégrée ou réintégrée après sa dégradation en tant que force productive. Il s'agit donc d'une autre *façon de produire* et pas seulement du perfectionnement des moyens de production, de leur possession et de leur gestion. Effet et raison des bouleversements, le nouveau « mode de production » ne peut se réaliser sans le bouleversement des rapports, et par conséquent de l'espace existant.

7. La production de l'espace ne peut que produire de l'*espace différentiel*. Puisque sa réduction, celle qui affecte ses possibilités, aboutit à l'espace homogène...

[140] Par rapport à l'espace différentiel, l'espace homogène spécifié (visuel, phallique) n'est autre que l'*espace de mort*. Réduction mortelle des forces productives. Retour en arrière de la pratique sociale. Destruction de la nature pendant que l'*urbanité* se disperse dans un espace

pseudo-naturel. Destruction des forces productives. Répétition de tout ce qui est antérieur, présentée comme « néo ». Autodestruction nucléaire. Autodestruction de la vie sociale au profit des puissances politiques (stratégiques). Cet espace est *cumulatif* : des causes de mort. Et voilà pourtant le « réel » des réalistes. L'espace visuel-phallique, prononce la mort du corps après celle de l'homme, de l'histoire, de dieu. Ira-t-il jusqu'à l'exécution de sa sentence, pourtant *signifiée* ?

## La bourgeoisie et l'espace<sup>6</sup>

Je précise tout de suite que je ne parle pas en tant que représentant de l'Université française, bien que j'enseigne la sociologie dans cette université parisienne de Nanterre que les événements de 1968 ont rendue célèbre. Je voudrais dire, en passant, que les étudiants en sociologie de Nanterre avaient reçu un enseignement marxiste. De cet enseignement, il résultait pour eux qu'ils ne devaient pas se replier sur une micro-société contestataire à la manière des étudiants dans d'autres pays, mais devaient attaquer la société bourgeoise dans son ensemble et à sa tête, l'État. Je crois que cet enseignement marxiste a eu une certaine importance dans le cours des événements qui se sont produits en France en 1968.

Je ne parle pas en tant que membre de l'université française, ni en tant que délégué d'une institution quelconque, mais en mon nom personnel. A quel titre suis-je ici pour m'adresser à vous ? Je suis un philosophe, mais non un philosophe au sens où la philosophie se veut « pure » et prétend se suffire à elle-même. Pour moi, la philosophie interroge la pratique sociale et politique ; elle s'efforce de la porter au niveau du langage, du concept, de la théorie. Dans cette pratique actuelle, l'architecture, l'urbanisme, le problème du logement et celui de la ville, sont importants. Il y a plus : c'est le niveau actuel des forces productives et leurs possibilités qu'il faut interroger.

En un mot, c'est en marxiste que je m'adresse à vous ; je veux proposer une analyse théorique du capitalisme moderne, analyse basée sur l'étude des pays développés et centrée sur les problèmes de l'espace. (Je m'excuse de ne pas parler du Chili, de l'Amérique latine : je les connais mal). Je veux rappeler quelle était la méthode de Marx. Il partait des traits dominants, les plus généraux de l'époque, des traits les plus accentués, pour saisir ensuite les différences. Il partait des conflits fondamentaux pour déterminer et apprécier les conflits secondaires, dérivés

<sup>6</sup> Intervention au Congrès international de la Vivienda, Santiago<sup>1</sup> du Chili (le 14 septembre 1972), et au XXIII ème Congrès de l'institut International de Sociologie (Caracas, le 20 novembre 1972).

et conjoncturaux. Cette méthode que j'emploie se justifie d'ailleurs, puisque cette rencontre est une rencontre internationale.

En un langage plus simple, je veux vous parler brièvement de la France et de l'Europe, de ce qu'il y a de nouveau là-bas, et de quelques enseignements qu'on peut en tirer. Je laisserai à vos réflexions le soin de conclure. Je n'ai pas à donner de leçons à qui que ce soit.

La France, vous le savez déjà, est un pays industriel développé, c'est-à-dire que les forces productives y ont atteint un haut niveau, dans les cadres du mode de production capitaliste. Pourtant, la France ne figure pas parmi les plus grands pays industriels. C'est si vrai, qu'une modernisation est en cours (économique, technologique, institutionnelle), modernisation qui permet d'étudier et de définir sur un bon exemple le néo-capitalisme, autrement dit le capitalisme d'organisation. Je ne dis pas le capitalisme organisé, et l'on verra que cette différence a beaucoup d'importance.

La France est aussi un impérialisme. Ce n'est pas le plus puissant. Depuis le début du XXème siècle, l'impérialisme français a été en proie à des impérialismes plus forts : anglais, allemand, américain. Le trait le plus caractéristique de la France, c'est une profonde contradiction entre la révolution démocratique, la grande révolution française (avec ses conséquences : les droits de l'homme), d'un côté et de l'autre, l'impérialisme, la bourgeoisie comme classe dominante habile et très dure, l'État policier, l'exploitation des travailleurs français, la surexploitation des travailleurs étrangers, en France au nombre de trois, millions et demi. Cet ensemble de contradictions s'est révélé en 1968. Mais voici d'autres aspects de la réalité française : il y a en France une capitale énorme, trop grande pour le pays : Paris. La capitale attire tout à elle : les hommes, les cerveaux, les richesses. C'est un centre de décision et d'opinion. Autour de Paris, s'étendent des espaces subordonnés, hiérarchisés ; ces espaces sont à la fois dominés et exploités par Paris. La France impérialiste a perdu ses colonies, mais un néo-colonialisme interne s'est installé. La France actuelle comprend des zones sur-développées, sur-industrialisées, sururbanisées. Et nombre de zones dont le sous-développement s'aggrave, particulièrement en Bretagne et dans le Midi.

Examinons maintenant le problème du logement en France. Il n'est pas complètement résolu, de loin, dans le capitalisme, comme l'avait dit Engels dans un livre célèbre. Surtout pas pour les travailleurs étrangers. De nombreux taudis subsistent, soit dans le centre des villes



anciennes, soit dans les banlieues. Cependant, une partie importante de la classe ouvrière française est relativement bien logée ; dans les banlieues, avec de petites maisons individuelles (des « pavillons ») et dans ce que l'on appelle les « grands ensembles » (groupes importants d'immeubles locatifs à étages) qui s'élèvent autour des villes nouvelles et aux périphéries des villes anciennes. Au cours du procès accéléré d'urbanisation qui se déroule depuis vingt ans, une grande partie des travailleurs et des classes moyennes ont donc été logés d'une manière relativement acceptable, mais sans invention architecturale ou urbanistique. Au contraire, cette expansion des villes s'accompagne d'une dégradation de l'architecture et du cadre urbanistique. Les gens sont dispersés, surtout les travailleurs, éloignés des centres urbains. Ce qui a dominé cette extension des villes, c'est la ségrégation économique, sociale, culturelle. La croissance quantitative de l'économie et des forces productives n'a pas provoqué un développement social, mais au contraire une détérioration de la vie sociale. Les banlieues sont des villes éclatées et ruralisées. Il ne s'agit pas seulement de Paris. L'urbanisation de la société s'accompagne d'une détérioration de la vie urbaine : éclatement des centres, désormais privés de vie sociale — gens répartis ségrégativement dans l'espace. Il y a là une véritable contradiction. Je l'appelle une *contradiction de l'espace*. D'un côté, la classe dominante et l'État renforcent la ville comme centre de puissance et de décision politique — de l'autre, la domination de cette classe et de son État fait éclater la ville.

C'est en pensant à ces habitants des banlieues, à la ségrégation, à l'isolement, que je parle dans un livre du « droit à la ville ». Il ne s'agit pas d'un droit au sens juridique du terme, mais d'un droit semblable à ceux qui sont stipulés dans la célèbre Déclaration des Droits de l'Homme, constitutive de la démocratie. Ces droits ne sont jamais littéralement <sup>[145]</sup>accomplis, mais on s'y réfère toujours pour définir la situation de la société. La Déclaration des Droits de l'Homme a été complétée par les droits de la femme, de l'enfant, etc. J'ai proposé d'ajouter à cette liste : « le droit à la ville », et aussi le « droit à la différence », en pensant aux différentes ethnies et aux différents peuples qui constituent, dans l'espace, les sociétés modernes et la société à l'échelle planétaire.

Je parlerai maintenant du malaise croissant qui se manifeste en France. A travers la prospérité capitaliste relative et la croissance de la production (ce qu'on appelle : la société de consommation), il y a beaucoup d'insatisfaction ; nombre de gens se sont mis à parler de la «

qualité de la vie », aussi bien dans l'opposition que dans les partis au pouvoir. Quelques-uns parlent de la qualité de l'espace ; d'autres vont jusqu'à vouloir « changer la vie ».

La qualité de l'espace, qu'est-ce que cela veut dire ? Cette idée renouvelle l'idée ancienne d'une qualité architecturale, d'une qualité de la construction ; elle a pris un sens de plus : c'est l'idée d'un espace social élaboré, complexe et réussi, en un mot *approprié*, et non seulement *dominé* par la technique et par le pouvoir politique ; ce qui irait avec le « changer la vie ». En attendant cette qualité de l'espace, règnent une inquiétude, un tourment qui ne se contente plus de l'ancien humanisme libéral. Et voici maintenant une grande nouvelle, dont je ne suis pas sûr qu'elle soit bonne, certains trouvent même que c'est une mauvaise nouvelle. La croissance économique et le développement social ne peuvent plus se confondre. On a longuement identifié la croissance dans toutes les directions — démographique, économique, technologique — avec le développement social qualitatif. On les a mélangés, en pensant que la croissance apporterait le développement, que le quantitatif apporterait tôt au tard le qualitatif. Or, le quantitatif n'apporte le qualitatif qu'après mise en question et en disponibilité, après crise ; c'est-à-dire point et seuil critiques ! L'idéologie de la croissance a été touchée à mort ; on croyait auparavant, avec un tenace optimisme, à la croissance indéfinie de la production et de la productivité : toujours plus d'autos, toujours plus de postes de télévision, toujours plus de machines à laver ou de machines à calculer. On pensait, avec le même optimisme, que cette croissance économique apporterait tôt ou tard la satisfaction de tous les besoins : matériels et « spirituels », comme on dit. Cette croissance devait être relayée par la gauche, pour le cas où la bourgeoisie et les partis au pouvoir seraient en faillite. On croyait, toujours avec la même idéologie, au caractère favorable des entreprises géantes, au caractère bénéfique de l'accroissement démographique et technique. Cette vaste construction idéologique s'effondre lentement, mais sûrement. A la suite de quoi ? A la suite du malaise urbain, de la destruction de la nature et de ses ressources, à cause des blocages de toutes sortes qui paralysent le développement social, même quand ils n'empêchent pas la croissance économique.

De sorte que depuis quelque temps, quelques mois, un ou deux ans au plus, l'ancien optimisme a laissé place à une idéologie millénariste, apocalyptique. Beaucoup de gens se demandent si nous arriverons à l'an 2000 !

Ajoutez à ces préoccupations celles de l'environnement, de la pollution — phénomènes réels mais secondaires qu'on utilise comme diversions pour masquer l'essentiel. Pensez à la crise

du productivisme, au fait que l'idéologie productiviste va disparaître dans les pays « développés ». Processus contradictoire., mais un changement de sens, une inflexion s'accomplissent. La croissance pour la croissance, c'est désormais quelque chose de dépassé. Et déjà des transformations importantes ont lieu, liées plus ou moins à ce changement d'orientation.

L'économie politique ? Elle consiste en une théorie de la production industrielle, de la croissance, de la répartition et de la transformation des produits. Les économistes construisent des modèles de croissance plus ou moins réussis, en harmonisant plus ou moins les différents secteurs, le « plein emploi », l'équilibre monétaire, l'expansion. Que devient maintenant l'économie politique ? Elle aussi traverse une crise. Les modèles de croissance se discréditent. L'économie politique se transforme en une économie politique de l'espace. J'insiste sur ces mots. Il ne s'agit plus d'une application à l'espace géographique ou géométrique, milieu vide, de modèles économiques abstraits portant sur la production des choses, des marchandises, des biens de consommation. L'économie politique devient économie politique de l'espace. Qu'est-ce que cela veut dire ? D'abord, la mobilisation du sol, de l'espace, alors qu'autrefois en parlait de la richesse « immobilière ». Le marché du logement se généralise. L'espace, c'est-à-dire le volume, est traité de façon à le rendre homogène, ses parties comparables, donc échangeables. La construction cesse d'être une branche d'industrie secondaire, un secteur subordonné de l'économie. Elle devient un secteur primordial. Elle ne joue pas seulement le rôle de *feed-back*, d'équilibre, de relance, mais un rôle stimulant dans l'économie capitaliste actuelle ; elle devient une branche essentielle de la production.

Je me permets d'insister sur chacun de ces aspects. Je dis que le marché du logement se généralise dans les grands pays capitalistes ; cela veut dire que l'espace est traité de façon à le rendre homogène. Par qui ? Par les constructeurs, les architectes, les promoteurs (nous appelons ainsi les gens qui disposent de capitaux et prennent l'initiative d'une construction rentable). Les parties de l'espace mis en miettes deviennent échangeables. La subordination de l'espace à l'argent et au capital entraîne une quantification qui s'étend de l'évaluation monétaire et de la commercialisation de chaque lot à l'espace entier. La propriété du sol, d'origine féodale en France comme dans le reste de l'Europe, fut autrefois ébranlée en tant que propriété féodale par la grande Révolution française (1789). Depuis lors, elle se reconstitue comme propriété capitaliste du sol agricole. Ce processus s'accélère et devient propriété capitaliste de l'espace entier. En même temps, l'« immobilier » — comme on dit encore chez nous — se mobilise, c'est-

à-dire devient richesse mobilière, entraîné dans le flux des échanges, dans les flux et reflux de l'argent et du capital. En même temps encore, ce qui complique la question, l'espace constructible, autrefois abondant, devient rare aux environs des centres. L'espace fait partie des nouvelles raretés. Cette rareté entretenue et utilisée autour des centres permet une spéculation forcenée. Faut-il ajouter que la rareté de l'espace va avec la rareté croissante de ressources et de biens autrefois abondants : l'eau, l'air, et même la lumière ?

Certes, une telle analyse devrait tenir compte des facteurs démographiques et techniques, et de toutes sortes de phénomènes. Laissons-les de côté pour l'instant. Nous arrivons à une idée essentielle : le capitalisme s'est maintenu par la conquête et l'intégration de l'espace. L'espace a cessé depuis longtemps d'être un milieu géographique passif ou un milieu géométrique vide. Il est devenu *instrumental*.

Bien sûr, je ne parle pas en cet instant des cosmonautes ; la conquête de l'espace interplanétaire a suivi celle de l'espace terrestre ; l'élan de la conquête a outrepassé les bornes de la terre. Insistons sur ce point pour qu'il soit clair : le capitalisme dans les pays industriels avancés s'est maintenu d'abord en s'emparant des formations précapitalistes, en s'intégrant leur espace à partir de ses points d'appui : les grandes entreprises industrielles. Il n'y a pas, il n'y a jamais eu plusieurs modes de production simultanés, comme le dit l'école structuro-fonctionnaliste d'Althusser. Il y a eu et il y a encore, au sein du capitalisme, persistance de rapports sociaux pré-capitalistes, attachés à la propriété privée du sol ; il y a eu, il y a encore, intégration de ces rapports pré-capitalistes au capitalisme, toujours en prenant la propriété privée du sol comme moyen et base. Considérons l'agriculture. Au temps de Marx, seule l'Angleterre avait une agriculture capitaliste. Aujourd'hui, en France et ailleurs, sur le fondement juridique et pratique de la propriété du sol, la production agricole est devenue un secteur de la production industrielle, donc capitaliste. Inversement, celle-ci tient compte de l'ensemble du sol cultivé et s'adapte aux ressources économiques comme aux besoins techniques de cet ensemble. L'intégration de l'agriculture ne s'est pas opérée seulement par la constitution de grandes exploitations, pour la culture des céréales ou pour l'élevage ; elles s'est aussi poursuivie par de nombreuses exploitations petites en surface mais exigeant beaucoup d'investissements : fruits, produits laitiers, légumes et primeurs, vignobles, etc.

[150] Considérons maintenant la ville. Ce fut aussi une réalité historique, une formation sociale précapitaliste : pensez à la cité antique, à la ville médiévale. Le capitalisme s'en est

emparé, il remanie la ville historique selon ses exigences économiques, politiques et « culturelles ». La ville, plus ou moins éclatée en banlieues, en périphéries, en agglomérations satellites, devient à la fois centre de pouvoir et source de profits immenses. L'agglomération urbaine a cessé d'être tissu interstitiel, contexte passif des grandes entreprises : elle en fait partie littéralement : elle fournit les multiples services, transports et sous-traitances dont ne peuvent se passer ces entreprises. Il y a dans la ville moderne une véritable consommation *productive* de l'espace, des moyens de transports, des bâtiments, des routes et rues. S'y emploie une immense force de travail, aussi productive que la force de travail destinée à l'entretien et à l'alimentation des machines. C'est là, à mon avis, un des secrets, si l'on peut dire, de l'actuelle prospérité capitaliste. La force de travail qui s'emploie dans la production et l'entretien de l'espace, dans les transports, dans les multiples activités nommées « services », est généralement peu payée, et faible, la composition organique du capital investi. Tout ceci s'accomplit encore et toujours sur la base juridique et pratique de la propriété du sol. En même temps, ce qui reste de la ville historique se dégrade ; la consommation de l'espace historique correspond à la production de l'espace capitaliste, mais le capitalisme détruit ainsi sa propre condition, à savoir la ville comme centre de décision. Contradiction de l'espace, ai-je dit.

L'agriculture plus la ville ? C'est déjà l'espace entier. Cette thèse sur la conquête et la production de l'espace peut se contrôler par l'analyse des forces productives (en langage marxiste). Ces forces productives ne sont plus attachées à des lieux déterminés et isolés : les entreprises, bien que cette localisation conserve une grande importance. Les forces productives concernent l'espace entier : flux divers, énergie, matières premières, informations, réseaux d'écoulement des produits.

Posons, si vous le voulez bien, la question : « Comment le capitalisme s'est-il maintenu dans les grands pays industriels, alors que la classe ouvrière le menaçait, alors que les crises et les guerres (par lui déclenchées) tendaient à le détruire ? » Autrement dit, eh termes marxistes clairs : « Comment est opérée et s'opère la reproduction des rapports sociaux de production ? » : Je dis bien : reproduction des rapports sociaux de production et non reproduction des moyens matériels et humains de production. C'est une question capitale, posée plus clairement depuis la publication d'un chapitre inédit du *Capital*, où Marx a entrevu ce problème. Cette question enveloppe la question suivante : « Quant et comment cesse la reproduction de ces rapports sociaux ? Quand et comment se produisent de nouveaux rapports sociaux ? »

A ces questions il y a déjà des réponses bien connues. Les uns disent encore que le capitalisme se maintient par la seule pression idéologique, par ce que certains appellent : les appareils idéologiques d'État. D'autres disent que les nouveaux rapports de production s'inaugurent par la voie politique et sont constitués par des moyens politiques. Aucun de ces raisonnements ne me paraît satisfaisant, et je demande qu'on y réfléchisse. A mon avis, les rapports sociaux dans le capitalisme, c'est-à-dire les rapports d'exploitation et de domination, se maintiennent par et dans l'espace entier, par et dans l'espace instrumental. Nous allons y revenir. Quant à la politique comme telle, elle n'a jamais constitué et maintenu que des rapports politiques et non pas des rapports sociaux ; c'est l'essence de la critique marxiste de la philosophie hégélienne de l'État et de la thèse hégélienne sur la classe politique.

Limitons notre examen au capitalisme. Il n'a pas seulement intégré l'espace préalable en l'insérant dans son extension ; il a institué des secteurs nouveaux en les insérant dans son expansion. Les loisirs sont devenus en Europe et dans les grands pays industriels avancés une industrie de première importance. On a conquis pour les loisirs : la mer, les montagnes et même les déserts. L'industrie des loisirs se conjugue avec celle de la construction pour prolonger les villes et l'urbanisation le long des côtes et dans les régions montagneuses. En ce moment même, j'étudie avec Mario Gaviria cet ensemble de phénomènes en Espagne et l'enquête se poursuivra dans d'autres pays. Cette industrie des loisirs s'étend à l'espace inoccupé par l'agriculture et la production industrielle classiques. Pour des architectes et des urbanistes, elle a un intérêt qui reste à dégager. Les loisirs exigent certaines qualités de l'espace. Des dizaines de millions d'Européens, y compris beaucoup d'ouvriers, se déplacent du nord au sud de l'Europe vers l'Espagne, l'Italie, le Midi de la France. On peut dire qu'ils quittent l'espace de la consommation, à savoir les lieux de la richesse capitaliste (Londres, Hambourg, Paris, etc.,) pour la consommation de l'espace : la plage, la mer, le soleil, la neige... Cette exigence qualitative a une conséquence intéressante pour les architectes et les urbanistes : il semble que ce soit surtout dans les villes de loisirs que l'architecture et l'urbanisme modernes aient produit quelque chose de neuf ; pas grand-chose, et plutôt caricatural que réussi, mais il y a dans ces lieux une tentative d'appropriation qualitative de l'espace qui entre en conflit avec le caractère quantitatif partout dominant.

L'éclatement des villes historiques s'accompagne en fait de l'urbanisation généralisée qui ne représente que la dégradation de la ville historique et qu'on peut appeler sa « ruralisation ».

L'urbanisation généralisée n'a pas seulement généralisé la spéculation dite immobilière ; elle n'a pas seulement accompagné la commercialisation de l'espace ; elle a entraîné, au lieu du dépassement du rapport ville-campagne, un magma, un chaos dans lesquels la ville et la campagne se mêlent confusément. C'est donc bien la conquête de l'espace terrestre qui s'accomplit, mais à partir de la propriété du sol et de la manière prescrite par cette propriété dans la décomposition.

De cet état de choses, résulte une conséquence, ou plutôt une implication très importante : une nouvelle forme de planification, la planification spatiale. Cette forme de planification va au-delà des anciennes méthodes de planification par les matières et bilans-matières ; elle va au-delà des techniques de planification par bilans financiers ; elle s'intègre dans une stratégie et une pratique plus globales. Elle est assez poussée en France. On calcule avec une certaine précision les trajets et flux des matières premières, de l'énergie. Les machines informationnelles permettent aussi de prévoir les réseaux d'évacuation des produits. On localise ainsi les entreprises après des recherches opérationnelles très poussées, par exemple à Fos-sur-Mer, près de Marseille, à Dunkerque sur la mer du Nord. Surtout, on répartit spatialement la classe ouvrière ; on la manipule ainsi d'une façon qui était jusqu'ici inconcevable. Je pourrais montrer comment les mécanismes et les trajets de la plus-value se complexifient. La plus-value ne se réalise plus là où elle se produit, elle se répartit à l'échelle mondiale en fonction de la stratégie des puissances économiques, financières et politiques. La production, la réalisation et la répartition de la plus-value concernent ainsi l'espace planétaire tout entier.

C'est bien d'une économie politique de l'espace qu'il s'agit. Les questions concernant la production de choses *dans* l'espace n'ont pas disparu, loin de là, mais les problèmes se déplacent. On passe de la production des choses *dans* l'espace à la production *de* l'espace planétaire, ceci enveloppant, supposant cela. On passe de la considération classique des lieux d'implantation industrielle à l'espace entier. Il s'ensuit que l'espace devient stratégique. Par stratégie, entendons que toutes les ressources d'un certain espace dominé politiquement servent de moyens pour viser et atteindre des objectifs à l'échelle planétaire et même au-delà. Les stratégies globales sont à la fois économiques, scientifiques, culturelles, militaires et politiques.

Autrefois, on croyait avec Marx que le capitalisme se heurterait aux entraves opposées aux forces productives par les rapports de production et de propriété. On croyait que les capitalistes étaient incapables d'assurer la croissance économique et de donner à la production industrielle

le moindre organisation. La pensée et l'action inspirées par le marxisme se proposaient d'arracher à la bourgeoisie la production industrielle pour assurer la croissance.

Aujourd'hui, la bourgeoisie n'a certes pas réussi à constituer une société capitaliste cohérente à l'échelle mondiale, un capitalisme organisé ; elle a pourtant réussi à établir un capitalisme d'organisations <sup>[155]</sup> qui parvient dans une large mesure à dominer et à maintenir un marché mondial, fragile, menacé sur le plan monétaire, mais toujours présent et même prégnant.

Comme base pour leur action, la bourgeoisie et le capitalisme ont une forme de propriété inhérente aux rapports de production : la propriété du sol. Loin de mettre un obstacle à la croissance dans le cadre du capitalisme, elle en a été le point d'appui, et cependant elle voue cette société à un chaos spatial sur lequel je vous demande de réfléchir.

Les classes dominantes se servent aujourd'hui de l'espace comme d'un instrument. Instrument à plusieurs fins : disperser la classe ouvrière, la répartir dans des lieux assignés, — organiser les flux divers en les subordonnant à des règles institutionnelles — subordonner donc l'espace au pouvoir — contrôler l'espace et régir technocratiquement la société entière, en conservant les rapports de production capitalistes.

Les classes dominantes y parviennent-elles ? Je dis non parce que des contradictions nouvelles apparaissent. Ce sont celles que j'appelle les contradictions de l'espace et qui ne sont plus exactement celles du temps historique analysé par Marx à la suite de Hegel. Il y a une contradiction entre la capacité technique de traiter l'espace globalement et l'émiettement de l'espace en parcelles pour la vente et l'échange. C'est la forme prise actuellement par la contradiction entre les forces productives et les rapports de propriété. Une autre contradiction de l'espace que l'on commence à peine à découvrir, c'est la contradiction entre le mouvement, les flux, l'éphémère, d'un côté ; et de l'autre, les fixités, les stabilités, les équilibres cherchés.

Peut-on arracher aux classes dominantes cet instrument : l'espace ? Peut-être, mais à condition de poser la question clairement et ouvertement, c'est-à-dire en fonction de réalités nouvelles et non en fonction des problèmes de la production industrielle posés voici plus d'un siècle. Peut-être, dis-je, mais à condition d'élaborer une stratégie en conséquence.



Et maintenant, voici quelques conclusions de cette analyse. La question du logement traitée par Engels il y a un siècle s'est quelque peu modifiée ; elle devient une partie de la question urbaine, laquelle devient elle-même une partie de la question de l'espace. Ces questions ne peuvent se résoudre que par une gestion et par une appropriation collective de l'espace. Ce qui se lie, d'une part, à la propriété du sol, et, d'autre part, il faut bien le reconnaître, à la grande stratégie planétaire.

Les mouvements divers des usagers (y compris, selon les pays, les revendications concernant les loyers, les transports, les expropriations, etc.) font partie du mouvement politique général ; leurs problèmes font donc partie des problèmes politiques concernant le pouvoir. Qui a le pouvoir ? Et pourquoi faire ? Je suis par conséquent d'accord pour que tout mouvement d'usagers contribue à la prise du pouvoir par le peuple, au nom du peuple. Mais le pouvoir pour faire quoi ? S'agit-il seulement pour et avec la classe ouvrière de mener à terme la lutte de classes ? D'accord, bien sûr, mais ensuite ? Va-t-on seulement accroître la production, mieux répartir les « revenus » comme on dit, planifier la production par rapport à la consommation ? Oui, mais la croissance n'a pas en elle-même sa finalité, son sens. Arrêter la croissance purement et simplement ? C'est impossible. Ce qu'il faut, c'est l'orienter en la réduisant ; il faut l'orienter vers le développement social qualitatif.

Nous savons — et je le répète en insistant — que le développement et la croissance ne coïncident pas, que la croissance n'entraîne pas automatiquement le développement. Pour ce qui concerne le développement, l'expérience et l'histoire nous apprennent qu'il n'y a pas création de formes sociales et de rapports sociaux sans création d'un espace approprié.

« La qualité de la vie » ? Une autre façon de vivre ? « Changer la vie » ? Oui, certes, mais cela ne peut s'envisager qu'en considérant l'espace de la planète entière, sans exclure la création ici et là d'espaces appropriés, dont l'appropriation échappant à la propriété pourrait servir d'exemple. Dans une stratégie opposée à celle de la bourgeoisie, un projet global aurait sa place. En France, la C. F. D. T. est plus sensible que la C. G. T. à ces questions, ce qui permet de dire que le mouvement ouvrier a une avant-garde et que cette avant-garde affronte déjà non sans difficultés les nouveaux problèmes.

La possession et la gestion collectives de l'espace ont évidemment une condition préalable : la suppression de la propriété du sol. Comment ? On n'a pas trouvé encore la formule

adéquate. L'étatisation donne des résultats désastreux, car elle transfère à l'État les droits absolus du propriétaire. La municipalisation du sol a révélé ses inconvénients et ses limites. Il resterait évidemment la socialisation, c'est-à-dire que le peuple entier, transgressant les rapports de propriété, occupe et s'approprie l'espace social. Aujourd'hui, serait-ce une considération utopienne ? (J'appelle utopien, en l'opposant à utopique, ce qui n'est pas possible aujourd'hui mais peut le devenir demain). Dans cette perspective, quel est le rôle de l'architecte, quel est le rôle de l'urbaniste ? Ce sont des producteurs d'espaces. Je ne parle pas de « production architecturale ». Je veux dire qu'ils ne sont pas seulement des fournisseurs sur le marché et pour le marché de la construction. Bien entendu, ils ne sont pas les seuls à produire de l'espace ; il y a toutes sortes d'agents de cette production, depuis les planificateurs, les banquiers, les promoteurs jusqu'aux autorités politiques et administratives, jusqu'aux travailleurs du bâtiment et aux usagers. Architectes et urbanistes opèrent dans le cadre du mode de production existant, mais ils y ont un rôle essentiel ; sur eux repose l'avenir du principe d'après lequel l'espace a une valeur d'usage et non seulement une valeur d'échange.

Aujourd'hui, une possibilité s'esquisse : celle d'une intervention de l'architecte relativement bien définie. Entre l'immeuble et la maison ou le pavillon, la parcelle de terrain comme cadre de la construction, d'une part — et d'autre part, l'ensemble urbain vaste et complexe à l'échelle duquel interviennent les ingénieurs, les techniciens de la circulation, il y a un niveau intermédiaire. C'est le niveau macro-architectural et micro-urbanistique ; ce n'est plus celui du village et pas encore celui de la grande ville. A ce niveau se situent les recherches de quelques-uns des architectes à mon avis les plus éminents de l'époque (par exemple Constant à Amsterdam, Ricardo Bofils en Espagne) et celles des sociologues, comme Mario Gaviria. Je tiens à préciser que ces expériences architecturales ne font pas fi des procédés anciens, artisanaux et traditionnels, de la construction. Les matériaux tels que la pierre et la brique, les techniques traditionnelles sont utilisés par eux. Pré-fabrication ? Coordination modulaire ? D'accord, mais attention ! ne pas employer à n'importe quel prix et dans n'importe quelles conditions, sous prétexte de modernité, les techniques les plus récentes. Je tiens à attirer l'attention sur ce point.

La classe ouvrière et l'espace<sup>7</sup>

<sup>7</sup> Association Française de Sciences Politiques, 3/11/1972, Paris.

[161] 1. Où se trouve aujourd'hui la classe ouvrière (en France)? La réponse à cette question ne paraît facile, qu'à ceux encore assez nombreux pour qui « la classe ouvrière » est une entité socio-politique abstraite. Ils croient en détenir le concept alors qu'ils n'ont qu'une représentation. Pour répondre à la question, si l'on veut bien y répondre, rien ne remplace les recherches « sur le terrain », les constats empiriques.

Toutefois, la description empirique et l'analyse statistique impliquent ou introduisent toujours des concepts. Vieille discussion : le positiviste le plus strict a un concept, inexplicité comme tel. L'enquête qui prétend se limiter à des constats suppose une hypothèse théorique et même une hypothèse stratégique, inexplicitées comme telles. Commençons donc par expliciter le concept et l'hypothèse. Je me réfère explicitement à la pensée marxiste, aux concepts et théories en provenance de Marx. Je dis bien « théorie », car l'ensemble de faits et de concepts élaboré par Marx se situe au niveau *théorique* dans le sens le plus fort de ce terme. Ce qui ne veut pas dire que Marx et le marxisme aient apporté des vérités intangibles. Au contraire : les grandes théories scientifiques ne s'immobilisent jamais ; elles se modifient sans trêve ; elles n'atteignent une cohésion monolithique qu'après leur mort, dans leur tombe ; tant qu'elles vivent, elles changent et n'échappent à l'obsolescence qui frappe aussi les idées, les concepts, les théories, qu'en se transformant. Elles contiennent des contradictions d'abord inaperçues parce que recouvertes d'une certaine logique, mais qui se manifestent ensuite et conduisent la théorie soit à sa fin, soit à son renouvellement. Tout ceci n'a d'ailleurs rien de nouveau ; encore faut-il en réitérer l'affirmation pour qu'elle garde son sens.

2. Marx distinguait la classe (ouvrière) *en soi* et la classe *pour soi*, entraînant ainsi une terminologie hégélienne et une pensée dialectique dans une théorisation dirigée en son fond contre l'hégélianisme, philosophie de l'histoire et de l'État, systématisée par Hegel.

Qu'est-ce que la classe *en soi* ? Ces mots désignent des caractères objectifs, des traits distinctifs, indépendants de la conscience et de la volonté. Ils peuvent donc appartenir à des groupes restreints, dispersés, sporadiques — et même à tel individu isolé. Que tel individu ou tel groupe travaille (produise) avec des moyens de production (instruments) qui ne lui appartiennent pas tout en conservant une liberté physique, qu'il soit donc à la fois exploité et dominé, il fait partie de la classe ouvrière ; il se classe, selon Marx, dans le prolétariat, qu'il le sache ou non. Historiquement, ces traits apparurent dès les origines de la classe comme telle, avec ses germes, avec ses premières manifestations encore « enveloppées » (non développées). En

tant que tels, ces traits constituent un aspect ou élément d'un « système », d'abord virtuel, puis se réalisant ou s'effectuant au cours d'un certain laps de temps : le mode de production capitaliste.

Qu'est-ce que la classe *pour soi* ? Ces mots désignent des traits à la fois quantitatifs et qualitatifs, mais où le qualitatif tend à dominer : la conscience, le caractère subjectif qui s'ajoute aux caractères objectifs et les transforme. La classe s'oppose comme telle à la classe adverse, constituée elle-même en unité socio-politique. La classe ouvrière atteint ainsi son unité, son activité sociopolitique développée. Elle cesse d'être une simple force productive, prise dans la division du travail, et un *objet* politique. Elle arrive simultanément à l'autonomie, à l'auto-détermination. Elle s'érige en *sujet* (sujet de l'histoire, sujet politique). On pourrait ajouter à l'auto-détermination, l'autogestion, qui en fait partie intégrante. Mais attention ! Pour Marx, l'auto-détermination inclut l'auto-négation et presque l'auto-destruction. En effet, pour Marx, la mission dite historique de la classe ouvrière se définit par une double négation : elle nie la bourgeoisie et le capitalisme ; elle se nie en tant qu'essence et support (par la plus-value) du mode de production capitaliste. Elle n'est révolutionnaire totalement que si elle détruit la société de classes, donc si elle se dépasse en tant que classe.

3. Considérons attentivement ce schéma, ou plutôt ce mouvement dialectique entre deux pôles, deux limites : l'extrême objectif et l'extrême subjectif. Il est clair que toute classe et tout fragment de classe ouvrière, tout groupe ouvrier peut se situer entre ces pôles. Ce qui permet et même exige des études empiriques sans pour autant autoriser une quantification brutale, une représentation dans un espace mental, épistémologique ou formalisé. Il ne s'agit en rien d'une échelle qui irait d'un zéro de subjectivité à cent pour cent de conscience, ou inversement.

Dans le vaste courant de pensée qui s'inspire de Marx, ce mouvement dialectique a été très souvent incompris, mutilé, aplati.

a) On l'a abandonné parce que dialectique, au nom d'un structuralo-fonctionnalisme. Alors la classe ouvrière se définit soit au niveau des déterminations économiques (comme force productive, comme support de la division technique du travail), soit au niveau de rapports sociaux déterminés (comme productrice de la plus-value), soit enfin au niveau des superstructures et sur-déterminations politiques (de l'État, des idéologies et des institutions, des partis). On prétend ainsi apporter une conception du mode de production comme totalité. En fait, on le segmente, et toute appréhension ou compréhension de la classe ouvrière comme telle

se perd. Cette critique vise les ouvrages et les idées de L. Althusser, de N. Poulantzas et de quelques autres.

La discussion « Sujet ou Système ? » ne manque pas d'importance théorique ni d'intérêt méthodologique. Si l'on attribue à la cohésion, donc au système, un privilège philosophique (j'allais dire : métaphysique) le sujet tombe avec les contradictions. Dans cette mise en perspective, la classe en général, et la classe ouvrière en particulier, n'ont plus de place ni de statut.

b) Il y a plusieurs moyens pour dissocier le mouvement dialectique, pour le réduire et l'aplatir. On peut ainsi le réduire à une platitude historique : la classe ouvrière a fait son chemin, elle poursuit irrésistiblement son trajet. Elle passe irréversiblement de l'inconscience à la conscience, celle-ci s'atteignant dès qu'il y a activité et représentation politique des travailleurs. Alors, la classe atteint sa majorité, sa maturité, son âge adulte. Elle tend, sans [165] risque de tomber en arrière, vers l'éventuelle hégémonie. C'est le schéma historiciste de Gramsci, repris par Garaudy ; mais cette conception émoussée se retrouve au-delà (ou en deçà) de la thèse du « bloc historique » ; banalisée, elle anime beaucoup de rhétorique et de discours politico-bureaucratiques.

c) Le mouvement peut enfin se réduire à un cas limite, à l'extrême de la subjectivité. Alors la classe ouvrière se définit par la conscience de soi pleine et entière. C'est la définition de l'école lukacsienne. La conscience de classe implique alors une intelligence de l'histoire et un projet de transformation du monde. Il est intéressant de noter que Lukacs et son école ne font qu'une place minimale à l'auto-négation de la classe ouvrière. Ils mettent l'accent sur l'autonomie, l'auto-détermination. On peut ajouter, ai-je dit, l'auto-gestion à ces attributs de la classe pleine et entière. L'erreur ne consiste pas en cette insistance, mais dans une certaine confusion entre le possible et le réel. Le concept de la classe ouvrière coïncide avec celui d'une possibilité : sa victoire totale. De là à lui reprocher de ne pas se conformer à son concept, défini par les théoriciens, il n'y a qu'un pas. Vite franchi par les accusateurs : dégénérescence, corruption, intégration, etc.

Contentons-nous de tirer du schéma dialectique quelques conclusions (provisoires):

— *la classe ouvrière n'est pas au-dessus et en dehors des contradictions, à l'instar d'une cohérence ou d'une cohésion supérieure ;*

— *son concept comprend les deux pôles, les deux limites et leur intervalle entier (avec le mouvement et la réversibilité toujours possible de ce mouvement).*

Le dilemme : « ou bien le Sujet, ou bien le Système », ne serait-il pas un faux dilemme, une fausse alternative théorique ? Je propose une relation plus complexe, dialectisée.

Si le prolétariat fléchit, le mode de production tend à s'établir comme **système** et comme cohérence. Par contre, si la classe ouvrière s'affirme, le système s'effrite. Il n'y a donc pas incompatibilité abstraite, sur le plan scientifique, théorique et méthodologique, entre le **système** et le **sujet**, mais alternance, tendance vers l'un ou l'autre. Alternance plutôt qu'alternative.

4. On dira, par exemple à propos du dépassement, de l'auto-négation, : « Quelle vue de l'esprit ! C'est une part caduque de la pensée marxiste ! A vouloir ainsi sauver la dialectique hégéliano-marxiste, vous la compromettez un peu plus ! Une classe ne peut affirmer qu'une positivité ; elle ne peut s'affirmer, en fait et en droit, que comme positivité... »

Eh bien ! cette liquidation de la dialectique comporte une illusion et une erreur. Qu'est-ce qui monte à l'horizon, aujourd'hui ? L'automatisation, comme avenir de l'application des connaissances à la production, la science étant devenue (formule célèbre qui se trouve déjà chez Marx) force productive, directement et immédiatement. Entre l'information, objet de science, et la connaissance elle-même, il y a un rapport étroit, bien qu'elles ne coïncident pas. L'informatique et l'automatique vont ensemble, se soutiennent. Donc, à l'horizon, ce qui monte, c'est le non-travail. D'un côté, le travail productif ne peut plus s'attribuer à la seule classe ouvrière. D'un autre côté, l'importance, la fonction et la structure sociale du travail productif, se modifient, le rôle du travail manuel (« simple » selon Marx) diminuant.

Bien entendu, l'automatisation est freinée. Un peu partout on l'applique à la gestion et au contrôle (avec l'informatique) plus qu'à la production. De sorte que le savoir et la technique accentuent les contraintes plus qu'ils n'en libèrent. Et pourtant, la classe ouvrière comme telle risque de devoir, un jour proche ou lointain, assumer sa négation. Comment peut-elle affronter cette possibilité ? Ne tend-elle pas obscurément à la dénier plus qu'à se nier, à la reléguer dans l'utopie et la science-fiction ?

Quoi qu'il en soit, on assiste à la dévalorisation du travail dans la classe ouvrière elle-même. Ainsi seulement peuvent s'expliquer une situation et un conflit nouveaux : la formation

de l'idéologie des loisirs, sa substitution, jusque dans de larges couches ouvrières, à l'idéologie (exaltation, valorisation) du travail. Transfert ? Substitution ? Non, ou pas complètement. Plutôt conflit, qui se traduit par la tendance à élargir les temps de vacances, plutôt qu'à réduire le temps (journée, semaine) de travail en fonction de sa productivité.

La classe ouvrière se débat au sein de contradictions multiples. A-t-elle atteint, comme on le dit beaucoup, une claire conscience de l'exploitation, sans pour autant avoir conscience de l'oppression ? Ce serait plutôt le contraire. Conscience de l'exploitation ne veut pas dire : connaissance des mécanismes de la plus-value. Certains philosophes les confondent. Ce qui trouble les concepts.

5. La classe ouvrière et le prolétariat (qui ne coïncident pas), saisis par les contradictions venues du temps, de l'histoire et de leur propre histoire, sont aussi en proie aux *contradictions de l'espace*.

L'affaire remonte — qui l'ignore ? — à la seconde moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle. Au temps de Marx, la classe ouvrière correspondait à Paris et en France, à la description connue faite par J. C. Chevalier dans son livre : « Classes laborieuses, classes dangereuses ». Au centre de la ville historique, dans les maisons de rapport, parfois dans les anciens quartiers aristocratiques (Le Marais), la bourgeoisie et les ouvriers cohabitaient : les ouvriers dans les étages supérieurs, les bourgeois en bas. Il en reste quelques traces, qui disparaissent de jour en jour, dans les centres historiques. Que voulut Haussmann ? Percer de larges voies pour la circulation des voitures et des bataillons, pour le tir des mitrailleuses. Et aussi rejeter les travailleurs loin du centre, vers les périphéries, les futures banlieues. Contradiction de l'espace ? Oui ! Dès lors, la stratégie vise à fortifier le centre urbain politique, le centre des décisions. En même temps, elle le détériore, elle le dégrade comme centre. Déjà Haussmann a brisé irrémédiablement l'admirable espace parisien : le double réseau des rues (pour les voitures, les marchandises, les transports) — et des passages (fermés à la circulation, sauf aux piétons et aux promeneurs).

La Commune de Paris peut s'interpréter à partir des contradictions de l'espace, et non pas seulement en partant des contradictions du temps historique (patriotisme des masses et antipatriotisme des classes dirigeantes). Ce fut une réplique populaire à la stratégie de Haussmann. Les ouvriers, chassés vers les quartiers et communes périphériques se

réapproprièrent l'espace dont le bonapartisme et la stratégie des dirigeants les avaient exclus. Ils tentèrent d'en reprendre possession, dans une atmosphère de fête (guerrière, mais éclatante).

Depuis lors, la stratégie haussmannienne s'est étendue et aggravée (en Amérique, les phénomènes différent des phénomènes européens et français). La classe ouvrière a subi des manipulations dans l'espace, car il y a une politique de l'espace, de plus en plus agissante, de plus en plus consciente et délibérée. L'espace est devenu **instrumental**. Lieu et milieu où se déploient des stratégies, où elles s'affrontent, l'espace a depuis longtemps cessé d'être neutre, géographiquement et géométriquement.

L'espace instrumental a d'abord permis la ségrégation généralisée, celle des groupes, celle des fonctions et des lieux. Le contraste entre les banlieues pavillonnaires et les « grands ensembles » — entre les centres qui subsistent, qui résistent à la dégradation, qui se consolident en tant que centres de décision, et les périphéries désurbanisées — saute aux yeux. La classe ouvrière se répartit entre les pavillons, les « grands ensembles », les villes nouvelles et satellites, avec une préférence subjective pour le pavillon.

Il est facile de distinguer plusieurs périodes. D'abord la période spécifiquement haussmannienne, deuxième moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle, mais aussi le début du XX<sup>ème</sup> siècle : embourgeoisement de la ville historique, éjection et ségrégation des travailleurs. Mais après la première guerre mondiale, s'étend la banlieue pavillonnaire, depuis longtemps préparée, impliquant l'accession des travailleurs à la propriété et la fonctionnalisation sommaire de l'habitat. Enfin, après la deuxième guerre mondiale, l'État prend l'initiative des « grands ensembles », des villes satellites, de l'urbanisme officiel. Il se peut qu'aujourd'hui on soit entré dans une autre période, caractérisée par le retour à l'initiative dite « privée », celle des banques et des promoteurs. Bien entendu, ces périodes se chevauchent et ce classement n'est qu'approximatif.

[170] Sous des apparences tantôt néo-libérales, tantôt technocratiques, non sans conflits parfois profonds, quelque chose de nouveau se forme et s'établit. Il survient une extension et une accentuation (certains diront une aggravation) de la pratique sociopolitique mentionnée plus haut : l'espace instrumental, l'emploi habile de cet instrument, la politisation de l'espace, les stratégies se déployant dans l'espace. La pratique spatiale qui se développe peut se nommer de plusieurs noms, selon ses aspects. Une *planification spatiale* à objectifs beaucoup plus larges que «



l'urbanisme », prend forme. Elle se réfère implicitement à une économie politique de l'espace, science qui se cherche à l'échelle mondiale et tend à remplacer les modèles de croissance, tombés en désuétude.

La planification spatiale reprend en les affinant les anciennes procédures de planification, semi-planification ou planification indicative, à savoir les bilans-matières (supputations à la production) et les bilans financiers (opérant sur les coûts des produits, sur les prix et les valeurs). Insistons sur elle, en laissant de côté (ici et maintenant) l'économie politique de l'espace.

La planification spatiale traite des *flux*. Chaque flux a un lieu d'origine, un parcours, un point terminal. Il y a des flux multiples : biens, gens, objets (les autos, par exemple), matières premières, produits finis, argent, monnaie, capitaux, informations et connaissances, signes et symboles, etc. Les flux s'étudient, se mesurent, se règlent. La main-d'œuvre fait partie des flux, au même titre que les objets véhiculés sur les routes et autoroutes, les voies ferrées ou fluviales. Il y a des « gisements de main d'œuvre » et des lieux où la force de travail trouve son usage, se consomme productivement. Le traitement des flux donne lieu à des scénarios divers, prospections ou projections mieux fondées que la prospective et les discours habituels sur l'avenir.

Il va de soi que ce rapport (cette inhérence) du temps à l'espace social n'a pas trouvé sa formulation analytique et son exposé d'ensembles complets. Peut-être l'analyse et l'exposé restent-ils énigmatiques. ou peut-être cachés et secrets (de l'État). Toujours est-il que stratégiquement et prospectivement, la classe ouvrière se répartit dans l'espace selon les exigences des autres flux et les contraintes des réseaux (d'arrivée des matières premières, de l'énergie — d'écoulement des produits, finis ou non). Ainsi se projette sur le terrain la division du travail, technique et sociale, déterminée à l'échelle planétaire, celle du marché mondial, déterminante par rapport aux échelles locales, régionales, nationales, continentales.

Demande-t-on des faits ? Des preuves ? Faits et preuves abondent et chacun les connaît. Ce qui manque, c'est seulement la synthèse qui ne se produit pas comme connaissance mais comme secret d'État. Les faits ? Le destin du bassin de Lorraine, la construction de Fos-sur-Mer. Les preuves ? Le transport à Dunkerque, avec le matériel (les moyens matériels de production) de la force de travail, les mineurs. La répartition sur l'Axe, le fameux Axe de la Méditerranée à la

Manche, de la classe ouvrière, en tenant compte de l'accroissement des villes et des villes-satellites : Cergy-Pontoise, Evry-Petit-Bourg, etc.

Ces phénomènes nouveaux sont si importants qu'on peut se demander s'il faut conserver comme base de l'analyse théorique et comme fondement de la pratique sociale l'unité de production, l'entre prise. Je crois que l'entreprise n'est plus le lieu central où simultanément se forment la richesse, la plus-value, les rapports sociaux de production, le mode de production comme totalité. Certains dogmatiques maintiennent et maintiendront peut-être longtemps cette thèse. Je pense à des marxistes, et notamment à Charles Bettelheim, qui non seulement conserve la thèse mais l'étend à l'analyse des sociétés non-capitalistes. Je pense qu'entre les unités de production, les entreprises, déjà groupées en centres de production, le tissu intersticiel, généralement urbain, participe à la production. Que contient-il ? De multiples services, dont les transports, les sous-traitances, et ainsi de suite.

La production industrielle et le capitalisme se sont emparé des villes historiques. Le capitalisme les a remaniés et les remanie encore selon ses exigences (économiques, politiques, culturelles, etc.). Plus ou moins éclatée en banlieues, périphéries, agglomérations satellites, la ville devient à la fois centre de décisions et source de profit. Pas seulement par la spéculation et la construction dites encore « immobilières », bien que l'espace se mobilise. Ilya dans les tissus urbains, à travers leur chaos, une *consommation productive*, celle de l'espace, des voies de communication, des bâtiments. Il s'y emploie une immense force de travail, aussi productive que la force de travail employée à l'entretien et à l'alimentation des machines. Bien plus : dans le tissu urbain qui prolifère autour des centres (de façon désordonnée et véritablement irrationnelle), il y a une faible composition organique du capital, donc, en termes marxistes, une grande formation de plus-value.

Une contradiction de l'espace s'esquisse et se précise entre l'éphémère et le stable. D'un côté, des flux, des mobilités ; les villes nouvelles se préfabriquent pour quelques années (que deviendra Fos quand le pétrole brut surgira de la Mer du Nord ?). De l'autre, il y a des stabilités, des fixités : les institutions, la bureaucratie, les centres, la propriété du sol, etc. Ne serait-ce pas, entre autres, de cette contradiction que résulte le *chaos spatial* ? Ce chaos semble l'envers et le revers de la planification spatiale. Certains l'expliquent par la multiplicité des paramètres, par la complexité des situations. Je l'explique volontiers par les *contradictions de l'espace*.

A remarquer l'importance et l'intérêt, dans l'espace stratégique, des rapports de force : entre les « autorités », les groupes, les administrations, les capitaux et capitalistes, les institutions, les peuples, les États, etc. L'inhérence de l'économique au politique (et réciproquement) prend ainsi sa portée et son sens.

Où se trouve la classe ouvrière ? Sa localisation (provisoire ou durable) relève d'études empiriques, que seuls un appareil conceptuel et une hypothèse théorique peuvent orienter. Cette implantation territoriale n'a-t-elle pas autant d'importance et d'intérêt que le travail, les lieux et conditions de travail ? En vérité, la localisation fait partie aujourd'hui des conditions du travail productif, de l'utilisation sociale des forces productives, de la pratique sociale. Elle fait partie de la socialisation des forces productives.

En 1968, la classe ouvrière française alla *presque* jusqu'à ses extrêmes possibilités objectives et subjectives. S'affirmant comme sujet social et politique, elle ébranla (un moment) le Système, pour autant qu'il avait réussi à s'établir ; elle l'a laissé fissuré, effrité en sous-systèmes qui se raccordent mal. Pourquoi ? L'action des étudiants n'a pu servir que de catalyseur, d'analyseur-révéléateur. La classe ouvrière ne protestait-elle pas contre les dispositions et dispositifs spatiaux qui se mettaient en place ? Contre les manipulations ? C'est une hypothèse, qui rapprocherait théoriquement et politiquement, des événements qu'un siècle sépare.



